

d'Lëtzebuurger **Land**

Land

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#27 64. Jahrgang 7. Juli 2017



5 453000 174663



3,50€

Schengen comme idée

Si la notoriété de la commune de Schengen dépasse largement les frontières du pays, la vie y est calme. Très calme

Bad taste

Alle wollen ein Stück vom Brexit-Kuchen. Aber beim Leichenschmaus soll man taktvoll und diskret auftreten

Das Bistum backt kleinere Brötchen

Mit Strukturreformen stellt sich die inoffizielle Staatskirche auf ihre Privatisierung durch die liberale Regierung ein

Foto: Jessica Theis



Le Centre européen de Schengen et ses nombreux symboles



Si la notoriété de la commune de Schengen dépasse largement les frontières du Luxembourg, voire de l'Europe, la vie quotidienne y est calme. Très calme

Schengen comme idée

josée hansen

#schengen_visa « Tu vois ! C'est exactement comme pour l'Union européenne : ils laissent entrer trop de pays trop vite, sans consolider l'existant. Ça ne peut pas marcher ! » Un couple de touristes francophones d'âge mûr déambule entre les postes interactifs du Centre européen, rue Robert Goebbels à Schengen, et a des idées bien arrêtées sur ce qui ne fonctionne pas dans cet espace de libre-circulation des citoyens que les *millennials* prennent pour acquis, n'appréciant ses avantages qu'après avoir voyagé hors de l'espace Schengen ou à l'occasion de plans anti-terroristes avec mise en place de contrôles aux frontières. Actuellement, l'espace Schengen compte 26 pays, dont le dernier, le Liechtenstein, est entré en 2011, après neuf pays de l'ancien bloc de l'Est en 2007. « Beaucoup de gens croient que Schengen est un acronyme, que les différentes lettres ne sont que les initiales de quelque chose de très complexe », sourit Martina Kneip, la directrice du Centre européen.

Quelque 40 000 personnes sont passées l'année dernière à Schengen, c'est la moitié d'un musée

Un #schengen_visa ou #visa_schengen est toujours un graal qu'on exhibe fièrement sur Facebook ou Instagram

d'importance nationale dans la capitale. Et encore, c'était l'année durant laquelle le musée était fermé, suite à l'effondrement d'une partie du plafond de la grande salle. Les visiteurs furent alors comptés en face, dans le bâtiment construit sur un ponton et qui accueille le centre d'information touristique. Les gens y passent pour avoir des informations sur Schengen, sur le musée ou le célèbre accord signé en 1985 sur le bateau de plaisance Marie-Astrid, qui avait alors accosté juste ici. Ils veulent peut-être aussi en savoir plus sur la région, voire sur le Luxembourg tout entier ? « Une fois qu'ils sont chez nous, nous essayons de leur donner envie de voir aussi la capitale ou le Möllerdall », explique Martina Kneip. On peut également y louer un vélo ou acheter des souvenirs de Schengen – du vin, bien sûr, ou encore une peluche en forme de lion avec le mot « Schengen » brodé sur son buste, des savons liquides avec un « Schengen » flottant dedans, des livres et gadgets plus classiques. « Beaucoup de touristes viennent en bus et commandent alors des visites guidées, continue Martina Kneip. Il y a par exemple beaucoup de touristes turcs, qui, parce qu'ils ne comprennent pas la langue, iront

plutôt visiter les environs munis de leur *selfie stick* pour prendre des photos des environs qu'ils posteront sur leurs profils sociaux ». Martina Kneip suit sur son portable les gens qui font un « check in » virtuel à Schengen ou qui postent des photos avec des *hashtags* en rapport avec *#schengen*. Et est toujours impressionnée, dit-elle, de la fascination que génère Schengen auprès des citoyens de pays qui ne font pas partie de cet espace de libertés. Un *#schengen_visa* ou *#visa_schengen* est toujours un graal qu'on exhibe fièrement sur Facebook ou Instagram.

Fusion « Schengen est une commune avec une aura spéciale. Mais aussi avec des missions hors du commun », affirme Ben Homan (CSV), le maire de la commune depuis 2011. Il ne se représentera plus, « parce que vingt ans de politique, ça suffit ! » Avant d'être maire de Schengen, il l'était durant douze ans de Burmerange, commune qui a fusionné avec celles de Remerschen et de Wellenstein en 2011. Aujourd'hui, la commune de Schengen comporte neuf localités, 32 kilomètres carrés et presque 5 000 habitants. La fusion, avalisée par

des référendums dans les différentes communes et décidée par une loi votée au Parlement, a apporté plus de dix millions d'euros de la part de l'État à la commune. 2 500 euros par habitant, selon la règle de l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Marie Halsdorf (CSV), politique que l'actuel gouvernement Bettel/Schneider/Braz a interrompue. L'argent, précise le maire, a été et sera (il est versé en tranches durant dix ans) investi dans les réseaux d'approvisionnement en eau potable, en structures d'accueil, et, c'est original, dans l'achat de terrains sur lesquels la commune veut réaliser des projets de logement notamment.

Car si Schengen a cette aura internationale, c'est en même temps un traditionnel petit village mosellan qui est au cœur de la commune. 560 habitants, un bourg rural ayant toujours vécu de ses vignobles. « Pour les autochtones, l'histoire européenne et le centre touristique sont beaucoup moins marquants dans leur quotidien que le vin ou le fait qu'ils vivent à la lisière de deux pays voisins, l'Allemagne et la France », concède Martina Kneip. Au centre du village, des anciens prennent un verre en terrasse, des



L'architecture de la région est marquée par l'esthétique de Hermann & Valentiny (Jardins de Schengen, à gauche, Valentiny Foundation en haut à droite) ; Burmerange et son plateau, ouvrant la vue sur Cattenom



jeunes sortent du magasin bio, un viticulteur décharge son tracteur, une voiture électrique du service technique de la commune fait ses rondes et des automobilistes font la queue pour traverser le pont qui mène à Perl, côté allemand. Mais un lundi matin de juillet, le village semble comme endormi. Le microclimat le long de la Moselle fait qu'ici, des végétations méditerranéennes se sentent à l'aise, les nombreuses plantes en pots alignées devant les maisonnettes tapies le long des ruelles qui remontent la montagne font régner une ambiance de vacances. « Il faut être réaliste : les retombées économiques de la célébrité de Schengen sur le village sont minimes », juge encore Martina Kneip. Tout simplement parce qu'il n'y a plus d'hôtel ici, un seul restaurant, pas vraiment de magasins autres que d'alimentation.

Fierté nationale Et pourtant, ce lundi, deux maires, l'actuel et l'ancien de Remerschen, Roger Weber (CSV), sont de service aux alentours du Centre européen de Schengen. Le long de la Moselle, les stands de la kermesse, qui a eu lieu le week-end, sont démontés, et les stands pour la fête populaire entourant le passage du Tour de France, mardi, doivent être installés. Bien que le passage des coureurs ne durera que quelques minutes, les téléspectateurs du monde entier regarderont et Schengen veut se montrer sous son plus beau jour. Les techniciens de la commune s'affairent à monter les décorations, des bénévoles installent tables et bancs pour la restauration.

En parallèle avait lieu, mardi, un sommet informel de la Grande Région au Centre européen, le Premier ministre Xavier Bettel (DP) et la ministre de la Grande Région, Corinne Cahen (DP), recevaient leurs homologues régionaux de France, de Belgique et d'Allemagne, arrivant – symbole, symbole

– par le Marie-Astrid et regardant le Tour sur place. Les accueillir et leur offrir un programme attractif fait partie des « missions hors du commun » définies par Ben Homan. À chaque anniversaire rond des accords de Schengen, les invités sont encore plus prestigieux, hommes d'État et chefs de gouvernement. Il faut être à la hauteur. Tout comme Ben Homan a fait des directs sur des chaînes de télévision américaines comme CNN pour défendre l'idéal des accords de Schengen lorsque la crise des réfugiés faisait réfléchir plusieurs pays européens à une fermeture des frontières. C'est beaucoup de responsabilité pour le premier citoyen d'une commune de même pas 5 000 âmes.

Enthousiasme Roger Weber est un homme affable. L'ancien maire de la commune de Remerschen est aujourd'hui encore conseiller communal et président de la Schengen asbl, créée par les communes de Schengen, Remich et Mondorf avec le but de promouvoir le tourisme régional. Elle exploite notamment le Centre européen et emploie Martina Kneip plus trois autres personnes. Les 200 000 euros de budget annuel proviennent pour moitié des trois communes et pour moitié du ministère de l'Économie, section tourisme. Parce que, de la signature des accords de Schengen, il n'existe qu'une seule photo officielle, le Centre européen invente toutes sortes de symboles auxquels sont censés pouvoir s'identifier les touristes. Il y a les trois stèles en acier rouillé, des plaques avec les noms des pays membres à même le sol, des sculptures munies d'étoiles (une pour chaque pays membre), deux morceaux du mur de Berlin et, depuis peu (2013), aussi une autre sculpture, elle aussi en acier rouillé, sur laquelle les visiteurs peuvent fixer un cadenas, comme un geste d'adhésion à l'idée de Schengen. Posés à quelques pas de distance l'un de l'autre, ces

monuments à la liberté risquent de faire cacophonie. Mais cela semble fonctionner, il y a sans cesse des gens qui se prennent en photo devant l'un ou l'autre élément. « Nous devons raconter une histoire autour de la signature de cet accord, insiste Martina Kneip. Beaucoup de nos visiteurs savent tout sur le contenu des textes. Mais quand ils viennent ici, nous leur offrons des anecdotes, l'histoire derrière cette signature ».

Et parce que Schengen est avant tout une idée, un idéal, Roger Weber regorge d'inventivité pour la valoriser, la sanctuariser. Ainsi, l'asbl a déposé une demande auprès de l'Union européenne afin que Schengen puisse être classée en tant que « European Heritage », regroupant des sites historiques à travers le continent qui ont été essentiels dans la construction de l'Union actuelle – du cœur de l'Athènes antique en passant par la bibliothèque de l'Université de Coimbra au port de Gdansk. Ensuite, il voudrait que Schengen soit également classé « patrimoine immatériel » de l'Unesco, comme la culture de la bière en Belgique, celle du café aux Émirats arabes ou en Turquie, la calligraphie mongole ou la procession dansante à Echternach. Et Roger Weber voudrait sensibiliser Corinne Cahen et Xavier Bettel à sa proposition de changer le nom de la Grande Région, de l'actuel Saar-Lor-Lux à « Schengen », persuadé que les pays voisins seraient fiers de faire partie d'une région connue jusqu'en Chine.

Terre-à-terre Avec la fusion, Schengen est devenu une grande commune – surtout en superficie. Il faut faire de la route pour rallier Burmerange, village rural sur le plateau, où on sent encore le purin en le traversant, ou Schwebsingen, petite bourgade marquée par la tradition viticole. Grâce à la fusion, l'administration communale a pu être

La Schengen asbl a déposé une demande auprès de l'Union européenne afin qu'elle puisse être classée « European Heritage ». Ensuite, elle voudrait que « l'idée de Schengen » soit également classée « patrimoine immatériel » de l'Unesco

professionnalisée, deux ingénieurs ont été engagés et le fonctionnement amélioré. Pourtant, le 8 octobre, et malgré le fait que le nombre d'habitants (4 900) dépasse désormais largement le seuil au-delà duquel les communes votent, en théorie, à la proportionnelle (3 000 habitants), Schengen restera encore une fois dans le régime du vote majoritaire. « Nous ne sommes pas prêts », estime Ben Homan, parce qu'il n'y aurait pas assez de candidats potentiels pour plusieurs listes politiques. Il y aura donc une liste unique cette fois encore, avec une quinzaine de candidats pour onze postes.

Ces dispositions transitoires sont inscrites dans la loi : lors du dernier scrutin, chacune des anciennes communes fut considérée comme une circonscription, avec une clé de répartition de cinq conseillers à élire pour les deux grandes communes et quatre pour Burmerange. Cette année, le conseil diminuera à onze membres et une seule circonscription. En 2023 seulement sera introduite la proportionnelle. Si Homan ne se présente plus, c'est parce qu'il trouve qu'il est temps pour un changement de génération, maintenant que le grand projet de la fusion, entamé il y a dix ans et dont il a été une des chevilles ouvrières, est terminé. Lui retournera à plein temps dans l'enseignement.

Pourtant, Ben Homan avait fait un excellent score en 2011, 1 204 voix, largement devant le deuxième élu, Georges Laux, également de Burmerange. Aux législatives de 2013, Il s'est classé premier du CSV au village, avec 1 578 voix, terrassant Françoise Hetto-Gaasch et Octavie Modert. À l'Est en général, le CSV a récolté presque 37 pour cent des suffrages – pas vraiment de quoi craindre les proportionnelles.

Leitartikel

Journal des Luxus und der Moden

Romain Hilgert

Vergangene Woche stellte der Minister für Zusammenarbeit und humanitäre Aktionen, Romain Schneider (LSAP), dem zuständigen parlamentarischen Ausschuss den Jahresbericht der *Lëtzebuurger Entwécklungszesummenaarbecht* vor. Es war der politische Erfolgsbericht eines jährlich Hunderte Millionen Euro schweren *Charity business*, an dem eine eigene Direktion des Außenministeriums, 93 Privatvereine und der ISO-9001-zertifizierte Staatsbetrieb Luxdevelopment samt Regionalbüros beteiligt waren. Schließlich gab Luxemburg 1,02 Prozent seines Bruttonationaleinkommens für Entwicklungshilfe aus und wurde dabei in der OECD nur von Norwegen mit 1,11 Prozent übertroffen. Premier Xavier Bettel (DP) führte am Wochenende noch einmal in einem Interview mit *El Pais* vor, wie Entwicklungshilfe dem *Nation Branding* diene, wie sich das wegen der Aneignung fremder Bemessungsgrundlagen in die Ecke gedrückte Land mit Entwicklungshilfe eine neue Unschuld zu kaufen versucht.

Amtlich führt das Ressort zwar „Coopération“ im Namen, aber die Vorstellung einer Zusammenarbeit zwischen Geldgebern und Geldnehmern ist selbstverständlich immer eine verbrämte. Der beste Beleg dafür ist die atemberaubende Frequenz, mit der die Moden wechseln, denen die Prioritäten der Entwicklungshilfe unterliegen.

Denn die Entwicklungshilfe ändert dabei stets mit den politischen Moden hierzulande und nicht mit den Bedürfnissen der als Partner bezeichneten Länder im Süden. Als die aus dem kirchlichen Missionswerk stammende Entwicklungshilfe 1979 als Anhängsel des Außenministeriums erstmals im Namen eines Regierungsressorts auftauchte, war Luxdevelopment eine mit Hilfe der Handelskammer gegründete Außenhandelsgesellschaft; der zuständige DP-Minister freute sich vor dem Parlament, dass die privilegierte Zusammenarbeit mit dem kleinen Erdölproduzenten Trinidad und Tobago wichtig für die Energieversorgung werden könnte; und ein LSAP-Staatssekretär sanierte später mit der Verteilung von Kühlapparaten eine Fabrik in seinem Heimatdorf. 1999 kam die Entwicklungshilfe zum Verteidigungsressort, es war die Zeit der humanitären Kriege, und ein DP-Minister rechtfertigte selbst den glücklosen Kauf eines A 400-Militärtransporters mit den humanitären Einsatzmöglichkeiten.

Bald wurde der Umweltschutz, bald die Frauenförderung zur Priorität erklärt, wie es gerade in den Wahlprogrammen der hiesigen Parteien stand, und die Partnerländer im Süden durften mitspielen. Wurde einst die Unterstützung der UN-Agenturen für die wirkungsvollste Hilfe gehalten, wurde sich später auf bilaterale Abkommen ver-

legt, um die diplomatische Sichtbarkeit der Spenden zu erhöhen. Die *Entwécklungszesummenaarbecht* unterliegt auch geopolitischen Interessen, etwa bei der Bestimmung der Zielländer, die heute Partnerländer heißen. Wechselt eine Regierung durch einen den USA und der Europäischen Union hinderlichen Staatsstreich, wird die Zusammenarbeit storniert, so wie die hiesigen ONG eine bei einem ausländischen Experten gekaufte Kritik des Finanzplatzes blitzschnell verschwinden lassen mussten.

Der triumphierende Neoliberalismus machte die Zivilgesellschaft zur neuen Priorität, in dessen Sinn die Entwicklungshilfe hierzulande mit Hilfe von zunehmend an den Managerismus glaubenden ONG und im Süden durch die Umgehung der ohnehin schwachen Staaten teilprivatisiert wurde. Zusammenarbeit hin oder her, Kapitaltransfers an die unter dem Generalverdacht der Korruption stehenden Partnerstaaten waren sowieso immer tabu. Mikrokredite mit einem übertriebenen Zinsfuß sollen dem Ansehen des Finanzplatzes dienen, indem sie jede Marktfrau am Rand der Savanne zu einer *Start up* erklären. Und die Effizienz selbst der bescheidensten Initiative wird gleich von privaten Unternehmensprüfern kontrolliert, deren Stundenlohn dem Jahreseinkommen eines afrikanischen Dorfes entspricht.



blog

Radikal ist etymologisch, was an die Wurzel, *radix*, geht. Zur Wurzelbehandlung beschloss die Regierung die Schaffung eines Zentrums gegen die Radikalisierung. Dazu ließ sie vor zwei Monaten Sos radicalisation a.s.b.l., gründen, die über eine Konvention mit dem Familienministerium nun vier Psychologen und eine Sekretärin an unbekannter Adresse beschäftigt. Ihr „Kernziel ist das Bewahren der offenen Gesellschaft“ durch Sensibilisierungsmaßnahmen sowie die Beratung von Radikalen und ihren Angehörigen nach dänischem Vorbild, später auch ihre „Entradikalisierung“. Patienten sollen islamische Gotteskrieger, aber auch andere politische, religiöse und gewaltbereite Radikale werden. rh.

Personalien	Personalien	Politik	Soziales	Soziales	Verteidigung
-------------	-------------	---------	----------	----------	--------------

FNCTTFEL en mode autodestruction II



Vendredi dernier, dans un vote chaotique, le secteur chemins de fer a décapité la direction du FNCTTFEL-Landesverband. 27 personnes s'étaient portées candidats pour dix postes au « Verbandsrot » où se recruter la future direction du syndicat. Après le dépouillement des 46 bulletins de vote, le président du Landesverband, Jean-Claude Thümmel, finit quatorzième (avec douze voix) et son jeune secrétaire général, Franky Gilbertz, 19^e (avec neuf voix). Ils sont de facto éliminés de la future direction du Landesverband. D'ici le congrès à la mi-octobre, Thümmel veut continuer à exercer ses fonctions, mais a minima, sans parler publiquement au nom du Landesverband. Pour l'instant, aucun successeur ne s'est matérialisé. Le coup de théâtre est le dernier épisode d'un conflit interne qui oppose Jean-Claude Thümmel à son prédécesseur Nico Wennmacher (*d'Land* du 16 juin) bt

Serge Jochheim,

40-jähriger Energieelektroniker aus Mersch, wurde am Sonntag während des Nationalkongresses in Esch als neuer Vorsitzender der Partei fir integral Demokratie bestätigt. Er tritt die Nachfolge des seit dem vergangenen Herbst demissionären Arztes und Romanautors Jean Colombero an. Der ehemalige Abgeordnete Colombero hatte nach seinem Austritt aus der ADR 2013 die von einem ökologische Spiritismus bewegte Partei gegründet, um bei den vorgezogenen Kammerwahlen sein Mandat zu retten. Die Pid hatte in Colomberos Nordbezirk 3,3 Prozent der Stimmen erhalten und damit kein Mandat. Sie ist die einzige Partei, deren Vorstand von einem „Philosophischen Gremium“ beraten wird. rh.

Jeannot Belling

war ein nach Remich verschlagener Zollbeamte aus der Hauptstadt. Als ehemaliger Nationalschwimmer und Operettensänger hatte er die besten Voraussetzungen, um Politiker zu werden. Ab 1982 wurde er Gemeinderatsmitglied, Schöffe und dann Bürgermeister, die joviale Verkörperung des konservativen Winzlerliberalismus im Ostbezirk. Nach dem Wahlsieg der DP rutschte er 1999 für eine Legislaturperiode ins Parlament nach. Am Mittwoch verstarb Jeannot Belling im Alter von 65 Jahren. rh.

Rifkin-Technokratie

Der Rifkin-Bericht über die „dritte Industrielle Revolution“ enthalte viele gute Ideen, aber zu wenig konkrete Ansätze zur Umsetzung, meint der Mouvement écologique. Kommende Woche trifft sich der politische Steuerratsausschuss zum zweiten und bereits vorletzten Mal. Wie der Ausschuss, dem auch der Méco angehört, Schlussfolgerungen ziehen will, sei schleierhaft, klagte Méco-Präsidentin Blanche Weber. Am Ende könnten die „zu technokratischen“ Empfehlungen des Rifkin-Berichts nur ein „Weiter so!“ im „Wachstumsdogma“ legitimieren. Der Méco dagegen will auch Fragen der Verteilungsgerechtigkeit beantwortet haben und verhindert wissen, dass die „Sharing Economy, für die wir ja eigentlich sind“, so Weber, zu einer „Monetarisierung der zwischenmenschlichen Beziehungen“ führt. Doch zur „Sharing Economy“ sei vom Wirtschaftsminister noch nicht einmal eine Arbeitsgruppe eingesetzt worden. pf



Eher mehr Beiträge

Sollte es „nötig“ werden, dann ziehe die LSAP zur Absicherung des Pensionssystems Beitragserhöhungen vor, meldete der OGBL am Wochenende über seine schon am Mittwoch vergangene Woche stattgefundene Unterredung mit der LSAP-Spitze. Es wird interessant zu beobachten sein, ob dieses Bekenntnis der Sozialisten auch Eingang in ihr Wahlprogramm 2018 findet und was daraus wird, falls die LSAP auch der nächsten Regierung angehört. Könnte die doch Gelegenheit zu Beitragserhöhungen haben: Da die Zahl der Rentner zunimmt, könnten die Ausgaben der Rentenkasse Anfang der 2020-er Jahre die Einnahmen übersteigen. pf

Schwierige Beweisführung

Arbeitnehmer, die sich am Arbeitsplatz diskriminiert fühlen, haben große Schwierigkeiten, die Benachteiligung juristisch wasserdicht nachzuweisen. Das schreibt Erwann Sevellec, Jurist des OGBL, auf *Land*-Nachfrage als Erklärung dafür, warum es bisher wenig Jurisprudenz bezüglich Diskriminierung am Arbeitsplatz gibt und, seiner Kenntnis nach, der OGBL selbst von seinem Klagerecht bezüglich Diskriminierung noch keinen Gebrauch gemacht hat. Beispielsweise sei es, geht es etwa um Lohndiskriminierung, erforderlich, nachzuweisen, dass Arbeitskollegen für die gleiche Arbeit höher bezahlt werden. Auskünfte über die Lohnhöhe seien allerdings wenig wahrscheinlich. Ein solches Verfahren sei daher „schwer zu gewinnen“. Der OGBL ist nicht grundsätzlich gegen ein Verbandsklagerecht für den Centre pour l'égalité de traitement. ik

Wieder was verdient

852 Millionen Euro hat der Kompensationsfonds der Pensionskasse im vergangenen Jahr erwirtschaftet, davon knapp 824 Millionen über seine Sicav, mit der er einen Großteil der Rentenreserve auf den Finanzmärkten anlegt. 2015 lag der Erlös der Sicav bei nur 503 Millionen Euro. Die Rentenreserve wuchs bis Ende 2016 auf 17,8 Milliarden Euro. Was aber vor allem daran liegt, dass die Einnahmen aus den Beiträgen zur Rentenversicherung noch höher sind als die Ausgaben für Renten. Die beliefen sich 2016 auf 3,9 Milliarden Euro. pf

Männer als Partner

Die parlamentarische Versammlung des Europarats in Straßburg hat in einer Resolution alle Formen von Gewalt gegen Frauen verurteilt und einen grundsätzlichen Mentalitätswandel angemahnt. Berichterstatterin war die CSV-Abgeordnete Françoise Hetto-Gaasch. Die Resolution setzt sich für eine konsequente strafrechtliche Verfolgung und Null-Toleranz gegen Gewalttäter ein und fordert mehr Aufklärung und Untersuchungen zu sexueller Gewalt gegen Frauen im öffentlichen Raum. Sie wendet sich ausdrücklich auch an Männer. Sie hätten eine „positive Rolle bei der Prävention und im Kampf gegen sexuelle Gewalt und Belästigungen im öffentlichen Raum zu spielen“. Resolutionen haben keine rechtlich bindende Wirkung, die des Europarates werden aber vom Europäischen Menschenrechtsgerichtshof in Urteilen aufgegriffen. ik

Srel vor Gericht?

Am Montag berieten die Richter der Berufungskammer in Luxemburg über die Entscheidung des Bezirksgerichts, es zum Prozess gegen die ehemaligen Geheimdienstmitarbeiter Marco Mille, Frank Schneider und André Kemmer kommen zu lassen. Es geht um die vermeintlich illegale Abhöraktion von Loris Mariotto aka „M“. Mille, Schneider und Kemmer hatten dagegen Berufung eingelegt. Die Richter sollten sich mit ihrer Entscheidung beeilen, wenn sie wollen, dass die Verhandlung im Gerichtssaal stattfindet. Denn wie durch ein Wunder erhielt *RTL* zeitgleich eine Kopie der Aufnahme des Gesprächs zwischen Mariotto und Kemmer, in dem letzterer herauszufinden versuchte, wovon das Gespräch zwischen Großherzog Henri und Staatsminister Jean-Claude Juncker auf der niemals entschlüsselten CD handele. Auf seiner *Facebook*-Seite verwies Kemmer vorsorglich darauf, dass die Mitglieder der Geheimdienstkontrollkommission „über alle Schritte informiert“ gewesen seien. Und auf seinen „Hausbesuch bei Xavier Bettel“. ms

Starkes Wachstum

Die luxemburger Militärausgaben steigen dieses Jahr voraussichtlich real um 18 Prozent gegenüber einem Nato-Durchschnitt von bloß 2,25 Prozent. Das meldet die Nato in *Die Verteidigungsausgaben der Nato-Staaten 2010 bis 2017*. Allerdings waren die Ausgaben vergangenes Jahr um 4,57 Prozent zurückgegangen. Nach dieser Aufstellung machen die luxemburger Militärausgaben 2017 nur 0,44 Prozent des Bruttosozialprodukts aus, der niedrigste Anteil in der Nato. rh.

Schnitzel mit Fritten

Ines Kurschat

Er wolle den Bildungskrieg beenden, hatte Schulminister Claude Meisch im Gespräch mit dem *Land* im April 2014 angekündigt. Da war er sechs Monate im Amt. Heute sieht es so aus, als wäre ihm das mit der Sekundarschulreform geglückt. Der heftige Streit um den richtigen Weg, die 41 Lyzeen im Land zu modernisieren und fit für das 21. Jahrhundert zu machen, scheint passé: keine Schülerdemo, keine Lehrerkomitees und Gewerkschaften, die zum Streik aufrufen, kaum Leserbriefe haben die Verabschiedung begleitet. Nicht einmal zu einem Schlagabtausch in der Abgeordnetenkammer kam es. Am Donnerstagnachmittag wurde sie mit den Stimmen der Mehrheit beschlossen, die Opposition stimmte geschlossen dagegen.

Dass es in der Zielgraden so wenig Kontroverse gab, mag einerseits daran liegen, dass umstrittene Elemente wie der sogenannte *Travail personnel*, das Tutorat für jeden Schüler oder die automatische Versetzung nach der 7^{er} im unteren Zyklus des *Technique* (künftig: *Enseignement secondaire général*) im Text nicht mehr enthalten sind. Auch die geplante Umstellung auf einen kompetenzorientierten Unterricht im *Classique* fällt weg. Sie hatten insbesondere bei den Lehrerkomitees der klassischen Lyzeen Proteststürme ausgelöst, weil diese eine Mehrbelastung fürchteten. Stattdessen sollen die Schulen künftig selbst entscheiden, in welcher Form sie solche Unterstützungsmaßnahmen anbieten wollen. Das gestraffte, auf sechs schriftliche und zwei mündliche Prüfungen reduzierte *Première*-Examen sowie die größere Flexibilität bei der inhaltlichen Gestaltung der Sektionen und Wahlfächer fanden schon beim Vorgängerentwurf von 2013 weitgehend Zustimmung.

Der ruhige Schein trägt gleichwohl: Tatsächlich gibt es heute weiterhin inhaltliche Kritik an der Reform quer durch die Schullandschaft, nur hört man kaum davon. Das liegt daran, dass der Minister zwar gerne und viel von Partizipation und Beteiligung redet, in Wirklichkeit jedoch seine Beamte, gemeinsam mit ausgewählten Gewerkschaftern und Direktoren in Arbeitsgruppen hinter Türen den Text ausarbeiten ließ. Anders als bei seiner Vorgängerin Mady Delvaux (LSAP), als Interessierte auf www.reformelycee.lu alle Meinungsbeiträge, Positionspapiere und Analysen nachvollziehen konnten, bleibt es Meischs Geheimnis, was in den Arbeitsgruppen oder bei seiner Tour durch die Sekundarschulen im Land von Seiten der Schüler, Lehrer und Direktionen zur Reform gesagt wurde. Der Elterndachverband Fapel wurde jedenfalls nicht um seine Meinung gefragt und

legte sein Positionspapier erst am Tag der Abstimmung im Parlament vor. Nicht einmal ein Gutachten des Direktorenkollegiums liegt vor, ein höchst ungewöhnlicher Vorgang bei einer Reform, die die Schulen direkt betrifft. Man habe gemeint, ein Gutachten werde nicht mehr gebraucht, erklärt der Minister auf *Land*-Nachfrage, als sei es an ihm, darüber zu entscheiden.

Dass die Direktoren sich nicht mit einer gemeinsamen Stellungnahme zu Wort gemeldet haben, mag auch daran liegen, dass ihre Position mit der Reform gestärkt wird. Mehr Autonomie für die Schulen und diversifizierte Angebote statt „Schnitzel mit Fritten“ überall, wie Meisch zuspitzt, übersetzt der DP-Minister hauptsächlich mit mehr Entscheidungsgewalt für die Schulleitung. Nicht nur, dass Schulen ihre Profile durch eigene Fächerkombinationen und Themenschwerpunkte schärfen können. Statt früher über zehn Prozent des Lehrplans frei verfügen zu können, soll es künftig doppelt so viel sein. Gemeinsam mit den gesetzlich verankerten „Schulentwicklungszellen“ sollen Entwicklungsziele definiert werden. Im *Plan de développement de l'établissement scolaire* (PDS) werden diese Ziele und Maßnahmen zu ihrer Umsetzung festgehalten. Die Entscheidung über pädagogische Projekte, Schulprofil, -charta und Budget beschließt, im Prinzip, weiterhin der *Conseil d'éducation*, in dem Lehrer, Eltern und Schüler vertreten sind. Allerdings soll im Streitfall, wenn sich die Parteien nicht einig werden, die Direktion das letzte Wort haben. Und im neuen *Comité de conférence*, das die alten Lehrerkomitees ablöst und vielmehr sämtliches Schulpersonal einbezieht, soll auch die Direktion vertreten sein.

Die CSV-Abgeordnete Martine Hansen kommentierte diese Neuerung auf der Pressekonferenz ihrer Partei am Mittwoch trocken mit: „Regel Nummer eins: Der Chef hat immer Recht. Regel Nummer zwei: Hat der Chef einmal kein Recht, dann greift automatisch Regel eins.“ Mit Basisdemokratie, von der der Minister sonst so gerne spricht, habe der erweiterte Entscheidungsspielraum der Direktionen nichts zu tun. „Wer die Basis in den Schulen gewinnen will, darf diese nicht nur pro forma einbinden“, so die bildungspolitische Sprecherin der CSV, die vor ihrer Politiker-Laufbahn Leiterin der Ackerbauschule in Ettelbrück war. Die CSV hatte bereits am Mittwoch angekündigt, gegen die Reform zu stimmen.

Der Machtzuwachs der Direktionen entspricht allerdings der Logik einer gestärkten Autonomie, die auch die CSV nicht grundsätzlich ablehnt. Bil-

dungsexperten wie der Pädagogikprofessor Herbert Altrichter aus Österreich, neben Dänemark und Großbritannien eines der EU-Länder, das früh auf mehr Selbstverantwortung der Schulen setzte, fordern starke Schulleitungen, um komplexer werdende Qualitätsentwicklungsprozesse professionell zu steuern. Um zu verhindern, dass jede Schule macht, wonach ihr der Sinn steht, braucht es klare Vorgaben und Bildungsziele. Sie will das Ministerium in Form von Referenzrahmen vorgeben, die aber zum Zeitpunkt der Abstimmung im Parlament nicht auf dem Tisch lagen.

Die Schulen sollen ihre Entwicklungsziele innerhalb von sieben Themenfeldern des PDS wählen können (siehe unten). Doch Instrumente wie der *Projet d'établissement* oder der *Projet d'innovation pédagogique* sind an diese Marschroute nicht gebunden. „Das ist aber nötig, um sicherzustellen, dass sie in dieselbe Entwicklungslogik passen und evaluiert werden“, findet Martine Hansen. Ihre Partei, die im zuständigen Schulausschuss so viel Redezeit einforderte wie keine andere, hatte zuvor mit eigenen Anträgen versucht, den Entwurf nachzubessern, beispielsweise Schulprojekte in den PDS zu integrieren als auch den Aspekt der Unterrichtsqualität als eigenen Themenschwerpunkt im Plan zu etablieren: „So würden die Sekundarschulen angehalten, wirklich in die Qualität im Unterricht und in der Klasse zu investieren.“

Dem Änderungsantrag erging es wie zehn weiteren Anträgen der CSV: Sie wurden mit den Stimmen der Mehrheit von DP, LSAP und Grüne abgebußt. Teils unter ziemlich fadenscheinigen, pädagogisch zweifelhaften Begründungen. Der PDS sei „längerfristig“ angelegt, ein *Projet d'établissement* kurzfristig, heißt es. Tatsächlich steht im Gesetz eine Laufzeit von drei Jahren für den PDS, pädagogische Projekte dauern oft nicht länger. Déi Gréng hatten am Vorgängertext bemängelt, er gehe nicht weit genug. Im Schulausschuss war von ihnen, geradeso wie von der LSAP, deren Minister die Reform auf den Weg gebracht und während der Koalitionsverhandlungen seinerzeit energisch verteidigt hatte, wenig Kritik zu hören.

Dabei gäbe es genügend Anlass für Kritik. Bildungswissenschaftler betonen, dass mehr Verantwortung mit mehr Rechenschaft einhergeht. Meischs Reform sieht vor, dass die Entwicklungspläne alle drei Jahre evaluiert werden sollen, doch dies soll intern geschehen. Das heißt, die Schulen bestimmen über die Auswertung selbst. Wie da eine objektive Analyse möglich sein soll, ob die Schulen die gesetzten Bildungsziele erreichen, weiß wohl nur der Minister. Das neu geschaffene nationale Observatorium jedenfalls, das Empfehlungen für die künftige Bildungspolitik geben soll, darf Leistungen auf Schul- und Lehrerebene ausdrücklich nicht bewerten. Das hatten sich die Gewerkschaften verboten und das



Stefan Beckert

Der Sprachenunterricht im *Classique* bleibt von Änderungen verschont

Mehr Autonomie und Diversifizierung der Schulen sind keine Wundermittel für guten Unterricht und bessere Bildungschancen

Ministerium wollte keinen neuen Streit riskieren. Anders als in vielen anderen EU-Ländern gibt es hierzulande keine Aufsicht, die den Sekundarschulen auf die Fingern schaut; es ist die Schulleitung, die über die eigene Qualitätsentwicklung wacht.

Die Lehrergewerkschaft SEW sowie die Studentenorganisation Unel äußerten sich in einer gemeinsamen Pressemitteilung über die Reformpläne skeptisch, allerdings weniger wegen der fehlenden Rechenschaftspflicht. Vor allem die Gewerkschaft fürchtet angesichts der „autonomie trop poussée“ einen steigenden Konkurrenzkampf zwischen den Schulen und dass sich das Ministerium mit der Schulautonomie aus seiner Verantwortung stehlen will. Dass der Wettbewerb zwischen den Sekundarschulen zunimmt, zeichnet sich bereits ab: Immer mehr Schulen versuchen, sich durch eigene Akzente abzusetzen, sei es durch Englisch als Unterrichtssprache, Mathematik auf Deutsch, *Baccalaureat international*, *A-Levels* und so weiter.

Doch mehr Autonomie und Diversifizierung sind keine Wundermittel für guten Unterricht und bessere Bildungschancen. Das lässt sich in Österreich beobachten, das bereits Ende der 1990-er Schulen verstärkt auf Selbstverantwortung setzte: Altrichter schreibt im *Österreichischer Bildungsbericht 2015*, es fehlten wissenschaftliche Beweise, dass „Schulautonomie zu einer verbesserten Qualität des Lernens beitragen“ würde. Er wäht die Bildungsgerechtigkeit in Gefahr: Schulen träten in Konkurrenz „um die Ressource ‚gute‘ Schüler“, was soziale und strukturelle Ungleichheiten verstärke, „da vor allem Schüler aus sozioökonomisch bevorzugten Milieus und Schulen mit günstigen Voraussetzungen, im Sinne eines Matthäus-Effekts“, am meisten profitieren“. Schüler mit gebrochenen Schulkarrieren und hohem Betreuungsbedarf befänden sich dagegen „am häufigsten in Restklassen oder Restschulen, die durch weniger sorgsame Betreuung und Unterricht gekennzeichnet“ seien, so Altrichter. Alarmierende Befunde, die den Abgeordneten im Schulausschuss offenbar nicht bekannt waren, und auch von der

LSAP, die sich Bildungsgerechtigkeit auf die Fahnen schreibt, nicht groß thematisiert wurden.

Das übernahmen die Fapel und die Lehrergewerkschaft SEW. In seinem Gutachten vom April, das unter Schwierigkeiten zustande kam, weil das Ministerium den Entwurf und die Ausführungsbestimmungen zunächst nicht zustellte, forderte der SEW deshalb, die Reform aufzuschieben. *Land*-Informationen zufolge waren sie damit nicht allein: Einige Schuldirektoren sollen sich gegenüber dem Minister ebenfalls für einen Aufschub eingesetzt haben. Die Schülervertretung formulierte ebenfalls Bedenken, allerdings deutlich zahmer. Bildungswissenschaftler der Uni Luxemburg äußerten sich zu den Reformplänen nicht weiter.

Im Rückblick spricht viel dafür, dass es der historisch gewachsene Korporatismus ist, der nun dazu führt, dass die Regierung die Reform so störungsfrei über die Bühne bringen konnte. Die empörten Lehrerkomitees von damals, respektive ihre Vertretung, müssen sich den Vorwurf gefallen lassen, sich in erster Linie für ihre Interessen eingesetzt zu haben; ihre inhaltliche Kritik an pädagogischen Zielsetzungen im Interesse von mehr Unterrichtsqualität scheint zweitrangig. Nachdem der Streit zur Lehrer-*Täche* geklärt war, war jedenfalls kaum ein Mucks mehr zu hören. Dabei bleibt Meischs Reform auch hinter ihren Forderungen zurück. Einer der Hauptstreitpunkte war, neben einer verstärkten Betreuung, der Sprachenunterricht. Vor allem Sprachlehrer aus dem *Classique* hatten sich kategorisch gegen Unterrichtsangebote mit zwei Leistungsniveaus (*de base, avancé*) gewehrt, schließlich aber eingelenkt und für *Classique*-Schüler, die sich mit Sprachen schwerer tun, vorgeschlagen, auf didaktische Zweitsprachen-Konzepte zurückzugreifen. Der Kompromiss wurde nicht zurückbehalten.

Der Vorschlag der CSV, für *Technique* und *Classique* jeweils das Beherrschen einer Fremdsprache auf sehr gutem Niveau (C1) und einer auf gutem Niveau (B2) vorzuschreiben, wurde im zuständigen Parlamentsausschuss von der Regierungsmehrheit mit dem Hinweis abgelehnt, das käme einem „Paradigmenwechsel“ gleich. Da reibt sich der Beobachter erstaunt die Augen: War dieser Minister nicht angetreten, genau da, beim Sprachenunterricht, anzusetzen und ein einheitliches Konzept vorzulegen? Das liegt bis heute nicht vor. Somit fehlt der Reform ein Herzstück, weswegen sie ursprünglich auf den Weg gebracht wurde. Um die heiße Kartoffel darf sich die nächste Regierung kümmern. Spätestens dann dürfte es mit der Friedhofsruhe wieder vorbei sein.

¹ Der Matthäus-Effekt beschreibt das Phänomen, wonach aktuelle Erfolge eher durch frühere Erfolge als durch reelle gegenwärtige Leistungen bedingt werden, getreu dem Motto: Wer hat, dem wird gegeben.

Die Sekundarschulreform wurde ohne Protest verabschiedet. Nicht weil sie alle überzeugt, sondern weil die größten Streitpunkte fehlen

Mit Strukturreformen stellt sich die inoffizielle Staatskirche auf ihre Privatisierung durch die liberale Regierung ein

Das Bistum backt kleinere Brötchen

Romain Hilgert

„Sie wissen, dass der Chef dieser Abteilung aus dem Quebec kommt und von daher eine Erfahrung mitbringt, die schon geprägt ist von der Säkularisierung“, freute sich Theologieprofessor Jean Ehret am Mittwoch, als er über die Aktivitäten der Abteilung „Religion, Kommunikation, Erziehung“ am Priesterseminar berichtete, das seit zwei Jahren modisch „Luxembourg School of Religion & Society“ heißt.

Auch 2016 ging die Verweltlichung weiter. Während die Bevölkerungszahl rapide wächst, nahm die Zahl der katholischen Taufen, Kommunionen, Firmungen und Begräbnisse weiter ab. Nur die sich erratisch entwickelnde Zahl der katholischen Trauungen nahm wieder absolut und im Verhältnis zur Summe aller Eheschließungen zu. Die Zahl der Kleriker ist von 98 um fünf auf 103 Mann gestiegen, die im oder nahe am Rentenalter sind, auf den Stand von 2013.



Das Angebot reicht von „Krabbelgottesdiensten“ über Lehrgänge für Schulkinder bis zur Katechese für Erwachsene

Erfahrung mit der Säkularisierung der Gesellschaft ist im Erzbistum höchst willkommen. Denn während Jahrzehnten sah die inoffizielle Staatskirche die Säkularisierung als einen schlei-

chenden Prozess, auf den sie bei Bedarf mit der Zusammenlegung zu Pfarrverbänden und der Aushilfe durch Laien reagierte. Aber sonst machte sie sich selbst vor, dass sie gerade eine Durstphase erleide, während der sie mit Unterstützung der CSV durchhalten müsse, bis es wieder einmal bergauf gehe. Die ganze Debatte war schließlich schon ausgiebig Ende des 19. Jahrhunderts geführt worden

Doch unter der 2013 angetretenen liberalen Koalition, der Aushandlung einer neuen Konvention über das Verhältnis von Staat und Kirche, begann das Bistum, die Säkularisierung als Bruch zu empfinden. Auch wenn es bis heute lautstark darüber streitet, ob es für den Erhalt der staatlichen Zuschüsse kämpfen oder die Chance nutzen soll, um sich in Armut zu üben und sich selbstständig vom Staat zu machen. Bei der Vorstellung der Bistumsbilanz musste Generavikar Leo Wagener am Mittwoch einräumen, dass der Verein der Kirchenfabriken Syfel seine Ankündigung, die Gerichtsklage gegen Erzbischof Jean-Claude Hollerich zurückzuziehen, nicht wahrgemacht habe, das Gerichtsverfahren finde wohl statt, die Rechtsanwälte bereiteten gerade ihre Akten vor.

Da selbst die CSV nicht versprechen will, nach einer Wiederwahl die von DP, LSAP und Grünen beschlossene Privatisierung der inoffiziellen Staatskirche rückgängig zu machen, hat das Erzbistum sich darauf eingestellt, kleinere Brötchen zu backen. Nach dem Regierungswechsel und noch vor Unterzeichnung einer neuen Konvention mit dem Staat begann es im Jahr 2014, eine Reform seiner seit dem Mittelalter entstandenen und in napoleonischer Zeit festgeschriebenen Territorialorganisation in Angriff zu nehmen. Sie trat am 7. Mai dieses Jahres in Kraft trat und gereichte selbst der Systematisierung Rumäniens unter Nicolae Ceaușescu zur Ehre: Weil viele Kirchen leer bleiben und die Zahl der Priester nicht einmal mehr reicht, um die 57 Pfarrverbände zu betreuen, wurden die 275 Pfarreien in allen Dörfern und Stadtteilen zu landesweit 33 Riesenpfarreien mit neuen Fantasienamen zusammengestrichen. Sie reichen nun von Élwen-Wäiswampech Saint-François im Norden bis Kaldall Notre-Dame des Mineurs im Süden und von Regionn lechternach Saint-Willibrod im Osten bis Rammerech Saint-Valentin im Westen.

Die neuen Pfarreien standen in 47 lokalen Veranstaltungen zur Diskussion, zu der alle Pfarrmitglieder eingeladen worden waren. Das



Seit Mai sind die 275 Pfarreien in allen Dörfern und Stadtteilen zu landesweit 33 Riesenpfarreien zusammengestrichen

Erzbistum meldete am Ende insgesamt 1 200 Teilnehmer. Vielleicht ist das die ungefähre Zahl der aktiven Gläubigen.

Zum Schulbeginn vergangenes Jahr wurden Religions- und Moralunterricht in den Sekundarschulen zusammengelegt, im Herbst dieses Jahres sollen die Grundschulen folgen. Damit ist der Religionsunterricht nicht vollends aus den Schulen verschwunden, aber er kommt dem Erzbistum doch zu kurz. Deshalb wirbt es ab dem Herbst für ein verstärktes „katechetisches Angebot“ in den 33 neuen Pfarreien. Damit Schulkinder aus gläubigem Haus zwischen Tennis und Pfadfindern „lernen und entdecken, was es heißt, Christ zu sein“, so der Direktor der Pastorate, Patrick de Rond. Das Angebot reiche von „P’tite pasto“ und „Krabbelgottesdienst“ für

Kleinkinder und ihre Eltern über Lehrgänge für Grundschüler aus den verschiedenen Zyklen bis zur Katechese für Erwachsene. An sieben Abenden wurden rund 200 Interessenten für die Betreuung dieser Kurse ausgebildet.

Die von der liberalen Koalition angestrebte Privatisierung der Kirche zwingt das Bistum aber auch, Ordnung in seine Finanzen zu bringen. Denn nach großzügigen Übergangsbestimmungen bleiben ihm staatliche Zuschüsse erhalten, aber es entstehen auch neue laufende Ausgaben, insbesondere durch Personalkosten. Zur Bezahlung der Priestergehälter gründete das Erzbistum einen *Fonds d’avenir de l’Archidiocèse de Luxembourg*. Er erhielt vergangenes Jahr 98 870,02 Euro Spenden und 35 000 Euro aus dem Betriebsgewinn von 4,1 Millionen Euro des Bistums. Das Geld soll von einem Begleitkomitee rentabel angelegt werden.

Die Einnahmen des Erzbistums stammen vor allem aus dem Sankt-Paulus-Verlag und den Immobilienfirmen Lafayette und Maria Rheinsheim. Deshalb war die Sanierung des von der Pressekrise erschütterten Sankt-Paulus-Verlags eine Voraussetzung für die Zukunft der katholischen Seelsorge. Der Erzbischof konnte aufatmen, als das vorübergehend defizitäre Verlagshaus, seit Jahrzehnten die Milchkuh des Erzbistums, mit Sozialplänen und der Beendigung teurer Fehlinvestitionen vergangenes Jahr, genau wie im Vorjahr, 1,65 Millionen Euro Gewinn bilanzierte. Um seine Bilanz zu sanieren, musste das Erzbistum allerdings Immobilien verkaufen, so dass sein Immobilienvermögen seit 2011 um ein Viertel abgenommen hat. Dass das Geschäftsergebnis des seit 2014 wieder rentablen Erzbistums vergangenes Jahr mit 4,1 Millionen Euro eine Millionen niedriger war als 2015, geht vor allem auf außerordentliche Einnahmen durch Immobilienverkäufe im Jahr 2015 zurück. Dafür gingen die Schulden ebenfalls zurück, von 38,8 auf 31,9 Millionen Euro.

Um das Erzbistum zu sanieren, wurden die Personalkosten von 42,4 Millionen Euro im Jahr 2011 auf 34,4 Millionen Euro vergangenes Jahr gesenkt. Und weil das Erzbistum laut der im Sommer vergangenen Jahres Gesetz gewordenen Konvention mit dem Staat sein neu eingestelltes

Das Erzbistum meldete am Ende insgesamt 1 200 Teilnehmer. Vielleicht ist das die Zahl der aktiven Gläubigen der katholischen Kirche in Luxemburg

Personal selbst bezahlen muss, hatte es bis Ende des Jahres niemand mehr eingestellt.

Durch die von Generalökonom Marc Wagener fortgeführte Gesundschumpfung ging allerdings auch der Geschäftsumsatz des Erzbistums seit 2011 von 77,7 auf 66,0 Millionen Euro zurück. Doch die Gesellschaftsform des Erzbistums ist unklar, so dass die Konsolidierung der kirchlichen Firmen willkürlich erscheint. Nicht konsolidiert in der Bilanz des Erzbistums sind die als wirtschaftlich autonome Einheiten betrachteten Kirchenfabriken, Ordensgemeinschaften mit Krankenhäusern, Altersheimen, Privatschulen, Internaten, der Wohltätigkeitskonzern Caritas, die Pflegedienstfirma Hëllef doheim, das Priesterseminar und andere.

Das Erzbistum hatte drei Wochen vor den Wahlen 2013 erstmals eine Geschäftsbilanz vorgelegt, um politisch wirksam einen nach dem Regierungswechsel bald bereinigten Verlust auszuweisen. Aber diese Bilanzierung ist nicht ohne Risiken. Denn sie spaltet das Erzbistum in zwei Geschäftsbereiche: eine rentable Verlags- und Immobilienfirma und eine defizitäre Seelsorge, deren Verlust vergangenes Jahr um 778 031,95 Euro gestiegen ist und durch die schrittweise Übernahme der Priestergehälter noch steigen wird. Man kann sich vorstellen, was bei einem nächsten Gewinnbruch die Unternehmensberater empfehlen werden.

Spirituelle Bilanz	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Geburten	5,639	6,026	6,115	6,070	6,115	6,050
Katholische Taufen	2,713	2,588	2,572	2,316	2,648	2,490
Anteil	48.11 %	42.95 %	42.06 %	38.15 %	43.30 %	41.16 %
Primärschüler	32,096	32,269	31,975	31,894	32,152	32,556
Katholische Kommunionen	3,582	3,778	3,349	3,324	3,458	3,298
Prozent	11.16 %	11.71 %	10.47 %	10.42 %	10.76 %	10.13 %
Katholische Firmungen	1,869	1,946	1,509	1,064	1,103	720
Prozent	5.82 %	6.03 %	4.72 %	3.34 %	3.43 %	2.21 %
Eheschließungen	1,714	1,782	1,722	1,657	2,052	1,884
Katholische Trauungen	397	493	351	340	334	383
Prozent	23.16 %	27.67 %	20.38 %	20.52 %	16.28 %	20.33 %
Todesfälle	3,819	3,876	3,822	3,841	3,983	3,967
Katholische Begräbnisse	2,858	2,830	2,590	2,736	2,878	2,426
Prozent	74.84 %	73.01 %	67.77 %	71.23 %	72.26 %	61.15 %
Katholische Geistliche		118	103	102	98	103
Finanzielle Bilan	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Geschäftsumsatz	77,734,105.74€	73,634,102.64€	68,259,107.23€	70,303,398.06€	66,803,378.34€	66,007,148.50€
Immobilienvermögen	161,821,605.39€	139,709,077.46€	136,923,202.06€	131,236,746.59€	130,293,951.80€	127,316,219.88€
Schulden	45,548,771.14€	54,795,624.43€	55,592,722.76€	45,730,322.34€	38,750,387.88€	31,928,799.00€
Personalkosten	42,365,440.13€	40,439,623.67€	36,314,796.06€	35,201,982.49€	33,523,948.52€	34,408,814.10€
Geschäftsergebnis	-3,694,440.86€	-50,545,714.33€	-1,884,818.26€	2,629,722.72€	5,293,172.32€	4,107,332.51€

Quellen: Bistum, Statec, Erziehungsministerium

Wenn Styropor Standard ist

Peter Feist

Wie auch andere seiner Kolleginnen und Kollegen in der Regierung hat Wohnungsbauminister Marc Hansen (DP) in den Vorwahlkampfmodus geschaltet. Vergangene Woche gab er dem Magazin *Pa-perjam* ein langes Interview und erklärte, um das Angebot an Wohnungen zu steigern, „muss man auch über die Verdichtung in der Höhe sprechen“, also: höher bauen. Nach dem verheerenden Brand in dem 24-stöckigen Londoner Grenfell Tower, bei dem am 14. Juni 79 Menschen ihr Leben verloren, stellt sich die Frage, ob der Brandschutz hierzulande weit genug reicht, wenn man höher bauen will. Zumal in London die an der Hochhausfassade erst vor einem Jahr angebrachte neue Wärmedämmung als „Brandbeschleuniger“ wirkte.

Dazu gibt es gute Nachrichten, aber auch schlechte. Eine gute lautet: In Luxemburg-Stadt, wo die allermeisten Hochhäuser im Land stehen, hat die Berufsfeuerwehr strenge Regeln aufgestellt. Solche Gebäude müssen einen separaten „Feuerwehrlift“ besitzen, den die Rettungskräfte im Brandfall benutzen. Die Treppenhäuser müssen so gestaltet sein, dass Menschen schnell evakuiert werden können. Die Flure in den Etagen müssen mit Überdruck belüftet werden, weil das die Ausbreitung eines Feuers dämpft. Fällt ein Hochhausbau unter die Kommodo-Gesetzgebung für *établissements classés*, gelten zusätzliche Vorschriften, die Feuerwehr und Gewerbeinspektion ITM gemeinsam aufgestellt haben.

Hinzu kommt: In der Hauptstadt ist die Benutzung von Styropor als Dämmstoff weitgehend untersagt. „Für Einfamilienhäuser ist sie zulässig“, sagt Alain Klein, Leiter der Brandpräventionsabteilung bei der *Stater* Berufsfeuerwehr, „für Apartmentgebäude dagegen nicht.“ Laut EU-Klassifikation sei Styropor „normal brennbar“, was der Klasse E entspreche. „Wir verlangen schon für niedrigere Gebäude mindestens die Klasse D“, erklärt der Brandpräventionsspezialist. „Die vielen Brände, vor allem im Ausland, haben gezeigt, dass es an einer Styroporfassade zu einem Flammenüberschlag von Etage zu Etage kommen kann. Dann kann das Feuer über alle Stockwerke rasch nach oben gehen.“

Vor ungefähr fünf Jahren war Styropor in Deutschland in die Schlagzeilen geraten und hielt sich dort lange. Im Herbst 2011 filmten Reporter des Norddeutschen Rundfunks einen Brandtest in Braunschweig: 16 Zentimeter dicke Dämmplatten aus Styropor bildeten gemeinsam mit Armierung, Putz und Anstrich ein „Wärmedämmverbundsystem“. So ein Verbund ist besser als Klasse E. Er erreicht sogar die Klasse B („schwer entflammbar“), weil dem Styropor ein „Flammhemmer“ beigemischt ist. Bei dem Braunschweiger Test hätte das Verbundsystem den Flammen 20 Minuten lang standhalten müssen. Doch es fing so schnell Feuer, dass der Versuch nach acht Minuten abgebrochen wurde und die Feuerwehr den Brand löschen musste. Der Film *45 Min – Wahnsinn Wärmedämmung* steht im Internet.

Die schlechte Nachricht aus Luxemburg lautet: Es gibt keine wirklich landesweit einheitlichen Brandschutzvorschriften, es sei denn, ein Bau fällt unter die Kommodo-Gesetzgebung für *établissements classés*. In allen anderen Fällen ist Brandschutz allein Sache der Gemeinden. Was sie zulassen und was nicht, entscheiden die Bürgermeister als „Baupolizei“ auf der Grundlage ihrer kommunalen Bauverordnungen.

Von vornherein schlecht ist diese Konstellation nicht. Und wengleich die *Berufspompjeeën* der Hauptstadt die kompetentesten in Sachen Prävention sind, wurden auch 300 freiwillige Feuerwehrleute darin geschult. Werden sie auch gefragt? Obwohl im Kommunalplanungsgesetz von 2004 der Artikel 39 festlegt, jede kommunale Bauverordnung „contient des prescriptions relatives (...) à la protection contre l'incendie des constructions, logements et installations“, ist dem nicht überall so. Selbst in Differdingen, immerhin drittgrößte Stadt im Land, kommen im *Règlement des batisses* Worte wie *incendie* oder *feu* überhaupt nicht vor und es wird nichts darüber gesagt, ob und in welchen Fällen der Bürgermeister, ehe er eine Baugenehmigung erteilt, ein Gutachten

Brannte in Bettendorf am 12. Juni eine Styropor-Fassade? Die Ettelbrücker Feuerwehr verspricht zu „prüfen, ob wir diese Information rausgeben können“, und meldet sich nicht zurück

der Feuerwehr einholt. Zum Glück ist der Differdinger Feuerwehrkommandant Mitglied der kommunalen Bautenkommission und lege, wenn Bauvorhaben diskutiert werden, auf informellem Weg „säi Pfefferkär bäi“, wie die Gemeinde auf Anfrage des *Land* mitteilt. Bisher habe das „immer gut geklappt“.

Dass fehlende Brandschutzvorschriften „Fassadenbrände“ auch in Luxemburg nicht gerade unwahrscheinlicher werden lassen, liegt auf der Hand. Wobei nicht nur von Hochhäusern zu sprechen wäre. Zwei Tage vor dem Londoner Hochhausbrand brannte in Bettendorf der Neubau der *Maison relais*. Nur weil die so neu ist, dass sie noch nicht in Betrieb genommen wurde, war sie menschenleer. Die

Spillschoul gleich nebenan aber musste der Rauchentwicklung wegen evakuiert werden. Das Feuer wütete so stark, dass die Ettelbrücker Feuerwehr mehrmals zum Löschen ausrücken musste.

L'Essentiel zitierte zwei Wochen später Marc Mamer, den Präsidenten des Feuerwehrverbands, mit den Worten: „Es kann schon einmal vorkommen, dass ein Brand über Tage lodert“ (*lessentiel.lu* am 26.06.2017), und schrieb, Mamer habe damit das Feuer in Bettendorf gemeint und noch gesagt, dass „moderne Isolierungen den Luxemburger Brandschützern durchaus Probleme bereiten“. Brannte in Bettendorf Styropor? Die Ettelbrücker Feuerwehr verspricht auf Nachfrage, zu „prüfen, ob wir diese Information rausgeben können“, und meldet sich nicht zurück. Der Präsident des Feuerwehrverbands ist ebenfalls nicht zu erreichen. Gegenüber *L'Essentiel* hatte er noch „einheitliche Brandschutzvorschriften, die für ganz Luxemburg gelten“, gefordert.

In der Zwischenzeit aber gibt es nicht nur keine einheitlichen Brandschutzvorschriften. Styropor wird von der Regierung als „nachhaltiger“ Baustoff promotet. Vergangenes Jahr richteten Wirtschafts-, Wohnungs-, Umwelt- und Finanzministerium die Beihilfen zur Sanierung von Wohngebäuden neu aus und führten Lenozein, das *Lëtzebuurger Nohaltegkeetszertifikat fir Wunngebäuer*. Lenozein zertifiziert das Erreichen von Nachhaltigkeitspunkten. Ermittelt werden dafür auch die Baumaterialien, die für ein Projekt vorgesehen sind. Ein Link von der Lenozein-Rubrik auf der Webseite des Wohnungsbauministeriums führt zur „Lenozein-Datenbank“. Der derzeit gültigen Version, die vom 28. September 2016 datiert, ist zu entnehmen: Geht es um Wärmedämmstoffe, gibt es Nachhaltigkeitspunkte nicht nur für Stein-

wolle oder Mineralwolle, sondern auch für „XPS“ und „EPS“. Das sind Wärmedämmverbundsysteme auf Styropor-Basis. Die Umwelt-Produktdeklaration für diese Systeme hat der deutsche Industrieverband Hartschaum herausgegeben. Über EPS steht in der Deklaration, es sei „schwer entflammbar“.

Der Hauptstadt-Feuerwehr reicht das nicht. „Wir verlangen, dass jede einzelne Komponente eines Verbunds mindestens Klasse D erreicht, und das ist für Styropor nun mal nicht der Fall“, sagt Alain Klein. Außerdem hänge die „schwere Entflammbarkeit“ auch davon ab, wie die Wärmedämmverbundsysteme angebracht werden und wie Dämmstoff, Armierung, Putz und Anstrich zusammenwirken – wie beim Brandversuch in Braunschweig im Beisein von Fernsehreportern. Dass in der Praxis nicht garantiert sei, dass die Verbundsysteme „richtig angebracht“ werden, ist noch ein Grund, weshalb bei der Feuerwehr der Stadt Luxemburg auch EPS und XPS durchfallen, jedenfalls für höhere Gebäude. „Wenn Baubetriebe oder Architekten uns fragen, dann sagen wir ihnen, nehmt das nicht“, erklärt Alain Klein.

Dass die Regierung für einen Dämmstoff Nachhaltigkeitspunkte vergibt und ihn damit in jedem Fall empfiehlt, während er zumindest in der Hauptstadt nur in bestimmten Fällen eingesetzt werden darf, ist natürlich widersprüchlich. Brandexperte Klein erklärt sich das so, dass Dämmstoffe einerseits gut isolieren sollten, zweitens „ökologisch“ sein sollten, also möglichst wiederverwendbar oder recycelbar, und drittens am besten nicht brennbar. „Die drei Ziele sind aber nicht immer miteinander zu vereinbaren“, meint er trocken. Bei Styropor kommt hinzu, dass es nicht nur ein guter Isolator ist, sondern auch leicht

ter zu verarbeiten und leichter anzubringen als zum Beispiel Steinwolle, die höchstens glimmt. Und es ist rund 30 Prozent billiger als diese. „Für Einfamilienhäuser ist Styropor Standard“, weiß Alain Klein.

Auf welche Weise die politische Entscheidung fiel, für die Dämmverbundsysteme EPS und XPS Lenozein-Punkte zu vergeben, ist an dieser Stelle nicht nachvollziehbar. Das für Energiepolitik zuständige Wirtschaftsministerium zieht es vor, zu dieser Frage nichts zu sagen. Für die für Nachhaltigkeit ziemlich zuständige Umweltministerin Carole Dieschbourg (Grüne) erklärt ihr Pressesprecher per E-Mail, „wengleich diese Verbundsysteme nicht negativ bewertet werden, wird eine [energetische] Sanierung mit Styropor wohl kaum genug Punkte bekommen, um über Lenozein gefördert zu werden“.

Vielleicht wurde am Ende sehr pragmatisch entschieden und den Ausschlag gab, dass Wohnungsmangel herrsche, viel gebaut werden müsse und die Baukosten ohnehin schon hoch genug seien. Was natürlich nur Vermutungen und Unterstellungen sind. Als kleinen Lichtblick in der Angelegenheit kann man die Auskunft aus dem Innenministerium werten, die Gemeinden hätten bis August 2018 Zeit, ihre Bauverordnungen um Brandschutzbestimmungen zu ergänzen. Das liege daran, dass das Kommunalplanungsgesetz seit 2004 mehrmals abgeändert wurde. Weil deshalb den Gemeinden immer neue Fristen gestellt wurden, ihre kommunalen Flächennutzungspläne (PAG) zu überarbeiten, rutschte die Deadline zur Ergänzung der Bauverordnungen mit nach hinten. Für „viele Gemeinden“, wie das Innenministerium einräumt. Bleibt zu hoffen, dass es in den nächsten 13 Monaten zu keinem Fassadenbrand mehr kommt.



Was und wie in einer Gemeinde gebaut werden darf, entscheidet der Bürgermeister als „Baupolizei“



Luxemburg hat keine einheitlichen Brandschutzvorschriften. Und während die Hauptstadt-Feuerwehr Styropor als Dämmstoff nur ausnahmsweise zulässt, promotet die Regierung es als „nachhaltig“

Internationale Politik

Ein exklusiver Club



Der G20-Gipfel in Hamburg dieses Wochenende wird von erheblichen Protesten Zehntausender Globalisierungsgegnern begleitet

Martin Theobald, Berlin

Es gibt viele internationale Gruppen, die ein G und eine Zahl im Namen tragen. Am bekanntesten sind die G7, die zeitweise – als Russland mit am Tisch sitzen durfte – zur G8 wurde, dann zur G8 plus 5, da man Entwicklungshilfsländer dazu bat. Der Kreis der G4 bemüht sich um einen Ständigen Sitz im Sicherheitsrat der Vereinten Nationen. Die G10 tagt als Gruppe führender Industrienationen oder als Gruppe von Agrarimportländern, wie auch die G15. Doppelung bei der G33, die es einmal als Versammlung der wichtigsten Entwicklungsländer gibt, und als Verbund der Industrie- und Schwellenländer gab, der sich im Laufe der Zeit auf 19 teilnehmende Staaten beschränkte – plus die Europäische Union –, somit sich als G20 trifft.

An diesem Wochenende kommt sie in Hamburg zusammen, da Deutschland in diesem Jahr den Vorsitz der Gruppe der 20 innehat. Da schielt man auf die Einladungsliste: Die Teilnahmeberechtigung ergibt sich alleine aus den Wirtschaftsdaten der Länder. Ein Demokratieeffizient oder Wohlstandsverteilungsparameter wird nicht herangezogen. So treffen sich in der Hafenstadt an der Elbe die Repräsentanten derjenigen Staaten, in denen – zusammengezählt – 63,9 Prozent der Weltbevölkerung leben, die 87,7 Prozent des weltweit erzielten Bruttoinlandsprodukts erwirtschaften.

Unter den Mitgliedern gibt es kein pari-pari zwischen Industrie- und Schwellenländern. Europa sitzt mit vier Staaten am Konferenztisch, wenn man Russland hinzuzählt, mögen es sogar fünf sein. Hinzu kommt dann noch die EU. Afrika ist allein mit Südafrika vertreten. Nigeria, Marokko, Ägypten oder Tunesien fehlen. Aber auch der Tschad, Kenia, Tansania und Benin sind nicht eingeladen. Oder ein Blick nach Asien: Mit Indien, China, Indonesien, Japan und Südkorea sind große Märkte und Produktionsländer dabei, nicht aber die Malediven und Bangladesch, die besonders stark den Klimawandel spüren, ein Thema, dem man sich pflichtschuldigst in Hamburg annimmt.

Länder, die auf internationale Bühne eine Stimme bräuchten, um nicht länger als Hilfeempfänger und Rockzipfel-Staaten gelten, mag man die Reise nicht zumuten. Bei der Themenankündigung zum Hamburger G20-Gipfel klang das noch ganz an-

ders: „Gemeinsam mit afrikanischen Staaten soll ein verbessertes Investitionsklima geschaffen werden.“ Das klingt danach, als solle ein neuer Deal für Wohlstand und Wachstum für den Kontinent aufgelegt werden. Schaut man genauer hin, betrifft dies nur eine kleine Anzahl von Ländern. Vorzeigekandidaten oder Musterschüler eben. Länder mit Märkten, die Absatz versprechen.

Sie sollen nun von einer Art Marshallplan für Afrika profitieren, der in Hamburg beschlossen und verkündet werden wird. In der Gipfel-Sprache heißt dieses Programm „Compact with Africa Plan“ (CwA). Sein Ziel: „Die Rahmenbedingungen für nationale und internationale Investoren sollen verbessert und der Zugang zu Krediten erleichtert werden.“ Als Gegenleistung fördern die ausgewählten Empfängerländer erneuerbare Energien und reformieren den heimischen Finanzsektor. Im Kleingedruckten kommen hinzu: Deregulierung, Privatisierung, Öffnung für ausländische Investoren. Tunesien, Ghana und die Elfenbeinküste sind drei Staaten, die aufgrund der ökonomischen und infrastrukturellen Voraussetzungen für dieses Programm in Frage kommen. Weitere Kandidaten sind Ruanda, Senegal und Marokko. Ärmere und unterentwickelte Staaten werden nicht bedacht, da sie strukturell die geforderten Bedingungen gar nicht erfüllen können.

CwA lässt in seiner jetzigen Ausgestaltung konkrete Maßnahmen und Projekte bezüglich der Arbeitslosigkeit vermissen – vor allen Dingen der Jugendarbeitslosigkeit. Der Plan zeigt darüber hinaus nur wenige Ansätze zu infrastrukturellen Maßnahmen. Die Themen Bildung und Wissens- wie Know-how-Transfer werden ganz ausgeklammert, soziale Spannungen negiert, wie sie etwa in Folge des Klimawandels zunehmen, der in Ländern wie Somalia, Simbabwe oder Äthiopien zu Ernteausfällen führt. Immerhin: Tunesien, Ghana und die Elfenbeinküste erhielten von den G20-Staaten für das laufende Jahr Zusagen für 300 Millionen Euro. Zum Vergleich: Der Hamburger Gipfel kostet Schätzungen zufolge rund 150 Millionen Euro.

Doch in Zeiten wie diesen muss man fast schon froh sein, dass man überhaupt miteinander redet. Dass es zu einem ersten Treffen zwischen dem US-

Präsidenten Donald Trump und Russlands Präsident Wladimir Putin kommt, dass Europa und Russland aufeinander zugehen, dass über Krisen und Konflikte in aller Welt gesprochen wird. Doch auch hier ist augenfällig, dass man Saudi-Arabien ganz gerne dabei haben möchte, nicht aber den Iran. Wenn auch dessen Wirtschaftskraft noch nicht ausreichen wird, so wäre gerade vor dem Hintergrund der aktuellen Katar- und Syrien-Krise wichtig, auch Teheran in internationale Strukturen verpflichtend einzubinden. Hier scheut die G20-Gruppe es, die eigene Wohlfühlzone zu verlassen, sich in die Niederungen der Kriege und Bürgerkriege zu begeben. Die ökonomische Sphäre der westlichen Welt ist diejenige der G20, weniger die politische, noch die soziale.

Doch wenn der G20-Gipfel unbedingt zu einem wichtigen, internationalen Format des „Miteinander Redens“ hochstilisiert werden muss, so darf der Hinweis nicht fehlen, dass es ein solches Format bereits gibt. Denn jedes Jahr im Herbst treffen sich in New York Präsidentinnen und Regierungschefinnen, Politiker und Staatsoberhäupter, um während der Vollversammlung der Vereinten Nationen miteinander zu reden, zu debattieren und diskutieren. Oftmals ohne Folgen und inzwischen kaum noch beachtet. Oder sie münden in Beschlüssen des Welt-sicherheitsrats, die in einer gegenseitigen Blockade antagonistischer Blöcke und Strukturen enden. Mit dem Geld, das sich alljährlich 19 Staaten und die Europäische Union ein Stelldichein kosten lassen, und mehr noch mit dem Ehrgeiz und der Energie

ließe sich auch die Uno reformieren und sich den veränderten Bedingungen anpassen, so dass der globale Staatenverbund nicht nur für Sonntagsreden erhalten muss, sondern stärker in konkrete Beschlüsse, Programme und Agenden investieren kann. Der Vorteil der Vereinten Nationen: Es sitzen all diejenigen im Plenum, die es betrifft.

Doch dafür haben die Mächtigen die G20 als internationale Bühne zur weltweiten Selbstdarstellung mehr als lieb gewonnen. Auch Angela Merkel gönnt sich – zweieinhalb Monate vor der nächsten Bundestagswahl – ihre Auftritte auf dem glänzenden und illustren Parkett der Weltpolitik. Es gefällt, wenn man deren Dreh- und Angelpunkt, Konferenz- und Gipfelpunkt ist. Und es war schon sehr klug, den Gipfel nach Hamburg, in einen sozialdemokratisch regierten Stadtstaat zu geben. Sollte es zu gewalttätigen Demonstrationen, Ausschreitungen und eskalierender Gewalt während des Gipfels kommen, dann

hat sie eine Steilvorlage für das Reizthema innere Sicherheit. Nicht nur in Hamburg. So viel Innenpolitik wohnt jedem internationalen Gipfel inne.

Nur dass für den Kanzlerkandidaten der SPD und dessen außenpolitischen Ambitionen lediglich eine Randspaltenmeldung übrig bleibt. Martin Schulz distanzierte sich dieser Tage eilfertig vom G20-Format und möchte es eben wieder im Rahmen der Vereinten Nationen eingebettet wissen, ohne jedoch Reformen von dem Weltparlament zu verlangen. Seine Ideen zu Afrika reichen nur dazu, die Ausgaben für die Entwicklungshilfe an diejenigen für Verteidigung zu koppeln. Für je einen Euro Militärausgaben sollen 1,50 Euro in internationale Hilfsprojekte fließen. Den Sinn vom derzeitigen Konstrukt Entwicklungshilfe als bloßem Geldtransfer hinterfragt er dabei nicht. Und verkennt die Historie des G20-Formats. Es war eine Idee des früheren Bundeskanzlers Helmut Schmidt. Ein Sozialdemokrat.



Kreative Proteste gegen die Mächtigen der Welt



Plus de hauteur

Découvrez le nouveau Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Beim G20-Treffen in Hamburg soll eine Art Marshallplan für Afrika verkündet werden. Im Kleingedruckten: Deregulierung, Privatisierung, Öffnung für ausländische Investoren

.....

0,7

ticker

.....

Transportdienstleistung Taxifahren

Zum zweiten Mal innerhalb kurzer Zeit kündigt sich für das US-Techunternehmen Uber eine Schlappe vor dem Europäischen Gerichtshof an. In den Schlussanträgen zur Rechtssache C-230/16 riet Generalanwalt Maciej Szpunar am Dienstag dem Gericht, zugunsten Frankreichs zu entscheiden. Die französischen Behörden hatten strafrechtliche Ermittlungen gegen Uber wegen der illegalen Ausübungen von Personentransporten via die App Uber Pop eingeleitet. Uber hatte sich dagegen mit dem Argument verteidigt, Uber Pop falle unter die Digitale Dienstleistungsrichtlinie und das Verbot verlange deshalb ein bei der EU-Kommission zu notifizierendes technisches Reglement. Szpunar hält das offensichtlich für Quatsch, denn seiner Meinung nach dürfen Mitgliedstaaten sehr wohl Strafverfahren gegen illegale Transportdienste einleiten, ohne darüber erst Brüssel informieren zu müssen. Im Fall Uber Spanien hatte er schon einmal argumentiert, Taxifahren sei eine Transportdienstleistung, keine digitale Dienstleistung, auch wenn das Taxi über eine App auf dem Mobilfunkgerät bestellt wird. In einer Antwort auf eine parlamentarische Frage von Fernand Kartheiser (ADR) führte Transportminister François Bausch die Aufrüstung der mobilen Apps der Luxemburger Anbieter in den vergangenen Monaten direkt auf seine Reform zurück. Allerdings zeigen Feldversuche, dass besagte Apps noch lange nicht immer funktionieren und trotzdem ein Anruf zur Buchung notwendig ist. In seiner Antwort verteidigt sich Bausch gegen die Kritik von Taxi-Fahrern, die wie von ihm gewünscht, ein Elektroauto fahren, für die es aber an den Taxi-Ständen keine Ladestationen gibt. Ist die Batterie nicht mehr ganz voll, können sie noch kleinere Fahrten erledigen, größere aber nicht mehr unbedingt. Dürfen die Fahrer dann lange Fahrten ablehnen? Bausch meint das nicht und verweist darauf, dass auch normale Autos tanken müssten und die Elektrotaxis die Chargy-Stationen nutzen könnten. Dabei vergisst er aber ganz bewusst, dass das Auftanken an der Tankstelle maximal zehn Minuten dauert, das Laden einer Batterie aber wesentlich länger. **ms**

Yves Nosbusch,

Chefvolkswirt der BGL BNP Paribas, ist optimistisch, was die wirtschaftlichen Ausichten in der Eurozone und den USA angeht. Die Ökonomen der Bankgruppe erwarten sich für die USA ein Wirtschaftswachstum von zwei beziehungsweise 1,9 Prozent für dieses und kommendes Jahr. Für die Eurozone liegen die Erwartungen bei 1,9 beziehungsweise bei 1,6 Prozent. Sie gehen davon aus, dass die EZB ihre Anleiheankäufe nach Ende des Programms kommenden Dezember zurückfahren wird, aber sehr vorsichtig mit Zinserhöhungen sein wird. **ms**

Accis

Cette semaine, l'eurodéputé néerlandais, Paul Tang (Groupe de l'alliance progressiste des socialistes et des démocrates), et Valère Moutarlier, directeur général pour la taxation à la Commission européenne, étaient au Luxembourg pour parler « Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés » (Accis). Ils y ont rencontré les députés Franz Fayot (LSAP), Henri Kox (déi Gréng) et Laurent Mosar (CSV) ainsi que le ministre des Finances Pierre Gramegna (DP). Au Luxembourg, tous semblent opposés à l'Accis : la Chambre des députés avait voté à la quasi-unanimité une résolution à tonalité souverainiste tandis que Pierre Gramegna fait de son mieux pour bloquer les débats au sein de l'Ecofin. Tous ? Pas vraiment. Ainsi, dans un avis récent, la Fedil présente une position étonnamment... ambivalente. Elle salue les efforts de la Commission de « supprimer les obstacles fiscaux aux investissements transfrontaliers dans le marché unique » et note qu'une « assiette consolidée pour l'impôt sur les sociétés aurait le potentiel de réduire les charges administratives pour les entreprises ». Puis suit une longue liste de réserves quant aux détails techniques et à la mise en œuvre. Ce n'est pas seulement la perspective d'une simplification administrative qui séduit l'organisation patronale, mais également les intérêts notionnels contenus dans la proposition de la Commission. Bref, la Fedil est tiraillée entre les intérêts de ses membres (dont de nombreuses

multinationales) et les intérêts budgétaires du Luxembourg. **bt**

Monsieur Elixyr s'en va

Christian Greiveldinger, directeur du fabricant de cigarettes Landewyck depuis 2014, a fait ses cartons. Cette annonce, officialisée par le groupe en début de semaine, est assez surprenante : Greiveldinger (un ancien de Shell) aura travaillé durant presque vingt ans pour Landewyck, d'abord au service commercial puis à la direction. Ce fut également lui qui, en 1998, avait lancé la marque Elixyr, un des derniers grands succès du fabricant de tabac. Le communiqué ne donne pas de raisons pour son départ, mais indique seulement que la décision de Greiveldinger aurait été prise « d'un commun accord avec la direction et les actionnaires ». Le groupe Landewyck gère une demi-douzaine de fabriques en Europe et s'est diversifié dans le « wholesale and logistics ». La holding est majoritairement détenue par une petite trentaine de descendants du fondateur, répartis en deux branches. Avec le directeur marketing Georges Krombach, fils de l'ancien directeur du groupe Charles Krombach, la famille garde un membre dans la direction. Le poste de CEO sera repris par Jan Vandenneucker, qui a travaillé dans l'industrie du tabac, puis comme consultant en « change management » (notamment pour Nestlé Waters Belux) et enfin comme manager de la branche logistique (Fixmer) du groupe Landewyck. **bt**

Sibérie mon amour

Ce mercredi, Ocsial, un fabricant russe – sibérien pour être précis – de nanotubes de carbone, a annoncé qu'il investira quelque cent millions d'euros dans une usine à Differdange. En 2012, Ocsial avait établi son QG mondial à Leudelange, attiré par le régime de l'IP-box, sous lequel une entreprise pouvait exonérer jusqu'à 80 pour cent des revenus nets d'un brevet, d'une marque, etc. Alors que l'IP box a été abolie l'année dernière, elle sera remplacée par un nouveau régime liant les exonérations aux activités de recherche et de développement. Cela tombe bien, Ocsial annonçant également vouloir établir un centre de recherche au Luxembourg. **bt**

Terminal B

Nach nur neun Jahren ist der „neue“ Flughafen in Findel bereits zu klein. Deshalb hat die Betreibergesellschaft Lux-Airport diese Woche den ehemals „neuen“ Teil der „alten“ Abflughalle wieder in Betrieb genommen. Terminal B bietet neun zusätzliche Flugsteige für Linienflüge in den Schengenraum, wodurch die Zahl der Flugsteige in Findel auf insgesamt 24 ansteigt. Im Terminal B sind fortan so genannte Pre-Boarding-Zonen eingerichtet, eine Art Gehege, in denen 20 Passagiere „voreinsteigen“, was laut Lux-Airport und Luxair den Einsteigeprozess beschleunigt. Die Flugsteige sind außerdem mit elektronischen Geräten zum Lesen der Einsteigekarten und mit automatischen Barrieren ausgerüstet. Johan Vanneste, CEO von Lux-Airport (Foto: oben, in einem der neuen Sessel), verhandelt derzeit mit der Dac, damit für Flüge innerhalb der Schengenzone künftig kein Ausweis mehr vorgezeigt werden muss. Da Flugzeuge mit regionaler Reichweite direkt vor dem Terminal parken können, erübrigt sich für die Passagiere die Busfahrt bis zum Flugzeug. Die Erweiterung des Flughafens sei dringend notwendig gewesen, da die Passagierzahl im ersten Semester dieses Jahres um 18,2 Prozent auf 1,639 Millionen Passagiere angestiegen ist. Anfang August werden eine kleine Bar und ein kleiner Duty Free Shop im neuen Terminal öffnen. Gegenüber hat Lux-Airport große Fenster einbauen lassen, die von der Bar aus einen Blick auf Flughafenvorfeld und Start- und Landepiste ermöglichen. Außerdem wurde das Mobiliar ersetzt; die neuen Sessel in der Wartezone sind mit Steckern zum Laden von Telefonen und Laptops ausgestattet. Um Terminal A und B zu verbinden wurde der Steg verlängert, der das abgerissene Flughafengebäude mit dem Terminal B verband. Da die Stellplätze davor für größere Maschinen zu klein sind, hat Lux-Airport die Umbauarbeiten genutzt, um die Fundamente der alten Abflughalle entfernen zu lassen und unterhalb des Steges zwei weitere Parkplätze anzulegen. Dort können großräumigere Maschinen der Low Cost Carrier, aber auch die Boeings der Luxair für die Ferienflüge Passagiere über die Vorder- und Hintertür ein und aussteigen lassen, was die Wartezeiten ebenfalls verkürzen soll. **ms**





Durch Kontakte mit Firmen, die eine neue Niederlassung in der EU gründen müssen, habe man so einiges über Standortvorteile gelernt, so Finanzminister Pierre Gramegna (DP) am Dienstag. An Luxemburg werde die hohe Lebensqualität und die Sicherheit geschätzt, sowie das Kulturangebot. Ob es mit London konkurrieren kann? Im Uhrzeigersinn von links: Sonntäglicher Jive-Wettbewerb vor dem Bürgermeisteramt, City-Boys nach getaner Arbeit im Pub, Eröffnung eines neuen Flügels des Victoria and Albert Museum, Freitagband in East London, Museumsschiff HMS Belfast, dahinter das Finanzdistrikt City of London

Bad taste

Michèle Sinner

Am Dienstagmorgen flippte EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker im Europaparlament (EP) aus. „Lächerlich, sehr lächerlich“, nannte er das Europaparlament, weil kaum 30 Abgeordnete angetreten waren, um die Bilanz der maltesischen Ratspräsidentschaft zu hören, einschließlich Bericht über die Fortschritte auf der Suche nach einer Lösung in der Flüchtlingskrise. Für Angela Merkel oder Emmanuel Macron hätte es sicher ein volles Haus gegeben, beschwerte sich Juncker über die Respektlosigkeit gegenüber dem maltesischen Premierminister Joseph Muscat. EP-Präsident Antonio Tajani zeigte sich entrüstet über den Sprachgebrauch. Dabei hatte Juncker ganz offensichtlich Recht.

Am Dienstagnachmittag flackerten auf den Bildschirmen im Luxemburger Parlament vor der Debatte über die Folgen des Austritts Großbritanniens aus der EU Bilder der jüngsten Visite von Antonio Tajani – „Europa ist auf dem wichtigen Weg“. Der demokratische Abgeordnete André Bauler ließ sich von seinen Mitarbeitern in Rednerpose am Pult ablichten, obwohl die Sitzung noch gar nicht begonnen hatte („Dann ass dat alt gemaach an ech hu jo di nämlecht Krawatt un wéi herno.“). Als er seinen Vortrag mit einer Analyse der Garderobe der britischen Königin zur Parlamentseröffnung begann, zeigte sich sogar auf den Gesichtern der Koalitionskollegen ein Hauch von Panik, sie könnten stundenlang, sinnfreien Schwafel ausgesetzt sein; und das wo doch gerade die Tour de France läuft. Denn mit konkreten Informationen und Positionen in Bezug auf Brexit sind bisher sowohl die Regierung als auch die Opposition sparsam umgegangen.

Das hat einerseits mit dem nur durch die ADR gebrochenen parteiübergreifenden Luxemburger Konsens zu tun, bedingungslos proeuropäisch zu sein, da der wirtschaftliche Wohlstand auf die europäische Integration zurückzuführen ist. Und liegt andererseits daran, dass die europäische Desintegration nun interessante wirtschaftliche Perspektiven öffnet, „Op-

Die Finanzaufsicht CSSF achte bei der Zulassung neuer Firmen auf „Substanz“, so Pierre Gramegna. Was das konkret heißen soll, erklärte er nicht

portunitäten“. Diese allzu schamlos nutzen zu wollen, stünde aber nicht nur im Widerspruch mit der bedingungslosen proeuropäischen Attitüde, sondern auch mit den Rifkinschen Prinzipien, auf Sharing Economy statt auf ungehemmtes Wirtschaftswachstum zu setzen. Daraus ergibt sich ein Schlingerkurs voller Widersprüche, den man bestenfalls als bewussten Verzicht auf eine Strategie bezeichnen könnte.

So formte sich am Dienstag trotz der von Laurent Mosar eingebrachten Motion zur Bildung einer besonderen Brexit-Anlaufstelle im Finanzministerium ein neuer Konsens, dem auch die CSV zustimmt. Zwar will man weiterhin enge Wirtschaftsbeziehungen zum Vereinigten Königreich unterhalten. Aber die Briten sollen nach ihrem Austritt aus der EU keinesfalls besser gestellt sein als andere EU-Staaten. Deshalb sollen die britischen Finanzdienstleister den europäischen Pass nicht behalten dürfen, der ihnen erlaubt, ihre Dienstleistungen europaweit zu vertreiben. Sie sind willkommen, in Luxemburg eine Niederlassung zu gründen, von der aus sie ihr Europageschäft führen können. Doch da in Luxemburg Wohnungsnot und Grundstücksmangel herrschen, und man nicht weiß, wo man den Europasitz einer neuen Großbank einrichten, beziehungsweise wo man die Mitarbeiter ansiedeln sollte, sei es besser, nicht allzu „aggressiv“ Werbung für den Standort Lu-

xemburg zu machen. Um aus dieser Not eine Tugend zu machen, verweisen Regierungsparteien und Opposition gerne darauf, wie taktlos es sei, wenn Konkurrenzstandorte, die über ausreichend Büro- und Wohnfläche verfügen, mit „wehenden Fahnen“ nach London zum Leichenschmaus fahren.

Diese Scheinheiligkeit geht so weit, dass es am Dienstag parteiübergreifend Aufatmen und Erleichterung gab, als Finanzminister Pierre Gramegna erklärte, statt mehrerer tausend umgesiedelter Arbeitnehmer in Frankfurt sei in Luxemburg in den kommenden Jahren nur mit „ein paar hundert“ zu rechnen. Dass dies angesichts einer Netto-Arbeitsplatzschaffung von 11 390 neuen Stellen 2016 eine geradezu lächerliche Zahl ist, schien ebenso wenig zu stören, wie dass dies im Widerspruch mit den rezenten Bemühungen steht, die von der Vorgängerregierung eingerichteten Werbeagenturen Luxembourg for finance und Luxembourg for business zu reformieren, damit sie effizienter arbeiten und dafür sorgen, dass weiterhin mehrere tausend Stellen jährlich entstehen. Dass sich die Luxemburger Regierung um den Sitz der Europäischen Bankenagentur EBA beworben hat, die London ebenfalls nach dem Brexit verlassen muss, und die allein 159 Mitarbeiter beschäftigt, stieß dennoch auf allgemeine Zustimmung. Es gab von der Opposition auch mehr Kritik daran, dass die bisher unbestätigte Brexit-Arbeitsgruppe im Finanzministerium nicht mehr tate, als daran, dass die Regierung auf die Expertise von Geschäftsanwälten und Unternehmensberatern zurückgegriffen hat, um eine Brexit-Geschäftsstrategie zu erstellen. Denn Pierre Gramegna stellte am Dienstag klar: Die zusammen mit den Firmenberatern entworfene Strategie beziehe sich ausschließlich auf die Ansiedlung neuer Firmen in Luxemburg, nicht auf die Position Luxemburgs in den politischen Verhandlungen um den Rückzug Großbritanniens und die zukünftigen Beziehungen zur EU. Außenminister Jean Asselborn (LSAP) fuhr fort: Eine Luxemburger Position in diesen von Michel Barnier geführten Verhandlungen

gebe es nicht, nur die gemeinsame europäische Position. Beziehungsweise, es sei nicht zweckdienlich, eine solche Position auf der „Place publique“ zu diskutieren oder festzulegen. Denn sonst, so die Überlegung, würden sich „rote Linien“ ergeben. Sind solche „rote Linien“ für die einzelnen nationalen Regierungen aber einmal klar definiert, schränken sie den Unterhändler in seinen Bemühungen ein, einen Kompromiss zwischen Großbritannien und der Rest-EU insgesamt zu finden. Und welche Regierung könnte bei Nicht-Einhaltung ihrer Bedingungen dem Verhandlungsergebnis zustimmen, ohne vor ihrer Wählerschaft das Gesicht zu verlieren?

So soll Barnier das Kunststück fertigbringen, erstens mit London die Modalitäten für den Rückzug zu verhandeln; alsbald „ausreichend Fortschritte“ in Bezug auf das Schicksal der EU-Bürger in Großbritannien und der Briten in Europa zu machen, die Rechnung für den Rückzug und die Grenzmodalitäten in Nordirland zu klären, damit danach über eine Art Freihandelsabkommen gesprochen werden kann, das alle unausgesprochenen Wünsche berücksichtigt. So ganz stimmt das natürlich nicht, denn wenn Staatsminister Xavier Bettel (DP) sagt, das „Level playing field“ müsse garantiert bleiben, und wenn Jean Asselborn sagt, das Budget, also die Rückzugsrechnung sei das „Wichtigste“, sind die Prioritäten klar gesetzt: Geld vor Bürgerrechten.

Dass die nationalen Parlamente über das Rückzugsabkommen nicht abstimmen dürfen, wenn ihm die Staats- und Regierungschefs in Brüssel zugestimmt haben, sondern später nur bei der Ratifizierung eines eventuellen Freihandelsabkommens mitreden dürfen, ist somit kohärent, entbehrt aber angesichts der Europa-feindlichen Stimmung, die überhaupt erst zum negativen Referendumsergebnis in Großbritannien geführt hat, nicht einer gewissen Ironie. Xavier Bettel führte dieses Referendumsergebnis auf die Duplizität der britischen Politiker zurück, die zuhause die Schuld für viele Missstände auf Brüssel

abwälzen würden, während sie dort mitentscheiden würden. Als liberaler Staatsminister, der sich dem Schuldenabbau verschrieben hat, und seine Amtszeit mit einem Sparprogramm begann, kann er schließlich schlecht erklären, dass sich die EU-Bürger nicht nur einbilden, wegen der in den vergangenen Jahrzehnten in Brüssel beschlossenen Wirtschaftspolitik auf der Strecke geblieben zu sein. Ein Gegenmodell dazu forderte am Dienstag keine der Parteien. Vielleicht wollten sie der bevorstehenden Debatte über die Zukunft Europas nicht vorgreifen.

Die Mehrheitsparteien lehnten die von der CSV eingebrachten Anträge zur Einrichtung einer Brexit-Sonderstelle im Finanzministerium und zur regelmäßigen Information des Parlaments über den Fortschritt der Verhandlungen zwischen der EU und Großbritannien durch die Regierung ab. Außenminister Jean Asselborn teilte mit, dass das Interesse an der luxemburgischen Staatsbürgerschaft nach dem Referendum deutlich angestiegen sei. Bis 2015 beantragten rund 60 Briten jährlich einen Luxemburger Pass. 2016 gingen 193 Anträge ein und in den ersten fünf Monaten dieses Jahres bereits 132. Rund 6 000 Briten leben in Luxemburg, während 600 Luxemburger in Großbritannien leben und arbeiten. Darüber hinaus studieren derzeit 1 200 Luxemburger Studenten an britischen Unis. Sie zahlen derzeit die gleichen Studiengebühren wie britische Studenten; an den meisten Unis rund 9 000 Pfund jährlich. Nach dem Austritt Großbritanniens könnten ihnen Studiengebühren für Übersee-Studenten blühen, die weitaus höher sind. In Oxford zahlen sie beispielsweise Studiengebühren zwischen 15 755 und 23 190 Pfund und College-Gebühren von 7 350 Pfund Sterling.

Alle wollen ein Stück vom Brexit-Kuchen, aber beim Leichenschmaus soll man taktvoll und diskret auftreten

Les organisations patronales plaident pour une réduction de l'impôt commercial communal et une augmentation de l'impôt foncier. Sans trop y croire

Monstre du Loch Ness, Père Noël et vaches sacrées

Bernard Thomas

Thérapie familiale Le président de la Chambre de commerce, Michel Wurth, l'accueillait comme « un ami de la maison ». L'ancien directeur de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna (DP), lui rendait l'amabilité, en introduisant son discours par un « cher Michel, chers amis ». Le ministre des Finances se donnait beaucoup de peine pour apparaître comme attentif et compréhensif vis-à-vis des doléances fiscales formulées par les organisations patronales. La conférence de mercredi dernier à la Chambre de commerce ressemblait à une thérapie familiale.

Il y a un an, lors d'un « walking dinner » organisé par l'ABBL, le malaise entre managers de la place financière et le ministre des Finances avait éclaté au grand jour. À en croire un reportage du rédacteur en chef de *RTL Radio* Guy Kaiser (lui même ancien employé de l'ABBL), le ministre des Finances y aurait « pété un plomb » (« ausgeflippt »). Dans un discours improvisé, Pierre Gramegna se serait plaint des banquiers ingrats qui ne l'auraient pas suffisamment remercié pour ses efforts. Interrogé la semaine dernière sur *Radio 100,7*, le ministre relativisait l'incident passé : « Peut-être c'est parce que suis toujours si prudent et diplomatique qu'on a été surpris lorsque, pour une fois, j'ai parlé *Kloertext* ». Son message au diner ambulatorio aurait été : « Ce n'est pas parce que nous sommes une place financière importante que le ministre des Finances doit faire ce que les banquiers veulent ».

Michel Wurth exhortait les participants à être « constructifs », c'est-à-dire à ne pas formuler de revendications maximalistes. « Nous ne croyons pas au Père Noël », a-t-il continué, d'autant plus que « la marge de manœuvre que nous avons toujours connue se réduit ». Certaines revendications – comme l'abolition de l'impôt sur la fortune, l'introduction des intérêts notionnels ou une « loi Rau pour le capital à risque » – semblaient pourtant assez irréalistes. Le ministre, lui, prenait trois engagements, évoquant un « triptyque » pour les 18 mois qui restent : le projet de loi sur la propriété intellectuelle sera déposé avant les vacances d'été (mais il devra être conforme aux critères de l'OCDE), les stock-options seront maintenues (mais endiguées) et « quelque chose sera fait pour les start-ups » (mais il faudrait d'abord mener le débat au sein de la coalition).

« Je caricature un peu » Étrangement, la taxe que les intervenants évoquaient le plus fut celle qui a le moins de chances d'être modifiée : l'impôt commercial communal (ICC). Ce fut Nicolas Buck, nouvel enfant terrible des organisations patronales, qui se lança : « Je caricature un peu... Mais pourquoi, en tant qu'entreprise, dois-je verser de l'argent à une commune ? Parmi mes employés, il n'y a personne qui y habite et les routes ont été construites par l'État. » Puis de comparer le député-maire de Mamer, Gilles Roth, à « une sorte de Monstre du Loch Ness qui, tous les ans, reçoit un paquet d'argent de notre part ». (Seqvoia, l'entreprise dont Nicolas Buck est le fondateur, est établie à Mamer où le taux de l'ICC est à 10,5 pour cent.) Contacté par le *Land*, Gilles Roth se dit « étonné » des propos du président de la Fedil. Le taux de sa commune se situerait dans la nouvelle fourchette de l'ICC : « Le principal facteur de compétitivité est notre parc d'activités Capellen, situé de manière très attractive, et où la société de Monsieur Buck est d'ailleurs établie. »

D'une commune à l'autre, le taux de l'ICC varie du simple au double. Avec 6,75 pour cent, la Ville de Luxembourg a le taux le plus bas, ex aequo avec une commune comme Niederanven, siège de Luxair et de Cargolux. (Ceci explique que, lors des voyages de promotion, le taux d'imposition global de la capitale soit mis en avant.) Leudelange, avec ses trois zones d'activité, ainsi que Betzdorf, où se trouve le QG de SES, sont à 7,5 pour cent. Au Nord, on retrouve Weiswampach, une autre commune très *business-friendly*, avec un taux de 8,25 pour cent. La plupart

des communes du Sud (Dudelange, Differdange, Bettembourg, Käerjeng et Mamer) présentent un taux relativement élevé de 10,5 pour cent. (Esch-sur-Alzette et Pétange sont à 9,75).

« Saine concurrence fiscale » Ces divergences ne suivent pas les lignes politiques. Ainsi, la commune de Differdange a-t-elle levé son taux d'imposition de 7,5 à 10,5 pour cent la même année où un jeune et dynamique libéral du nom de Claude Meisch était nommé échevin. Les disparités sont d'abord régionales et fournissent un indicateur sur le tissu économique des 105 communes. En règle générale, celles qui hébergent des entreprises de services et des holdings optent pour un taux bas ; celles qui comptent des industries sur leur territoire visent un taux plus haut. Il est en effet plus difficile de délocaliser une fabrique vers une autre commune que de déménager quelques ordinateurs, voire une boîte aux lettres.

Au moment même où le gouvernement se défend au niveau européen contre toute poussée trop audacieuse vers une harmonisation fiscale, il vient de procéder à une harmonisation communale. La réforme des finances communales de décembre 2016 a resserré l'ICC entre un taux plafond (10,5 pour cent) et un taux plancher (6,75 pour cent). Alors que trois villages du Nord (Boulaide, Putscheid et Esch-sur-Sûre) ont dû abaisser leurs taux (de douze à 10,5 pour cent), la Chambre de commerce se plaignait dans son avis d'octobre 2016 que « de nombreuses communes, dont la ville de Luxembourg, ne seraient plus en mesure d'introduire des taux d'imposition plus compétitifs. » Elle y voit une « camisole de force » que le gouvernement mettrait à « la saine concurrence fiscale ». Puisque la Ville de Luxembourg, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange et Useldange se situent doré et déjà au taux plancher, il ne resterait « pratiquement aucune marge de manœuvre à de nombreuses communes désireuses d'ajuster à la baisse leur taux d'ICC. »

Fétiche : 21% « C'est bien une importante possibilité de réduction de ce taux global d'affiche de 29,22 pour cent, déjà élevé en comparaison internationale, qui disparaît en cas d'adoption en l'état du projet de loi », se plaignait la Chambre de commerce. Le patronat réclame depuis des années un abaissement drastique du taux dit d'« affichage » ; bien qu'en réalité, aucune multinationale ou holding ne le paie. Le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, revendiquait ainsi « une feuille de route progressive vers un taux de 21 pour cent » c'est-à-dire se rapprochant de la médiane de l'OCDE. Or, malgré une réduction de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) à 18 pour cent en 2018, sans une réduction massive de l'impôt commercial communal, il sera impossible d'arriver à un taux global d'imposition de 21 pour cent.

Les organisations patronales s'attaquent donc au bastion de l'ICC, sans trop y croire. « Je sais que l'autonomie communale est une vache sacrée dans ce pays... C'est presque comme l'index !, s'exclamait l'administrateur délégué de l'UEL, Jean-Jacques Rommes, vers la fin du débat. Le cumul député-maire, nous n'arriverons plus à nous en débarrasser. Mais la position de l'UEL reste : 'Plus d'ICC du tout'. Que les communes soient financées par l'État ; alors tout le monde se rendra compte qu'elles coûtent de l'argent et qu'elles n'en produisent pas, contrairement à ce que certains peuvent prétendre. »

Mais, Pierre Gramegna n'est pas un kamikaze politique. Certes, le taux de l'ICC serait « immens héich », ce qui constituerait « un vrai problème » ; mais ce serait « une histoire très délicate ». Puis de tenter de rassurer fiscalistes, chefs d'entreprise et fonctionnaires patronaux présents : le lien entre taux de l'ICC et montant alloué par le Fonds de compensation communal ayant été coupé, les hauts taux cesseraient

d'être attractifs : « Nous espérons que les communes commencent à se faire concurrence ».

D'après le Compendium fiscal publié par le Conseil économique et social, l'ICC rapportait 0,56 milliard d'euros en 2014 (contre 1,47 milliard pour l'IRC). C'est le secteur financier qui paie la part de lion de l'impôt commercial communal : deux tiers des recettes proviennent des banques et des assurances (264 millions d'euros) ainsi que de la nébuleuse Soparfis (113 millions). Très loin derrière arrivent les commerces (53 millions) et la construction (26 millions d'euros). Le budget communal est de plus en plus exposé aux sociétés boîtes aux lettres : entre 2011 et 2014, leur part dans l'ICC est passée de quatorze à vingt pour cent. (Les fonds d'investissement, qui ne paient que la taxe d'abonnement, sont exempts de l'ICC.) Cette dépendance ne semble pas inquiéter le ministre des Finances qui déclarait la semaine dernière au *Land* : « Je préfère être exposé à une forme de sociétés dont il y en a beaucoup, plutôt que d'être beaucoup exposé à une seule société. »

« Désincitation économique » Étant donné le rôle de la capitale comme centre financier, il n'est pas surprenant que soixante pour cent des recettes de l'ICC encaissées par l'Administration des contributions en proviennent. Le gros de cet argent est redistribué au niveau national selon une clé de répartition.



Arcelor Mittal à Differdange (taux ICC : 10,5%) et la Belle Étoile à Bertrange (taux ICC : 9%)

« Nous espérons que les communes commencent à se faire concurrence. »
Pierre Gramegna

Jusqu'ici, les communes pouvaient garder jusqu'à 58 pour cent de ces recettes pour elles-mêmes. La réforme des finances communales entrée en vigueur en décembre 2016, réduit sensiblement cette part. Alors qu'en 2016, la Ville de Luxembourg pouvait garder 144 millions d'euros des recettes provenant de l'ICC pour elle-même, elle n'en conservera plus que de 49,6 millions d'euros en 2017. (Une diminution amplement compensée par les critères de répartition du nouveau Fonds de dotation globale des communes.)

Aux yeux de la Chambre de commerce, cette centralisation fiscale pourrait provoquer « une diminution sensible de l'intéressement communal » et agir comme « désincitation économique ». Elle pourrait même « dissuader certaines communes d'accueillir sur leurs territoires des activités nouvelles et à aména-

ger leurs infrastructures en conséquence. » Car comment un maire justifiera-t-il vis-à-vis de ses électeurs une politique pro-business ? Pourquoi une commune se décarcasserait-elle à attirer les entreprises – et les effets secondaires négatifs (trafic, bruits, pollution, investissements en infrastructures) qui vont avec –, si elle n'en récolte pas directement les bénéfices ?

« Komm mir maan ons näischt fir » Si on veut défiscaliser (encore davantage) les entreprises, il faut commencer par taxer les propriétés immobilières. Il y a deux mois, dans un entretien paru dans le *Tageblatt*, Wim Piot, optimisateur fiscal en chef de PWC, faisait ainsi un plaidoyer pour une taxation agressive des immeubles vides et des terrains constructibles non utilisés. À la conférence de jeudi dernier, Carlo Thelen évoquait, quant à lui, une augmentation de l'impôt foncier. Il le faisait prudemment : « Je sais que c'est très complexe et qu'il n'est pas possible d'y toucher avant les communales », concédait-il.

La *Grundsteuer* est probablement l'élément le plus kafkaïen de la fiscalité grand-ducale. À l'Administration des contributions directes, 28 fonctionnaires de la Section des évaluations immobilières sont chargés d'estimer les bâtiments et terrains d'après des critères édictés dans les années 1930 par l'Oberfinanzamt Köln et introduites par l'occupant nazi en 1941. En 2003, la commission parlementaire des affaires intérieures avait constaté : « Dans bien des cas, ces recettes ne permettent même pas de couvrir les frais résultant de la fixation, de l'encaissement et du recouvrement de cet impôt ». Les propriétaires paient en règle générale une centaine d'euros en impôt foncier pour une maison en ville, et encore moins à la campagne. L'impôt foncier ne représente ainsi plus que 1,5 pour cent des recettes communales, contre 5,5 en 1970.

Les conseils communaux fixent un taux multiplicateur publié chaque année dans le Mémorial. Dans la catégorie des maisons unifamiliales, les taux varient entre 105 (Steinfert) et 500 (Kehlen et Bettembourg). La Ville de Luxembourg, Differdange et Dudelange sont dans la moyenne avec un facteur 250, Esch-sur-Alzette est à 300. Depuis le Pacte logement de 2008, les communes sont également libres de taxer à volonté les « terrains à bâtir à des fins d'habitation ». Certaines communes se sont montrées téméraires et ont adopté un facteur multiplicateur de mille (Rumelange, Mondorf-les-Bains, Roeser, Bettembourg, Boulaide, Echternach et Hesperange) ; deux communes (Kiischpelt et Schieren) atteignent même un facteur 1 500. Mais les plus grandes communes hésitent à taxer les propriétaires-électeurs. Avec un facteur 500, la Ville de Luxembourg est plutôt en-dessous de la moyenne, idem pour Esch-sur-Alzette, Differdange et Dudelange (600). Les taux multiplicateurs les plus bas, on les retrouve à Manternach (200), Steinsel (235) et à Dippach (240). Mais, dans la pratique, même un taux multiplicateur de mille ne fait que marginalement monter l'ardoise fiscale.

Cela fait des décennies que tous (y inclus l'OCDE, la Commission européenne et le FMI) s'accordent à dire qu'il faut une réforme de l'impôt foncier. mais aucun ministre n'y veut voir son nom associé. En avril 2013, Jean-Marie Haldorf (CSV), alors ministre de l'Intérieur, avait institué un groupe de travail pour discrètement élaborer les premières pistes d'une éventuelle réforme. Son successeur, Dan Kersch (LSAP), ne semble vouloir y toucher. Peut-être par peur qu'aux législatives de 2018, la nation des propriétaires lui réserve le même sort qu'avait connu son camarade de parti Lucien Lux en 2009 face à la nation des automobilistes. Dans l'auditoire de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna donna une petite leçon en Realpolitik : « *Komm mir maachen ons näischt fir*. Car qui la paie ? Ce sont les particuliers ! » Après tout, le ministre des Finances vient de se décider de se présenter à ses premières élections.

Green or greed bonds ?

Jean-Sébastien Zippert

La finance dite « verte » a le vent en poupe sur les places boursières internationales, et celle de Luxembourg n'est pas en reste. Ce marché est actuellement dominé par les émissions d'obligations vertes qui connaissent un succès indiscutable depuis deux ans. Mais derrière la communication très pro des émetteurs de ces produits, qu'en est-il de la plus-value environnementale ? Les produits financiers « verts » sont-ils en capacité d'accompagner tous les acteurs qui agissent pour le basculement de nos économies vers une transition énergétique ?

Les investissements écologiques connaissant un grand succès de nos jours et, pourtant, ils ne datent pas d'hier. En effet, c'est au début des années 1990 – et donc bien avant la signature du protocole de Kyoto en 1997 – que ceux-ci ont commencé à se faire une place dans le petit monde de l'investissement socialement responsable (ISR) jusque-là dominé par les fonds d'investissement uniquement basés sur des critères d'exclusion. Rappelons que ces fonds constituent toujours l'immense majorité en volume des produits ISR du marché et que les critères d'exclusion sont surtout liés à la production d'armements, de tabac et/ou d'alcool et plus rarement d'extraction d'énergies fossiles. L'autre partie des fonds ISR étaient constituée par les fonds dits « best in class » sélectionnant, quant à eux, les entreprises les plus vertueuses sur le plan des critères ESG (pour environnement, social et gouvernance) et, enfin, les fonds thématiques qui se sont surtout spécialisés dans les énergies renouvelables et qui sont aujourd'hui peu ou prou assimilés à des fonds dits « climate finance ». Ces fonds ont le vent en poupe au Luxembourg et bénéficient depuis peu du soutien d'une « Climate Finance Task Force » destinée à accélérer leur développement.

L'émergence des « green bonds » (ou « obligations vertes » en bon français) ces deux dernières années est indiscutablement la grande nouveauté de l'ISR et il n'existe aujourd'hui pas une place boursière, État ou multinationale qui n'organise son émission d'obligations vertes avec fanfare et trompettes. Ce marché est très récent : les premières obligations furent émises en 2007 par la Banque mondiale ainsi que par la Banque européenne d'investissement (qui reste un acteur majeur de ce marché). Il s'est accéléré de façon spectaculaire à partir de 2014 pour atteindre 81 milliards de dollars d'obligations cotées fin 2016 et atteindrait déjà les 49 milliards de dollars émis juste pour les premiers mois de 2017 d'après le consortium Climate Bond Initiative. Ces chiffres, certes importants, doivent être relativisés au regard du volume du marché obligataire international évalué à plus de 100 000 milliards de dollars, soit le double de la valeur de toutes les entreprises cotées dans le monde.

Ainsi et dans la lignée de la signature des accords de Paris en décembre 2015, la France veut, avec le lancement de son label « Finance for Tomorrow », faire de Paris « la capitale mondiale de la finance

À ce jour, il n'existe pas de critères clairement établis, universellement acceptés et contraignants permettant de distinguer les projets compatibles avec l'environnement ou le climat de ceux qui ne le sont pas. Chaque émetteur peut déterminer tout seul ce qui est « vert » de ce qui ne l'est pas

verte et durable ». Mais, bien avant Paris, la Chine s'était positionnée et reste le premier émetteur d'obligations vertes avec plus de quarante pour cent du marché des émissions pour 2016. Le Luxembourg Green Exchange (LGX) est bien placé dans la course : il affiche déjà plus de cinquante milliards d'euros de volumes pour plus de 125 titres cotés. La Bourse de Luxembourg a commencé en mars dernier un partenariat avec la bourse chinoise Shenzhen Stock Exchange pour créer un nouvel indice vert. Cet engouement soutenu par le gouvernement luxembourgeois se traduit donc logiquement par la création d'un tout nouveau label (Luxflag) destiné exclusivement aux obligations vertes.

Si l'enthousiasme pour ces placements s'est bien généralisé, il reste à s'interroger sur son bien-fondé. Rappelons que, tout comme n'importe quel placement qui prétend utiliser des critères non financiers dans sa sélection d'actifs, il n'existe pas de définition propre ni de label international permettant de qualifier une obligation verte. À ce jour, il n'existe pas de critères clairement établis, universellement acceptés et contraignants, permettant de distinguer les projets compatibles avec l'environnement ou le climat de ceux qui ne le sont pas. Seuls des engagements volontaires non contraignants sont actuellement utilisés.

De fait, une obligation verte est un titre de créance classique : un acteur de marché emprunte auprès d'investisseurs contre le paiement d'un intérêt

jusqu'à la date prévue pour le remboursement intégral de la somme empruntée. Cette obligation peut donner lieu à une notation d'une agence comme c'est le cas pour une obligation d'entreprise ou d'État. Seule différence, cette obligation est dite « verte », ou « climat » (les « climate bonds »), car elle est supposée orienter les investissements privés vers des projets compatibles avec la protection de l'environnement ou du climat. Les entreprises, les banques de développement et les collectivités qui se financent grâce aux obligations vertes font donc un peu ce qu'elles veulent. Aucune garantie n'existe sur le fait que ces financements aillent au bon endroit : chaque émetteur peut déterminer tout seul ce qui est « vert » de ce qui ne l'est pas.

Difficile donc d'identifier et de comparer les projets et de s'assurer que les résultats annoncés sont bien atteints et contrôlés de façon indépendante. Ce manque de cohérence est aujourd'hui décrié par les investisseurs eux-mêmes. Ainsi, au moment de la Cop21, 27 investisseurs mondiaux, représentant quelque 11 200 milliards de dollars d'actifs gérés, ont cosigné la « Déclaration de Paris sur les obligations vertes » réclamant un standard mondial pour les obligations vertes. De son côté, Moody's vient ainsi de rendre public une méthodologie spécifique pour « noter » les obligations vertes : Comme pour chaque obligation, une note sera donnée en fonction de la capacité de l'émetteur de rembourser sa dette obligataire tandis qu'une simple « opinion » (« green bond assessment ») pourra être rendue publique à la demande de l'émetteur par l'agence de notation.

Moody's semble d'ailleurs avoir du mal à trouver des secteurs « verts ». De nombreuses obligations vertes ont été émises purement et simplement par des acteurs financiers connus pour leurs investissements douteux dans des projets destructeurs de biodiversité : déforestation, accaparement des terres agricoles au détriment des populations locales, activités extractives très polluantes (comme l'extraction d'énergies fossiles non conventionnelles de type sable bitumeux ou huile et gaz de schiste...). Ces émissions très médiatisées permettent de communiquer sur leur bonne image d'entreprise responsable et saturent ainsi l'espace médiatique où leurs mauvaises actions sont reléguées aux dernières pages. C'est par exemple le cas de HSBC, champion de la déportation en faveur de la production massive d'huile de palme en Asie.

Ces obligations vertes qui cachent la forêt noire font aussi le bonheur de nombreuses multinationales soucieuses de leur image plus que de trouver de nouveaux moyens d'investissement. C'est le cas d'Apple qui a émis ce mois pour un milliard de dollars de *green bonds* destinés à financer les énergies renouvelables pour le groupe. Apple n'en est pas à son coup d'essai, sachant que la firme de Tim Cook avait déjà émis pour 1,5 milliard de dollars en 2016. Ceci pose question, sachant qu'Apple n'a pas besoin

de se financer sur le marché étant donné que la firme est elle-même une monstrueuse machine à générer du cash et de l'autofinancement (quitte à user et abuser des paradis fiscaux pour éviter de payer des impôts). Nous pouvons de plus légitimement nous interroger sur la cohérence d'Apple en termes de durabilité quand le site d'information *Motherboard* nous informe, preuve à l'appui, qu'Apple, derrière un discours très écoresponsable, reste un des champions de l'obsolescence programmée et systématique, avec obligation pour les centres de tris de détruire – et non de recycler vers un marché de l'occasion – les appareils en état de marche.

D'autres émissions ont donné lieu à la controverse : citons la multinationale de l'énergie Engie qui a émis pour 2,5 milliards d'euros de *green bonds* pour la construction d'un barrage hydroélectrique à Jirau au Brésil. Ce barrage, inauguré en décembre dernier, a fait l'objet de nombreuses critiques portant sur son impact environnemental très négatif pour l'écosystème de l'Amazonie qu'il a largement abimé, sur les populations locales qui ont été déplacées sans concertation ainsi que sur les très mauvaises conditions de travail y compris au niveau des standards de l'industrie brésilienne. Bref, les critères sociaux et environnementaux sont pour le moins discutables, et la gouvernance n'est pas en reste puisque l'ex-présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a été accusée dans le cadre du scandale « Lava Jato » (lavage de voiture) de favoritisme dans l'attribution du marché de ce barrage à Engie.

Ces critiques n'ont pas échappé aux professionnels de la finance, comme l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) qui propose une charte appelée « Green Bonds Principles ». Le quotidien *Les Échos* n'a pas manqué de rappeler que ces principes pèchent par « défaut vert » c'est à dire que l'émetteur ne fait pas face à des sanctions s'il ne respecte plus les standards de référence. Comme les principes sont appliqués volontairement, aucune sanction formelle n'est prévue.

De nombreuses ONG actives dans la défense de l'environnement et la promotion de la transition écologique ont pris position sur la question de la certification. Ainsi le WWF a émis cette année un rapport intitulé *Les obligations vertes doivent tenir leurs promesses* dans lequel l'ONG constate que les émetteurs n'examinent que les impacts environnementaux potentiels avant l'émission des obligations au lieu d'évaluer les bénéfices effectifs des projets. « Les informations devraient être mises à disposition dans un format standardisé et précis en cohérence avec les critères d'éligibilité pour chaque secteur. Les émetteurs devraient être tenus de fournir des données annuelles et à l'échéance de l'obligation de démontrer l'impact environnemental des actifs sous-jacents durant toute la durée de l'obligation, ainsi qu'une analyse de l'éventuel écart entre les bénéfices environnementaux attendus et les béné-

fices réellement constatés à l'échéance selon les indicateurs clés de performance choisis par l'émetteur de l'obligation », précise Pascal Canfin, le directeur général de WWF France.

Notre association Etika appelle de ses vœux à la mise en place d'un label européen public pour différencier les produits ISR vertueux des autres. Nous pourrions imaginer des pistes à suivre comme le fait de créer une agence de notation publique financée en partie par des fonds européens voire onusiens, mais aussi par les émetteurs des obligations (comme c'est le cas des entreprises demandant le label « Agriculture biologique ») pour juger de la qualité des obligations vertes. Cette agence serait composée d'un collège tripartite de représentants des émetteurs (entreprises comme États) mais aussi de représentants de syndicats, sans oublier un collège de représentants la société civile (ONG et fondations). Elle pourrait non seulement donner une notation sur une base *ex-ante* en jugeant de la qualité (déclinée sur des critères ESG) du projet à financer dans sa globalité, mais pourrait aussi dégrader *ex-post* la note, voire sanctionner financièrement si les engagements ne sont pas atteints ou si l'émetteur a sciemment donné des informations fallacieuses à ses investisseurs.

On pourrait aussi imaginer un système d'agences régionales chargées de recruter et d'évaluer des projets sur des critères de rentabilité et des critères ESG pour donner l'accès aux financements par des *green bonds* à toutes les organisations actives dans la transition écologique, que ce soit via l'agriculture biologique, l'éco-construction et l'éco-rénovation de logement, l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables. Ces PME, sociétés coopératives, Asbl ou fondations qui sont exclues des marchés financiers en raison de leurs petites tailles. La fiscalité de ces *green bonds* pourrait également être modulée en fonction de la durabilité sociale et environnementale des projets.

Rappelons enfin que les *green bonds* actuels, même avec une croissance annuelle à deux chiffres, ne pourront pas à eux seuls financer la transition énergétique mondiale. Pour les quinze prochaines années, le coût de cette transition a été estimé (par la Banque mondiale) à un montant de 89 000 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures urbaines, l'énergie et l'aménagement du territoire. Une prise en charge des pouvoirs publics pour assurer leur labellisation et un élargissement considérable de leur cible d'investissement vers de petites structures constitueraient de fait un grand bond en avant pour les rendre populaires auprès du grand public, d'autant que la création d'emplois à travers des petites structures implantées sur un territoire et participant à la relocalisation de l'économie sera au rendez-vous.

Jean-Sébastien Zippert est coordinateur de l'Asbl Etika



Le Luxembourg Green Exchange (LGX) est bien placé dans la course : il affiche déjà plus de cinquante milliards d'euros de volumes pour plus de 125 titres cotés

Uni.lu – wozu?

Demnächst ISO-zertifiziert

Peter Feist

Luxemburg im Jahr 2028. Die Universität Luxemburg wird 25 Jahre alt. 7 000 Studenten zählt sie jetzt, 800 mehr als zehn Jahre zuvor. Vergleichen lässt sie sich mit der Uni aus dem Jahr 2018 aber nicht ohne weiteres. Damals wurde an Uni.lu – die Abkürzung wird mittlerweile deutlich seltener benutzt – noch ein Fächerspektrum gelehrt, das von Ingenieurberufen und Informatik über Mathematik und Physik, Recht und Wirtschaft bis hin zu Geschichte, Psychologie und Luxemburgistik reichte. Lehrer werden konnte man an Uni.lu auch und sogar das erste Jahr eines Medizinstudiums dort absolvieren.

Zehn Jahre später ist das Angebot nicht mehr so breit. Dominiert wird es von der „Luxembourg School of Business“ und der „Luxembourg School of Law“. Weltweit bilden die meisten Universitäten vor allem Ökonomen und Juristen aus. Die „School of Law“ ist überdies eine der wichtigsten für Europarecht innerhalb der EU geworden. In „Schools“ finden auch die Studien in Ingenieurberufen, die für Lehrer und für Sozialarbeiter statt. Die Ausbildung entspricht allerdings eher der an höheren Schulen. Geforscht wird in den Bereichen Ingenieurwesen, Erziehung und Soziales zwar auch, aber nur als Auftragsforschung für die Regierung und für Betriebe. Wichtiger geworden in der Forschung sind lediglich die Physik und die Materialwissenschaften, die Mathematik und die Computerwissenschaften. Ambitionen, die Luxemburg in Biologie und Medizin hatte, wurden vollständig aufgegeben. Eine „Medical School“, die 2017 im Gespräch war, wurde nie gegründet.

Die Entwicklung der Uni ging einher mit der der Wirtschaft im Lande: Die Finanzbranche spielt strukturell noch immer eine wichtige Rolle, aber Luxemburg ist überdies der Sitz für Datenzentren in Westeuropa geworden. Und was vor zehn Jahren noch eher theoretisch diskutiert wurde, die „Industrie 4.0“ mit hochautomatisierten Betrieben, Mensch-Roboter-Produktion und künstlicher Intelligenz, die Material- und Produktionsflüsse regelt, wurde durch Ansiedlungen auf der grünen Wiese tatsächlich Realität. Vor allem dieser Branche arbeiten die Bereiche Physik, Materialforschung und Computerwissenschaften zu, wodurch aber auch die Forschung in diesen Bereichen immer „angewandter“ wird. Inwieweit die Grundlagenforschung wieder ausgebaut werden sollte, ist ein Konfliktthema. Auch, weil immer öfter ein „Wissenstransfer“ nach Luxemburg von Partner-Universitäten im Ausland organisiert wird, was diese sich im Rahmen komplexer Public-private partnerships entgelten lassen.

Getrennt hat Luxemburg sich von den Geisteswissenschaften. Die Tendenz ist weltweit nicht zu übersehen. Fächer wie Philosophie, Geschichte oder Literaturwissenschaften werden nur noch an sehr traditionsreichen Universitäten gelehrt. Sie erheben Studiengebühren, die so hoch sind, dass nur wohlhabende Familien sie sich für ihre Kinder leisten können. Übrig geblieben von dem, was 2003, bei der Gründung von Uni.lu, die „Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation“ war, ist nur das „Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History“. Die zeitgenössische Geschichte, so die Auffassung, begann mit der Industrialisierung Luxemburgs. Um das, was vorher war, kümmern sich die wenigen in Europa noch verbliebenen universitären Geschichtsforschungsinstitute mit. Geschichtslehrer an Luxemburger Lyzeen, die sich darüber informieren wollen, tun das online. Überwiegend online findet an der Luxemburger Universität, wie an den meisten anderen in Europa und Nordamerika, auch die Lehre statt. Persönliche Kontakte zwischen Professoren und Studenten gibt es kaum noch. Das ist aber auch nicht unbedingt nötig, denn „Studium“ heißt in erster Linie Berufsausbildung. Nur Master-Studenten und Doktoranden in den Schwerpunktfächern der Universität treffen Professoren regelmäßiger in kleinen Gruppen. Dort findet statt, was man „gegenseitige Inspiration“ nennen könnte. Wie andere Universitäten hat auch die Universität Luxemburg in den letzten Jahren ihre Studiengebühren beträchtlich erhöht. Die Studenten verstehen aber: Universitäten verhelfen zu *employability*. Das ist *value for money*, wenn es um Studiengebühren geht.

Was hier eben skizziert wurde, ist ein überzogenes Szenario. Aber die Frage, was Uni.lu als die einzige öffentliche Universität Luxemburgs denn ausmacht und welche Rolle sie in der Gesellschaft spielen soll, stellte sich nicht nur vor der Gründung



Uni-Campus Belval. Die Umstellung auf eine „leistungsabhängige“ Verteilung der Finanzmittel scheint bereits beschlossene Sache zu sein

der Uni. Auch, weil sie schon damals nicht wirklich beantwortet wurde, stellt sie sich gerade heute erneut, da die Regierung das Universitätsgesetz ändern will, universitätsintern der nächste Vierjahresplan 2018-2021 ausgearbeitet wird, und sich alles vor dem Hintergrund von Einsparungen, der im März publik gewordenen „Budget-Krise“ und dem Rücktritt von Rektor Rainer Klump Anfang Mai vollzieht. Nicht zu vergessen, dass die Universität zurzeit noch von einem „Management-Team“ unter Beteiligung von McKinsey und einer Unternehmensberaterin als „Chief transition officer“ geleitet wird.

Das hört sich nicht nur so an, als solle in die Administration der Universität mehr Management Einzug halten, das ist auch so, aber wiederum auch nicht ganz neu. Demnächst werden alle Fakultäten und auch die letzten Forschungseinheiten ISO-zertifizierte Qualitätssicherungssysteme betreiben. Dass die Finanzmittel, die der Universität zur Verfügung stehen, effizient zugewiesen und genutzt werden sollen, stellt niemand infrage. Und allenfalls Geisteswissenschaftler haben ein Problem mit Begriffen wie „Exzellenz“ und „Exzellenzuniversität“. Denn das sind Marketinginstrumente. Dass eine Universität von sich behaupten würde, nach Mittelmaß zu streben, ist beim besten Willen schwer vorstellbar.

Was bedeutet das? Weil Uni.lu erst 14 Jahre jung ist, holt sie im Schnelldurchgang eine Entwicklung nach, der in Europa alle Universitäten seit ungefähr Anfang der Achtzigerjahre unterliegen: Öffentliche Zuwendungen haben ihre Grenzen. Ihre Vergabe ist an *accountability* und Leistungsindikatoren gebunden. Es wird verlangt, eine Universität habe messbaren „Impakt“ zu liefern, und erklärt, „Autonomie“ sei verbunden mit einer Bringschuld.

Dabei haben Universitäten schon immer „etwas gebracht“ und hatten „Impakt“, und wenn der darin bestand, dass im 19. Jahrhundert eine studentische Elite an einer Universität nicht nur Wissen aufnahm, sondern auch ihre Persönlichkeiten formte. Die Universität, der niemand von außen dreinredete, wie sie zu lehren und zu forschen hatte, ist aber offenbar Geschichte. Gesellschaftlicher Wandel und technischer Fortschritt haben ganz neue Studienfächer hervorgebracht. Die Qualifikationsanforderungen in den Berufen wuchsen, die Hochschulbildung wurde demokratisiert. In Marktgemeinschaften aber, wie auch die Luxemburger eine ist, wird noch die letzte menschliche Tätigkeit quantifiziert und kann zur Ware werden. Für diese Gesellschaften sind Universitäten eine Provokation. Denn wie der britische Historiker und Essayist Stefan Collini¹ treffend schreibt, besteht das Besondere einer Universität darin, dass dort die pure Neugier und die freie Beschäftigung mit Wissenschaft nicht nur herrschen kann, sondern *soll*, und eine Universität dafür nicht nur ein Ort ist, sondern eine *Institu-*

tion. Zwangsläufig sind Konflikte um Universitäten permanente Konflikte.

An der Uni Luxemburg haben sich dazu vor kurzem zwei Gruppen von Professoren schriftlich geäußert. Das eine Papier ist nicht namentlich gezeichnet. Es trägt den Titel „Vers une Université communicative, collaborative et transparente faite par et pour la société luxembourgeoise“. Die Professoren beklagen, dass die Uni seit ihrer Gründung „autokratisch“ geführt werde. Die Kommunikation sei „quasi null“ und Dotationen würden derart ungleichmäßig verteilt, dass nicht prioritäre Bereiche der Uni kämpfen müssten, um „normal“ funktionieren zu können. „Ohne Debatten, ohne Diskussionen, ohne effiziente interne und externe Kommunikation“ werde es „keinen Fortschritt geben und die Universität sich nicht vollständig ins

Land integrieren“ können. Die Diskussion über die Prioritäten der Uni sollte öffentlich geführt werden, sie gehe „alle und jeden“ an.

Das andere Professoren-Papier ist auf Englisch verfasst und will zeigen, wie Uni.lu zu einem „Leuchtturm des Wissens“ in Europa gemacht und „in dieselbe Liga“ befördert werden kann, in der „anerkannte Weltklasse-Forschungsuniversitäten, zum Beispiel die Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Zürich und Lausanne oder die Technische Universität München“ anzutreffen sind. Dass das „Technische“ betont wird, liegt vielleicht daran, dass die meisten der 20 Autorinnen und Autoren dieses Papiers Natur- oder Technikwissenschaftler sind. Hinter ihren Namen haben sie nicht vergessen anzugeben, ob sie mit speziellen *Grants* des nationalen Forschungsfonds nach Luxemburg geholt

Für Marktgemeinschaften sind Universitäten eine Provokation und Konflikte um Universitäten permanente Konflikte

wurden, eine Förderung des European Research Council zuerkannt erhalten oder einen Wissenschaftspreis errungen haben. In dem Schreiben drohen sie kaum verhohlen damit, auch woanders arbeiten zu können, falls sie weiterhin „willkürlichen budgetären Beschränkungen“ unterworfen bleiben.

Beiden Gruppen geht es um die akademische Freiheit, die zur Neugier also. Aber während die erste Professorengruppe in einer öffentlichen Debatte ausloten lassen will, wie diese Freiheit garantiert sein soll, scheint die zweite Gruppe sie in erster Linie für die Besten reservieren lassen zu wollen: Ein „Scientific Advisory Board“, dem vor allem „international führende Wissenschaftler der Universität“ angehören sollten, plus drei externe Mitglieder, würde zwischen die Regierung und die Professenschaft geschaltet, schlagen sie vor. „Bei jeder wichtigen strategischen Entscheidung zu Forschung und Lehre“ hätte dieser Board „eine Schlüsselrolle“ zu spielen und über „akademische Exzellenz“ zu wachen. Zweitens sollten die Geldmittel an Uni.lu nach „klaren und transparenten Leistungskriterien“ verteilt werden.

Letzteres beginnt schon. Auch der Fakultätsrat der Geisteswissenschaftlichen Fakultät hat sich für ein solches „verdienstbasiertes“ System ausgesprochen und will dafür „Qualitätskriterien“ aufstellen. Am morgigen Samstag diskutiert der Aufsichtsrat der Universität den nächsten Vierjahresplan; dort könnten erste Entscheidungen über „Exzellenz-Sicherung“ schon fallen. Vermutlich aber suchen sich die talentiertesten Studenten und die besten Doktoranden ihre Universität nicht danach aus, welches Qualitätssicherungssystem sie betreibt. Und es könnte gut, sein, dass der Aufbau einer „Weltklasse-Forschungsuniversität“ eine Generation dauert, oder zwei, oder gar noch länger. Sofern er überhaupt gelingt. Luxemburg benötigt dringend eine Debatte über seine einzige Universität.

Stefan Collini (2017), *Speaking of Universities*. Verso, London, New York

Zu Gast

Oui à l'autodétermination

Françoise Folmer

Cette année, le ministre vert Felix Braz a tenu à marquer de son sceau la « Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie » en présentant le 17 mai son projet de loi destiné à faciliter le changement d'identité pour les personnes transgenres et intersexes. Il s'agit d'un geste fort qui dotera notre pays d'une des législations les plus progressistes dans ce domaine et qui prendra en compte une grande partie des revendications formulées en 2015 par le Conseil de l'Europe dans sa Résolution 2048 contre la discrimination à l'encontre des personnes transgenres.

La nouvelle loi qui concernera à Luxembourg environ 3 700 personnes, dont de nombreux enfants, constituera pour celles-ci un pas important vers l'autodétermination. En leur permettant, par une simple procédure administrative, de faire reconnaître officiellement leur réelle identité de genre, indépendamment de leur sexe biologique, le nouveau texte

reconnaît implicitement que des identités de genres et de sexe multiples, au-delà de la conception sexuée binaire de notre société, sont une réalité naturelle et ne constituent pas des pathologies. Ceci contribuera assurément à endiguer le harcèlement, la discrimination, voire la violence à l'encontre des personnes concernées et par là à réduire le nombre important de suicides dont elles sont victimes.

Il ne s'agit cependant que d'une première étape vers la reconnaissance du droit des personnes intersexes et transgenres à vivre une vie plus épanouie au sein de notre société. Afin de favoriser leur acceptation pleine et entière, il s'agit maintenant d'informer et de sensibiliser le grand public et de former les professionnels amenés à interagir avec eux, comme entre autres les enseignants, les juges et les personnels administratifs divers. Un rôle important devra aussi être dévolu aux Commissions d'égalité des chances communales.

Alors que la procédure de changement d'identité deviendra une simple formalité pour les adultes, ce ne sera pas forcément le cas pour les enfants, notamment quand les parents ne sont pas du même avis sur le sujet. Dans les cas où une expertise dans le cadre d'une procédure judiciaire devient nécessaire, il sera important que celle-ci porte principale-

ment sur la faculté de discernement de l'enfant par rapport à son identité de genre et qu'elle ne lui fasse pas subir une énième fois des examens médicaux et pédopsychiatriques traumatisants. La possibilité de changer son identité de genre est pourtant particulièrement importante avant l'adolescence afin de favoriser un développement normal de la personnalité de ces enfants, de leur enlever autant que faire se peut le poids de la souffrance et de leur permettre de se concentrer sur leur scolarité.

Il reste désormais à voir comment sera traitée dans leur pays d'origine la reconnaissance de la nouvelle identité de genre des ressortissants étrangers qui profiteront de la législation luxembourgeoise. Il faudra également trouver le moyen de garantir la prise en charge par la Sécurité Sociale des frais de traitement médical pour les personnes qui font le choix d'un changement de sexe physique, alors que leur situation n'est plus reconnue comme relevant d'un état pathologique.

En tant que Verts, nous entendons suivre de près l'implémentation de toutes ces nouvelles mesures et nous continuerons à nous engager pour la diversité et la solidarité dans notre société, pour le droit à l'autodétermination et pour le respect de la dignité de toute personne, même issue d'une minorité.

Françoise Folmer est présidente de parti Déi Gréng

Die kleine Zeitzeugin

Kohlumne



Helmut Kohl 1969 auf einem CDU-Parteitag in Ludwigshafen

Michèle Thoma

Ein Kaiser ist gestorben, sein Thron war ein Rollstuhl, seine Leibspeise Saumagen. Er hatte oder war eine imposante Statur. Privat gab es Tragödien – wo eine Lichtgestalt ist, gibt es eben auch Dunkel. Die Frau, die im Schatten der Lichtgestalt lichtscheu wurde, bis sie erlosch; die Söhne, dem Vater und der Mutter aus dem Gesicht geschnitten, zunehmend die zunehmende Statur des Vaters annehmend, die in den Talkshows zu Gericht sitzen. Der mächtige, ohnmächtiger werdende Vater, im Rollstuhl von der neuen Frau gelenkt. Sie liebt ihn wie einen Abgott, berichten die wenigen, die in die Gedächtnisstätte, beinahe ein Mausoleum, vordringen.

Der Abgott verbringt seine letzten Jahre umringt von Souvenirs an sich selbst, von ihm gewidmeten Devotionalien; er wohnt in einem Kohl-Memorial, das von einer Gattin betreut wird, die ihn nicht herausrückt. Darüber schreiben seine Söhne Bücher, sie erzählen dem verständnisvollen Markus Lanz ihre traurigen Sohngeschichten, Nebengeschichten der großen Geschichte, sie sind die Kollateralschäden der sonnenköniglichen Karriere.

Das waren noch Formate, Persönlichkeiten. Staatsmänner, die noch was zu sagen hatten

Die damaligen Untertaninnen wussten natürlich nicht, dass die Jahre seiner Regentschaft einmal als die glücklichsten Jahre der deutschen Geschichte bezeichnet werden würden. Es ging halt immer weiter mit ihm, er war da und noch mal da und immer noch da, es wurde geschrieben, er würde absitzen und aussitzen. Er hatte Sitzfleisch.

Die Ungeduldigsten protestierten noch ein bisschen, sie bewegten sich, gegen Atom, für den Frieden. Irgendwann gaben sie auf. Sie nahmen Halluzinogene oder machten sich auf den langweiligen Marsch durch die Institutionen, meist landeten sie auf dem Arsch und züchteten ebenfalls Sitzfleisch. Um sich abzureagieren, schauten sie sich Abbildungen von einem Hinterteil an, vorgestellt als Porträt ihres Kanzlers. Oder das beliebte Birne-Cover des Satiremagazins *Titanic*. So gähnten alle sich durch die Jahre und bekamen graue Haare.

Auch er, der Dicke, wie er etwas fantasielos genannt wurde, hatte immer weniger Haare. Sie war so schön langweilig, die Zeit der deutschen Kleinheit, die Kapitale hieß Bonn, weder arm noch sexy, der deutsche Herbst, dessen man jetzt so gern im Herbst gedenkt, immer Hitler wird ja auch fad, war schon längst vorbei, die deutsche Rote Armee hatte sich selbst ermordet oder auch nicht, ein Geschichtsrätsel, das gern immer wieder aufgerollt wird. Deutscher Herbst, deutscher Wald, so deutsch.

Der Pfälzer brauchte diese Romantik überhaupt nicht, er war so bodenständig. Mitarbeiter erzählen Anekdoten, in denen es unwirshaltig zugeht. Aber durch den historischen Abstand kriegt das einen gewissen Charme. Diese Schrulligkeiten, diese Biederkeit! Er war so schön Scheiße zu den Journalisten! Er fuhr sie an, erinnern sie sich nostalgisch, das waren noch Formate, Persönlichkeiten. Staatsmänner, die noch was zu sagen hatten. Und wie er mit dem kleinen Mitterrand Hand in Hand. Das ist Bilderbuch, das ist Geschichte, Deutsch-Französisch, Europa, *Europe*.

Dann Deutsch-Deutsch, aus der deutschen Kleinheit wird die deutsche Einheit, Europa bibbert, war das jetzt so ausgemacht, was treibt Helmüt? Und dann blühen die Landschaften nicht auf Kommando, das Mädchen übt Verrat, eine Frau verschwindet im Dunkel. Eine andere kommt, sie knipst das Licht aus, hier gibt es nichts zu sehen, niemand ist hier, er gehört mir.

Wie es sich bei einem ganz Großen gehört, dann noch Totenkult-Trara. Wem gehört der Leichnam? Wofür ist er ein Symbol? Die neue Kaiserin, eine würdige Nachfahrin, sie steht auch alles durch und sitzt es aus, da fährt die Eisenbahn drüber, mit einer Million Flüchtlingen, oder wie viele waren es?, steht vor dem alten, toten Kaiser. Ein strebsamer Neuling erscheint, Geistesblitze schießen ihm aus den blauen Augen. Er ist aus Frankreich, er will auch Karriere als Kaiser machen.

Vielleicht werden wir, oder die, die dann noch da sind, um etwas zu finden oder zu befinden, einst zurückdenken an jetzt. Und wir nennen es dann „einst“. Gute alte Zeit. glückliche Jahre.

Obschon sie, aus heutiger Sicht, nicht sehr langweilig sind.

Start-up nation

Vers un « Young business act »

Michel-Edouard Ruben

Le Luxembourg ambitionne de devenir une « start-up nation », mais qu'est-ce qu'une start-up au juste ? Pour beaucoup, la start-up évoque les années 2000 et l'avènement des TIC et de la période *dotcom*. La traduction littérale du mot start-up signifie « commencer » et « hauteur », cela ne permet pas vraiment de dégager une définition stricte et arrêtée du concept, que certains traduisent en français par « jeune pousse innovante ». Parce que l'innovation n'est pas qu'une affaire de TIC, il s'agirait donc d'un abus de perception que de considérer que la start-up se limite aux entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication. D'après le Statec, 25 pour cent des entreprises innovantes à forte croissance entre 2011 et 2014 appartenaient d'ailleurs aux secteurs... de la construction, pas vraiment un secteur souvent associé aux start-ups.

Puisque la proportion d'entreprises innovantes est au Luxembourg de 66 pour cent, toute nouvelle entreprise créée est potentiellement une start-up. L'enjeu véritable étant quelle parvienne à quitter le « start » pour le « up ».

Car si pendant longtemps on mettait en avant le « small is beautiful », et le fait que « les PME sont la colonne vertébrale de nos économies », de récents travaux de l'OCDE et du FMI ont montré que contrairement à une idée largement répandue, ce ne sont pas tant les PME qui alimentent le processus de destruction créatrice nécessaire pour renouveler les tissus productifs, mais un nombre limité de jeunes entreprises de croissance. Le critère de l'âge l'emporterait ainsi sur le critère de la taille : « not (nécessairement) small, but (surtout) new serait beautiful¹ ». Par conséquent, le *Small business act* (régulièrement évoqué en Europe) devrait être augmenté d'un *Young business act*².

Le Luxembourg dispose d'un écosystème fourni d'institutions et de régimes d'aides à la création d'entreprises qui sont autant d'atouts sur lesquels appuyer un éventuel *Young business act*.

Ce *Young business act* devrait s'appuyer sur trois éléments moteurs, à savoir le financement de la prise de risque, une fiscalité pensée pour les jeunes entreprises et l'incitation à l'esprit d'entreprise.

Financement de la prise de risque

Les résidents du Luxembourg – qui disposent en moyenne d'une large assise financière – investissent le plus souvent dans l'immobilier qui tendrait à évincer l'investissement dans d'autres classes d'actifs (y compris la prise de participation dans des entreprises). Au-delà de la nécessaire rationalisation des faveurs fiscaux au logement en particulier, et à l'épargne non-risquée en général, il semble nécessaire de doter le Grand-Duché d'un nouveau cadre favorable aux investisseurs providentiels (*business angels*) afin de drainer l'épargne abondante vers le financement de start-up prometteuses. Les incitations fiscales visant

Ce *Young business act* devrait s'appuyer sur trois éléments moteurs

à favoriser le financement en capital-risque par les particuliers (qu'il s'agisse de la « loi Rau » abrogée en 2005 ou de la bonification d'impôt pour investissement en capital-risque méconnue) n'ayant pas permis que la capacité d'investissement des résidents luxembourgeois se dirige vers les jeunes pousses locales – alors que la création d'entreprises est au Luxembourg relativement dynamique – le nouveau cadre en question devrait veiller à ne pas commettre les erreurs (notamment les lourdeurs administratives) qui ont empêché le succès des initiatives précédentes. Il devrait également s'adresser à des investisseurs qui disposent d'une expérience (ou d'une formation) suffisante pour pouvoir prétendre être un investisseur en capital-risque, et non pas à tout détenteur de capitaux à la recherche de défiscalisation et prêt à reléguer au second rang l'attention pour la rentabilité réelle et le succès de l'investissement engagé.

Aussi, puisqu'il y a une dépendance au sentier en matière de R&D et d'innovation, l'arsenal luxembourgeois d'aides publiques à la R&D privée pourrait être augmenté de chèques innovation pour les jeunes entreprises. Il s'agirait de créer – sur le modèle suisse – une subvention sous forme de chèque-innovation valable sur une période donnée (par exemple douze mois), ni cessible ni convertible en espèces, destinée à couvrir les prestations de partenaires « éligibles » au dispositif (établissements de recherche, concepteurs de sites e-commerce, conseillers en stratégie marketing, experts comptables, etc.) afin d'encourager les jeunes entreprises à innover » et soutenir ainsi leur croissance.

Fiscalité pensée pour les jeunes entreprises

Au Luxembourg, comme dans trente pour cent des pays de l'OCDE, l'imposition des bénéfices des sociétés est différenciée suivant le montant des bénéfices imposables.

L'efficacité de cette différenciation, présentée généralement comme un soutien aux PME, est pourtant de plus en plus critiquée dans la littérature économique³. La pertinence d'une telle différenciation serait discutable car, contrairement au but poursuivi par l'imposition des ménages, atteindre l'objectif d'une redistribution entre entreprises en fonction de leur

taille et assise sur la taxation des bénéfices ne va pas de soi. Dans le cadre d'une future réforme fiscale, le taux normal et le taux réduit pourraient dès lors être rapprochés voire même confondus (comme cela a été fait au Royaume-Uni), et à l'instar de l'Irlande, de Singapour, et de l'Inde, il pourrait être décidé que les jeunes entreprises (moins de trois ans) seront totalement exonérées d'impôt sur les sociétés (IRC, ICC, IF), ou à l'instar de la Belgique bénéficier de réduction de cotisations sociales sur les premiers emplois. Cela devrait permettre aux start-up de renforcer leurs fonds propres, d'embaucher, d'investir, et d'envoyer un « signal » fort aux start-uppeurs du monde entier.

Incitation à l'esprit d'entreprise

La législation du travail et de la protection sociale luxembourgeoises, créées par et pour une économie d'usines et de salariat, ne garantit pas les mêmes droits entre les salariés et les indépendants (créateurs d'entreprises). Puisque l'activité entrepreneuriale est une activité risquée, la promouvoir suppose de rapprocher (encore davantage) les régimes légaux de droit du travail et de sécurité sociale des salariés et des indépendants. Concrètement, le créateur d'entreprise devrait/pourrait être concerné par les visites médicales, avoir les mêmes droits aux allocations chômage qu'un salarié licencié pour motif économique (s'il échoue de bonne foi), etc.

Aussi, les entreprises établies devraient/pourraient être « incitées » à encourager l'entrepreneuriat (au-delà des incubateurs qu'elles abritent). Pour ce faire, l'« aide à l'entrepreneuriat » (sous formes d'investissements dans des fonds dédiés à l'investissement dans des jeunes entreprises du pays, de prêts ou d'apports en fonds propres pour l'essaimage pour d'anciens salariés, de prise en charge des cotisations sociales d'un ancien salarié qui « tente » l'aventure entrepreneuriale, de congés extraordinaires/spéciaux pour raison entrepreneuriale, etc.) pourrait être intégrée dans l'évaluation par l'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises) des politiques RSE des entreprises.

Ce n'est là qu'un puzzle de mots et de pensées en faveur d'un *Young business act* au Luxembourg, sans minimiser l'importance des PME, tout en sachant qu'une part significative de l'activité économique dans le pays est portée par un nombre limité de grandes entreprises (300 entreprises emploient 35 pour cent des salariés), et sans tomber dans le « fétichisme » de la start-up.

L'auteur est économiste de la Fondation Idea.

¹ Voir à ce sujet : Calvino, F. ; Criscuolo, C. et Menon, C. (2016), *No Country for Young Firms ? : Start-up Dynamics and National Policies*

² Ruben, M.-E. (2017), *Start-up nation: vers un young business act !* Document de travail de la Fondation Idea 07/2017

³ Bergner, S.-M. et alii (2017), *The use of SME tax incentives in the European Union*



Jeune entrepreneur, prêt à se lancer dans l'aventure du capitalisme



Waarden op de Godot, la mise en scène de Charles Muller de la pièce de Beckett traduite en Luxembourgeois par Guy Wagner (2015, photo) est certainement une des meilleures choses que le directeur du Théâtre d'Esch ait faites. Lors de la présentation du programme de la nouvelle saison, la semaine dernière, Charles Muller, en fonction depuis 2004, a confirmé que ce serait sa dernière avant la retraite. Samedi, la commune d'Esch-sur-Alzette a publié l'annonce d'emploi pour un « salarié à tâche intellectuelle pour les besoins du Théâtre municipal et la galerie d'art », qui sera « appelé à succéder, le moment venu, au directeur du théâtre municipal ». Les candidats devront soit avoir une formation universitaire en arts du spectacle ou en management culturel, soit une expérience professionnelle dans la gestion d'une maison d'envergure comparable. Charles Muller voudrait une transition douce. En coulisses, des candidatures intéressantes s'annoncent déjà. jh

tablo

Marché de l'art

Concentration

C'est une foire concentrée dans le temps et l'espace que les responsables de l'Art Week 2017 ont annoncée lundi au Casino Luxembourg, lieu symbolique pour signifier la bonne collaboration du secteur public avec les acteurs du marché. Alex Reding, le fondateur et toujours la cheville ouvrière de l'Art Week veut que l'événement soit fédérateur. Avec Paula de Vaugelas, une responsable professionnelle a pu être engagée, et l'événement sera plus court, sur quatre jours seulement (au lieu d'une semaine) ; il aura lieu du 2 au 5 novembre. Le *Salon* du Cercle artistique, qui occupait toujours presque la moitié du Hall Victor Hugo, sera délocalisé vers le Tramsschapp, où il pourra s'étendre sur deux semaines. La place ainsi libérée sera utilisée pour relocaliser et valoriser la partie jeune art appelée *Take off*. Le Casino, le Mudam et le Centre Pompidou Metz participeront avec un programme-cadre attractif pour attirer le plus de professionnels et collectionneurs internationaux possibles. (photos de 2016 : sb). jh



Musiques

Tournez manège

Arcade Fire se produira ce samedi 8 juillet à la Rockhal, sur une scène à 360 degrés. Si la formation canadienne peut sénorgueillir de débuts tonitruants, leurs deux premiers albums étant devenus de solides classiques de la pop du XXI^e siècle et d'une *success story* méritée, leur revirement disco pour l'album à venir *Everything Now* laisse pour le moins pantois. En effet, les deux singles avant-coureurs pataugent dans une *muzak* de barbecue sans vie, un comble pour un groupe qui s'était justement fait le chantre d'interprétations vibrantes et denses, prêtes à faire chavirer tout cœur d'artichaud qui se respecte. À confirmer donc. da

Blue Note at the A

Kamasi Washington et sa formation élargie The Next Step viendront illuminer la scène de l'Atelier mercredi 12 juillet. Une petite pique de rappel s'impose. Jusqu'en 2015, Washington s'était surtout fait les dents et un beau CV en accompagnant Flying Lotus, Kendrick Lamar, voire Snoop Dogg. Là, paraît le bien nommé *The Epic*, manifeste de plus de 170 minutes qui pose d'emblée le saxophoniste californien comme l'une des figures de proue du jazz californien. Auréolé d'un succès aussi critique que public, ce jazz jupitérien, *funky* en diable, mange à beaucoup de râteliers tel que le jazz spirituel cosmique d'un Coltrane ou d'un Sanders ou encore les arrangements dignes d'un *big band* à l'image de Duke Ellington. Mais il dévoile surtout une vision habitée de la note bleue aussi respectueuse des aînés qu'iconoclaste. da

Art contemporain

Pour l'éternité

Finies les rencontres conviviales au Casino Luxembourg pour faire le bilan de l'année écoulée et annoncer le programme à venir. Désormais, le magazine *Traces* est envoyé par la poste (ou peut être retiré gratuitement rue Notre-Dame) et il faut s'en faire une raison. De moins en moins critique, le magazine devient un pur support de communication pour valoriser le travail effectué durant l'année écoulée (à l'exception du texte de Laurence Brasseur sur l'art et la pédagogie) et c'est de bonne guerre. Sauf que, si c'est un rapport annuel, il y manque les chiffres – le budget, la fréquentation, tout ça – pour être un document vraiment historique à garder dans ses archives. jh



Rectificatif

Contrairement à ce que nous écrivions la semaine dernière, le projet d'une « Annexe Wercollier » dans la cour du Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg, au début des années 2000, n'était pas de Steinmetz-Demeyer, mais de feu l'atelier H2S (Diane Heirend, Philippe Paul Schmit et Georges Servais).

Politique



Le pouvoir, ça se prend

Longtemps, toujours même, sous ses différents présidents, tous dirigeants de théâtres ou d'associations, la Fédération luxembourgeoise des théâtres professionnels (FLTP) était une organisation patronale. Lors des discussions sur l'introduction d'un statut d'artiste et d'intermittent du spectacle, en 1999, la FLTP était, avec l'Ulpa (Union des producteurs audiovisuels) opposée à ce que les artistes aient trop de droits, par crainte que les productions ne deviennent trop chères – ou que les marges des directeurs et producteurs ne diminuent. Quand Carole Lorang (photo : Bohumil Kostohryz), metteure en scène, intermittente et fondatrice de la Compagnie du Grand Boube, a repris la présidence de la FLTP, en 2016, elle a immédiatement annoncé qu'elle voulait mieux prendre en compte les besoins des artistes, des techniciens et de tous ces créatifs qui contribuent à la réalisation des spectacles sans jamais être entendus. C'est désormais chose faite, avec la création de l'Aspro (Association des professionnels du spectacle vivant), qui a été officialisée cette semaine. Elle deviendra un membre à part entière de la FLTP, dont les statuts ont en même temps été modifiés afin de mettre les professionnels des arts de la scène sur un pied d'égalité avec les producteurs. Patrons et salariés avec la même voix au chapitre, un rêve communiste devient réalité rue du Puits. jh

Bibliothèques

Bibliothek vergrößert

Die Bibliothek des Großen Seminars ist ein verkannter Schatz in der stillen Abgeschiedenheit des Seminarbergs von Weimershof. Sie enthält nicht nur theologische Literatur, sondern auch die umfangreiche Luxemburgensia-Sammlung des Pfarrers und Bibliografen Martin Blum. Vergangenes Jahr unterzeichnete die Bibliothek eine Konvention mit dem israelitischen Konsistorium, um dessen Bibliothek in der Seminar-Bibliothek unterzubringen, ohne sie aufzulösen. Dabei handelt es sich um eine kleine, kurz vor dem Zweiten Weltkrieg entstandene Bibliothek, die eher zeitgenössische Titel als historische Hebraica enthält. Die inzwischen umgezogenen Bücher des Konsistoriums sind einstweilen auf Verabredung im Seminar zugänglich. Die verantwortliche Bibliothekarin hat begonnen, sie in den nationalen, auch über Internet zuständigen Verbundkatalog aufzunehmen, mit dem die Seminarbibliothek seit nunmehr 30 Jahren arbeitet. Zur Seminarbibliothek gehören inzwischen auch Bücher der anglikanische Kirche, und Direktor Jean Ehret hoffte am Mittwoch, dass die Seminarbibliothek durch die Zusammenarbeit mit weiteren großen Glaubensgemeinschaften einmal zu einer wichtigen interreligiösen Bibliothek wird. rh.

Luxemburgensia



She loves Dick

C'est l'histoire d'une nana qui veut un enfant. Trentenaire émancipée, Ramona choisit ses partenaires pour le sexe rapide d'après leur voix, un sourire ou parce qu'elle en a envie, juste là, à l'instant. Jusqu'au jour où elle rencontre Pol, avec lequel elle reste quelque temps (17 mois) et décide de se faire faire un enfant. Enfin, au début, elle parle d'un projet commun, mais peu à peu, il s'avère que c'est plus le sperme de Pol qui l'intéresse que la personne. Il y a trente ans déjà, Jean-Jacques Goldman chantait les nouvelles féministes qui font des « bébé[s] toute[s] seule[s] », aujourd'hui, Gintarė Parulytė (photo) raconte sa génération de femmes – et leur désorientation. Car avoir un bébé plus tard implique souvent des difficultés de procréation, fécondation in vitro, pression dans le couple, montagnes russes hormonales. Dans son premier petit texte publié, *Fuck*, l'actrice originaire de Lituanie essaie de relater avec humour ce processus, du point de vue d'une femme bien décidée à atteindre son but. Et comme *Girls* et *I love Dick* sont passés par là, elle le fait avec une petite dose de franc parler – elle désigne Pol comme *Zizzi* dès la deuxième ligne, emploie des *fécken* et des *biischen* (baiser) à grandes brassées. Son petit livre, paru dans la série *Smart* des éditions Kremart, ne fait qu'une trentaine de pages, coûte 2,99 euros et a immédiatement atteint la tête de liste des *bestsellers*. jh

Theater

Hinter der Schutzwand

Claude Reiles

Am 1. Juli verabschiedete sich das Kasemattentheater um Marc Limpach in die Sommerpause. Freunde des Theaters an der Rue des Puits waren zu einem Dankeschön mit belegten Broten, Wein und Bier, zum Plausch, zum gemeinsamen Rückblick auf eine vielfältige Saison eingeladen. Dass dieses Abschlussfest auch journalistisch berücksichtigt wird, ist hingegen auf zwei Auftritte zurückzuführen, die das Kasemattentheater vor dem letzten Vorhang der Saison 2016/17 zum Besten gab: Eine Lesung aus Jupp Gudenburgs *Memoiren aus dem Untergrund* sowie Jens Bluhms Inszenierung von Thomas Melles *Ich, Ännie* mit Anouk Wagener.

Die Sprachgewalt des Romanciers, Dramatikers und Übersetzers Thomas Melle (1975) ist offensichtlich. Darstellerin und Regisseur haben die Stimmen der Hinterbliebenen Anne Wilkes überarbeitet. Sind es die Weggefährten einer Verschwundenen, Untergetauchten oder gar Verstorbenen? Niemand weiß das so genau. Die Lehrerin liefert ihre Eindrücke, blickt auf Annie, Anne oder Änni als Schülerin zurück. Die alkoholkranke Mutter erinnert sich verschwommen. Von der Ziehmutter bis hin zum ersten Geschlechtspartner fügen sich Zeugnis-Splitter zu einem Ganzen. Am Ende weiß man alles und nichts. Man weiß, was man wissen kann. Nicht mehr. Vor allem aber weiß niemand, wo Ännie denn steckt, lebt, liegt, getötet wurde: „Seh ich nach Antwort aus? (...) Versuchen Sie nicht, mich nachzuvollziehen.“

Unter dem Eindruck von Mozarts *Requiem* und eingespielten Sequenzer-Klängen schafft es Anouk Wagener, die unterschiedlichsten Facetten ihrer Figuren zu formen. Sie mimt sie alle selbst, aus eigener Perspektive. Nebst Requisitenträger dient ein aufgespanntes Laken mit tiefschwarzem Loch als Kulisse. Es scheint jenen Moment wiederzugeben, in dem sie sich in Luft auflöst. Das Loch, das sie hinterlässt, ist jedoch eines, das gleichsam mit einer Fülle an Erinnerungen und Mutmaßungen über ihr Schicksal gestopft wird. In dieser einen Stunde wird dem Publikum des Abschlussfests kein greifbares Porträt geschildert. Melle liefert



Anouk Wagener in *Ich, Ännie*

mit der Titelfigur vielmehr eine Projektionsfläche vielfältiger Emotionalität für jene, deren Wege sich zeitlebens mit der Unauffindbaren gekreuzt haben: „Vergib dieser armen Seele, Herr; und wenn ich das sage, so weiß ich nicht, ob ich Anne meine – oder mich, oder uns alle. Vergib der armen Seele. Vergib.“ Wagener verkörpert ihre Rollen dabei mit großer Spielfreude und körperlicher Hingabe. Mit *Ich, Ännie* ist Bluhm eine schrille, lexikalisch spritzige und kurzweilige Bühnenarbeit gelungen.

Nach einer halbstündigen Unterbrechung fand der Abend mit der bereits erwähnten Lesung aus Gudenburgs *Memoiren* ein Ende. Der ebenfalls anwesende Regisseur Claude Lahr setzte dem *Gourmang und Gourmet* 2015 ein stilles, aber fragwürdiges, dokumentarisches Denkmal im



Joseph Maria Gudenburg während der Lesung mit Desirée Nosbusch und Marc Limpach

Rahmen der RTL-Reihe *Routwäissgro*. Das Gestöhne dieses zu Völlerei und Einsamkeit, vor allem aber zu einem radikal gesundheitsschädlichen Lebenswandel neigenden „Jupp“ zum Thema eines Dokumentarfilms zu erhöhen, bei dem die Titelfigur kommentarlos beim Einkaufen, Kochen, genüsslichen Stöhnen, Essen, Stöhnen und Posten des Gekauften und Verschlungenen begleitet wird, verstört. Eben dieses Minetter Urgestein fand nun als Autobiograf seine Bühne, in Marc Limpach und Desirée Nosbusch seine starken Vorleser. Handelte es sich beim Erzähler um eine fiktive Figur, so ließe der Inhalt sich als Klamauk abtun. Slapstick und der zeitweilige Humor einer Lausbuben-Kindheit – vorgelesen werden die Jahre von null bis 18 Jahren – sollten jedoch nicht leichtfertig hingenommen werden.

Gudenburg möchte sich hinter Pointen verstecken, doch der Text entlarvt den Klassenclown. In aller Konsequenz werden die Versuche eines Kindes wiedergegeben, sich jeder Lebensplanung, jeden Lebensernstes zu widersetzen. Tragend ist sicher der Umstand, dass hier jemand die Kunst des Kochens erlernt hat, weil die alkoholkranke Mutter zur Verpflegung ihres Nachwuchses nicht in der Lage war. In zahlreichen anderen Momenten jedoch wird deutlich, wie sehr der Autor sich jedem Verantwortungsgefühl, etwa bei der Annahme neuer Arbeitsstellen, widersetzte und dies bisweilen zum Jux banalisiert wird. So klingt eine Bemerkung wie Hohn in den Ohren anderer: „Jo jo, den Numm Gudenburg ass duergang, da war én näischt.“ Hinter der zweifelhaften Verniedlichung einer Reihe an Jugendstreichen of-

Das Kasemattentheater feiert den Abschluss der Spielsaison 2016/17 mit Thomas Melles *Ich, Ännie* und den Memoiren des Jupp Gudenburg

fenbart sich letztlich die Biografie eines zutiefst sensiblen, suchenden und einsamen Menschen. Das Kasemattentheater schafft es nur zum Teil, Gudenburg als das zu präsentieren, was er als Medienprodukt darstellt: Thema, nicht Autor. Als Autor liefert er ein Bubenabenteuer. Als Figur liefert er Tragik, zwischen den Zeilen. So ist zu hoffen, was hier keineswegs als rhetorische Frage verstanden werden darf: Ist sich der Autor beider Ebenen bewusst?

Ich, Ännie nach Thomas Melle; eine Produktion des Kasemattentheaters; Regie von Jens Bluhm; mit Anouk Wagener. Derzeit keine weiteren Vorstellungen angekündigt. / *Memoiren aus dem Untergrund* von Joseph Maria Gudenburg; Lesung mit Desirée Nosbusch und Marc Limpach.

Luxemburgensia

Doppelgänger von nebenan

Elise Schmit

„Ich könnte einfach die Geschichte meiner Nachbarn schreiben“, überlegt der mit sich selbst hadernde Malte Laurids Brigge in Rilkes gleichnamigem Roman. „Es wäre freilich mehr die Geschichte der Krankheitserscheinungen, die sie in mir erzeugt haben [...].“ – Ähnlich skeptisch verhält sich der Erzähler in Pol Greischs *Tëscht Kaz a Kueder* zu seinem Nachbarn. Er vermeidet Begegnungen, findet maue Ausreden, um sich vor längeren Gesprächen zu drücken, merkt sich noch nicht einmal den Namen. „Den Ënnerwee“ heißt für ihn der „Noper schif vis-à-vis“, der sich ihn, den Erzähler, als Zuhörer für seine wachsenden Sorgen und als Chronisten seiner Geschichte auserkoren hat. Eine seiner Nachbarinnen, die ihm mit ihren täglichen Singübungen auf die Nerven gehe, berichtet der ältere Herr wortreich, habe ihn gefragt, ob er eine Woche lang auf ihren Kater Maestro aufpassen könne, während sie in Urlaub fahre. So komme er nie dazu, seinen Master zu schreiben, den er gewissermaßen fertig im Kopf habe und zu dessen zügiger Niederschrift ihm bisher nur die nötige Ruhe fehle. Sein ehrgeiziges Vorhaben soll einen Satz aus Thomas Bernhards *Kalkwerk* widerlegen, wonach „in den Köpfen aller Menschen das Ungeheuerlichste sei, [...] auf ihren Papieren doch immer nur das Kläglichste, Lächerlichste, Erbärmliche“.

Die längste der Erzählungen in Greischs Buch zeichnet in verschiedenen Stufen das Misslingen des ambitionierten Projekts nach, ohne auszuführen, wovon die Masterarbeit überhaupt handeln soll. Der Leser kann leicht an das Ende des Buches gelangen, ohne diese Information zu vermissen. Greisch zeichnet die Figur als hoffnungsvoll, aber zum Scheitern verurteilt. Zum einen verfügt sie nicht über die nötigen Schul- und Uniabschlüsse, zum anderen scheint ihr gar kein wissenschaftlicher Text vorzuschweben. Darüber hinaus ist der Nachbar bereits angesichts der läppisch wirkenden Schwierigkeiten überfordert, mit denen die Geschichte beginnt. Seine Hilfslosigkeit nimmt zu, je mehr seine Ambitionen erschwerenden Umständen ausgesetzt werden. Ein Arzt dämmt die Rastlosigkeit des „Ënnerwee“ mit dem Dekret ein, dass er sich öfter hinsetzen solle, die Nachbarin lässt ihn statt nur einer gleich mehrere Wochen mit ihrem Kater allein, die Unterstützung seiner Nächsten bricht weg oder erfolgt aus unlauteren Motiven, und er darf am Ende seinen Thomas Bernhard, der ihm zu einer Art Glaubenstext geworden ist, nicht einmal mehr lesen. Das Schicksal des Nachbarn, das der Erzähler mit Hilfe eines Briefes und eines Tagebuchs nachverfolgt, erweist sich als eine Chronik des Niedergangs und der Nachbar als Bernhardscher „Untergeher“, der erfolglos gegen ein Scheitern anrennt, das ihn in seinem Wesen betrifft. *Tëscht Kaz a Kueder* soll der Titel seiner Masterarbeit lauten, zwischen Katze und Kater wohnt aber er selbst.

Motive der Ähnlichkeit und des Doppelgängertums durchziehen Pol Greischs *Tëscht Kaz a Kueder*

Während der Erzähler anfangs die Zuflucht seines Nachbarn zur Literatur als naiv und überzogen abtut, betrachtet er dessen Niedergang rückblickend mit Sympathie, nicht zuletzt, weil er sich in diesem Nachbarn wiedererkennt. Klug platziert Greisch bereits in einigen der kürzeren Texte des Bandes Hinweise auf die Ähnlichkeit zwischen Erzähler und Nachbar („Am Fong kéint ech hie sinn. Oder hien ech...“), die so weit geht, dass sie als Figuren austauschbar werden. Motive der Ähnlichkeit und des Doppelgängertums durchziehen das ganze Buch und insbesondere die titelgebende Geschichte vom „Ënnerwee“. So wie eine Katze einem Kater ähnlich sieht, so ähneln sich die Nachbarinnen Maus und Maisy sowie die Namen von Leser (Bernard) und Autor (Bernhard) des *Kalkwerks*. Während einige dieser Ähnlichkeiten im Nirgendwo münden (wenn zum Beispiel der Master „für die Katz“ ist, weil Bernard einen Kater namens „Maestro“ hüten muss), berühren andere Substanzielles, etwa die Frage der Ähnlichkeit von Figur und Erzählinstanz beziehungsweise von Autor und Erzähler.

Trotz verspielter Zwischentöne bleibt die Grundtonart des Buches ernst. Der in den Geschichten wiederkehrende Erzähler wirkt einsam und isoliert; er bezeichnet sich als „onglécklechen Noper“, als einen, der sich zwar aus der Distanz heraus für seine Mitmenschen interessiert, sich aber vom Umgang mit ihnen fernhält. Diese Zurückhaltung ist typisch für die Figurenzeichnung in diesem Buch, das gerade deswegen berührt, weil es die Einsamkeit seiner Figuren nur diskret andeutet.

Das schlichte und präzise Luxemburgisch von Pol Greisch ist auf einer dem Buch beigelegten CD auch zu hören, wunderbar gelesen vom Autor selbst (und an dieser Stelle gern der Mehrzahl der Luxemburger Radio- und Fernsehsprecher zur Nachahmung empfohlen).

Pol Greisch: *Tëscht Kaz a Kueder. Geschichten*. 131 S. Éditions Guy Binsfeld, Lëtzebuerg 2017. ISBN 978-99959-42-18-2



Pol Greisch, 2013

Politique culturelle

Cui bono ?

josée hansen

Samedi dernier, 200 personnes se sentant concernées par la chose culturelle se sont retrouvées pour la présentation du *Bilan post-assises culturelles* par Jo Kox, pour le compte du ministère de la Culture, au Kulturhaus à Mersch. À la fin de la manifestation, tout le monde était perplexe, se demandant : À quoi bon ? Et à qui ça sert ? Passage en revue des acteurs du spectacle.

Jo Kox Ancien directeur administratif du Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, président (bénévole) du Fonds culturel national depuis 2012, il s'est établi à son compte sous le titre de « consultant en ingénierie touristique et culturelle » avec sa société Kox Consulting en mai 2016. En été 2016, il a été chargé par Xavier Bettel et Guy Arendt du suivi des Assises culturelles, qui ont eu lieu les 1^{er} et 2 juillet de cette année-là au Grand Théâtre. 200 000 euros ont été inscrits dans le budget d'État pour 2017, argent qui a été utilisé pour l'organisation des « ateliers du jeudi », sorte de thérapies de groupe thématiques, et pour financer le salaire de l'expert.

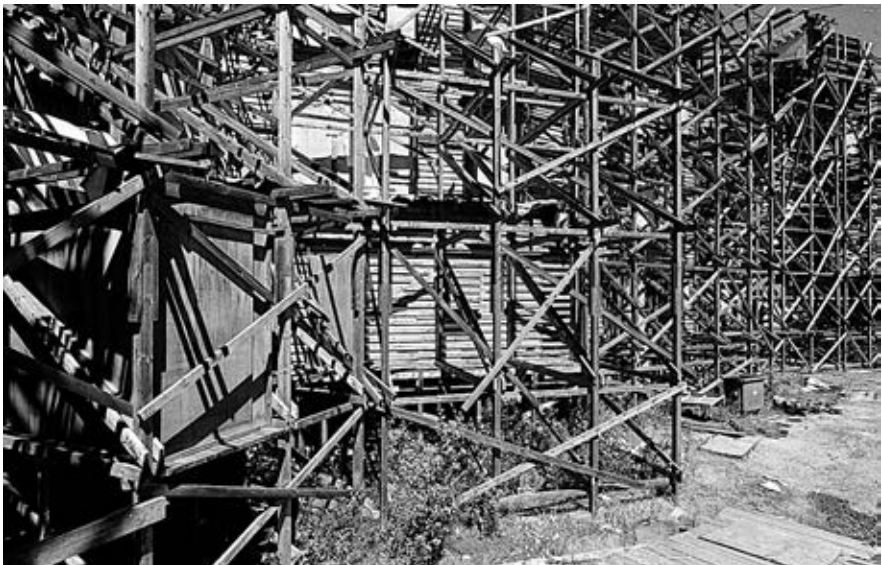
Samedi dernier, 1^{er} juillet, un an jour pour jour après les Assises, il était *master of ceremony*, seul en scène durant trois heures, pour présenter ses conclusions de ces ateliers, dresser des pistes pour le futur *Plan de développement culturel* (prévu dans le programme de coalition Bettel/Schneider/Braz de 2013) et des améliorations

nous misons sur la culture événementielle et faisons trainer en longueur des dossiers essentiels comme celui de la protection du patrimoine. Samedi, en l'absence de Xavier Bettel et en la présence muette de Guy Arendt (qui annonça juste que « le travail va commencer maintenant » en clôture), on se rendit compte qu'il s'agissait en fait d'un gigantesque écran de fumée, d'un village Potemkin.

Les institutionnels Samedi à Mersch, Jo Kox avançait le chiffre de 1 200 personnes qui travailleraient dans les institutions culturelles au Luxembourg. C'est énorme. Rien que la Ville de Luxembourg emploie 343 personnes dans ses maisons culturelles, lit-on dans le dernier *City Magazine*, soit 8,6 pour cent de tous ses employés (pour dix pour cent du budget). Ce sont elles qui participent aux réunions et discussions sur ce plan, par enthousiasme ou, de plus en plus (on le remarque à l'ambiance flemmarde dans la salle), parce qu'ils se sentent ou ont été obligés d'y assister par leur hiérarchie.

À côté de ces fonctionnaires de la culture, il y a les bénévoles, tous ces présidents, secrétaires ou trésoriers des centaines d'associations sans but lucratif actives dans la culture : eux sont enthousiastes et profitent de chaque occasion publique pour s'adresser aux responsables politiques afin que leur club/domaine/art soit mieux subventionné (et au passage, trouve plus d'échos dans la presse).

Le public Il y aurait, affirma Jo Kox, 13 550 sièges dans les théâtres, salles de concert et autres centres culturels régionaux à occuper tous les soirs à travers le pays. C'est énorme. Mais ce public potentiel, on le connaît encore trop peu. Alors certains novices – Xavier Bettel au ministère, Marc Hostert à la présidence du Cercle artistique – tentent de le saisir à l'aide d'un sondage rapide acheté chez TNS-Ilres. Et sont tristes que beaucoup des personnes interrogées ne connaissent pas de peintre du tout et, parmi toutes les disciplines possibles, seules des stars comme Serge Tonnar, Fausti ou feu Thierry van Werveke. Mais en réalité, le public s'exprime beaucoup : il affirme ses préférences en achetant des tickets pour un *tribute show* d'un groupe des années 1970 plutôt que pour une formation électro avant-gardiste, en allant voir le *Hoppen Théid* plutôt qu'un spectacle de Romeo Castellucci, en plébiscitant les films de Andy Bausch plutôt qu'un film art et essai exotique (sans sous-titres). Mais il y a aussi un public plus averti, de plus en plus nombreux, qui apprécie l'offre pointue du Grand Théâtre et les solistes stars de la Philharmonie, qui va voir un artiste au Mudam, pas pour le découvrir, mais pour retrouver des œuvres dénichées à la dernière Art Basel ou à la biennale de Venise. Ce public-là, dans toute sa diversité, est le seul acteur à ne pas avoir été consulté dans ce processus si « bottom up » du *Plan de développement culturel*. Une partie de ce public a le droit de vote (pas tous, car beaucoup sont étrangers). Mais la culture n'est quasiment jamais un enjeu aux élections.



La politique culturelle luxembourgeoise est-elle un village Potemkin ? Au début du millénaire, la société de production de films Delux avait érigé une fausse Venise sur la friche des Terres Rouges à Esch-sur-Alzette afin d'y tourner *Secret passage* d'Ademir Kenovic (ici : en 2005, au moment de la décrépitude). Le film a fait un flop monumental et Delux a fait faillite par la suite

plus immédiates de la gouvernance dans le secteur culturel. Certains des quelque 200 auditeurs dans la salle lui reprochaient de vouloir se profiler ou de postuler, par ce travail de bénédictin mené depuis un an, pour la direction du futur Arts council, sorte de grand bureau export, dont la création est annoncée pour l'automne. C'est oublier qu'il a une autre fonction à remplir, ni celle de candidat, ni celle d'« agitateur culturel » (comme il aime à se définir lui-même), mais celle de... paratonnerre (ou souffre-douleur). Le ministère libéral a outsource le travail, et, comme il l'espère, aussi les emmerdes (parce que les artistes, quels emmerdeurs...) à un consultant privé comme il externalise actuellement la gestion des établissements publics aux sociétés d'audit.

Xavier Bettel et Guy Arendt Le Premier ministre et ministre de la Culture et son secrétaire d'État Guy Arendt, tous les deux DP, ont repris le ressort de la Culture au pied levé en décembre 2015, après la démission de Maggy Nagel. Leur mission : calmer le secteur culturel, en ébullition depuis que l'ancienne maire de Mondorf avait annulé toutes les conventions liant le ministère aux associations culturelles (pour les redéfinir et, en fait, continuer comme avant, à quelques exceptions près), lancé un plan de rigueur budgétaire et commis quelques gaffes prouvant que la culture et elle, c'était deux paires de manches.

Comme la mise en place d'un *Plan de développement culturel* est une revendication de longue date des socialistes (qui auraient bien aimé reprendre la culture en 2013) et comme tous les partis du gouvernement ont signé, en 2008, le *Pacte culturel*, élaboré par l'initiative citoyenne plutôt de gauche Forum Culture(s), Xavier Bettel a vite compris que le processus d'élaboration d'un tel plan allait le faire apparaître comme un grand démocrate qui mise sur la transparence et la participation. Et tout le monde (ou presque) y a cru. Plus de 500 personnes ont assisté par un soleil rayonnant à deux jours de débats en 2016, 300 personnes aux « ateliers du jeudi » et elles étaient encore 200 samedi au Kulturhaus à Mersch.

Ça les occupe, ont dû se dire Xavier Bettel et Guy Arendt, comme ça, ils vont oublier que nous privatisons la culture à tout va ; ils ne verront pas que nous affaiblissons le ministère en ne remplaçant pas Bob Kriepes par une personne avec des pouvoirs (et une compétence) de décision, mais par un collègue (participatif) ; que

Or, des institutionnels qui discutent ensemble pendant des heures tombent vite dans le corporatisme le plus primitif et demandent immédiatement plus de moyens financiers pour pouvoir embaucher encore plus d'institutionnels pour la brasserie, la communication ou le service de la médiation. Les recherches que Jo Kox a omises de faire (ou de présenter) seraient premièrement une mise en relation des frais administratifs et d'entretien des bâtiments avec les budgets réservés aux programmes culturels (souvent largement en-dessous des vingt pour cent). Ou, deuxième choix, une mise en relation des moyens (humains et financiers) d'un espace d'exposition au Luxembourg avec ceux d'un Frac français. Ça ne sert à rien de se comparer sans cesse à la Tate Modern si on ressemble davantage, de par son ambition et ses moyens, à un modeste musée de province.

Les artistes Étonnement, ils sont les grands absents (ou presque) du débat. Seuls trois d'entre eux, dont Serge Tonnar, priront la parole samedi. Faut-il aussi essayer d'établir une relation entre les 1 200 employés du secteur de la culture et les 90 artistes plasticiens regroupés dans l'association de Trixi Weis, les cent musiciens professionnels de l'OPL, les quelque 300 artistes plus ou moins professionnels qui ont obtenu une aide du Focuna en 2016, les 73 artistes indépendants qui ont touché une aide sociale du ministère de la Culture l'année dernière ou les 146 intermittents du spectacle soutenus la même année ? En arrive-t-on à un ratio de un sur un : un fonctionnaire ou assimilé avec un salaire plus que correct (et surtout garanti) prenant en charge un artiste précarisé vivant largement sous le salaire social minimum – et surveillant jalousement qu'il ne « gagne pas trop » ?

Tous les artistes se plaignent d'une augmentation de la charge administrative pour obtenir leurs droits (les aides sociales) ou des subsides (souvent limités à mille ou 1 500 euros), pour lesquels ils faut remplir des formulaires de demande longs comme un bras. Le drame, pour les artistes, c'est que durant ce processus, on ne parle jamais de contenu, d'esthétique, de ce qu'ils disent, montrent, peignent. De leur regard sur la société, des questions qu'ils posent. En étant occupés à introduire une nomenclature, un vocabulaire communs, des règles et des barèmes, on en oublie de lire des romans passionnants, d'aller au théâtre pour un spectacle hors normes, au cinéma pour un film révolutionnaire ou assister à un concert touchant aux larmes. À force de parler d'économie et d'administration, n'est-on pas en train de perdre de vue l'essentiel ?

À qui profite le processus de mise en place d'un *Plan de développement culturel* ? Une approche subjective

Institut national des langues – INL

Cours de langues pour adultes

Semestre d’automne 2017/2018
Nouvelles admissions

Les journées d’inscription et d’évaluation pour une nouvelle admission à l’INL pour le semestre d’automne 2017/2018 auront lieu aux dates suivantes :

Les 10, 11 et 12 juillet 2017
Les 15, 18 et 19 septembre 2017
au site de l’INL au Kirchberg
15, rue Léon Hengen
L-1745 Luxembourg-Kirchberg

Le 10 juillet 2017
à l’Institut national des langues -
Annexe Mersch
57, rue Grande-Duchesse Charlotte
L-7520 Mersch

Conditions d’admission préalables :
– Remplir le dossier d’admission sur www.inll.lu
– Choisir une langue et un niveau
– Passer un test en ligne (si indiqué)
– Choisir un rendez-vous pour un entretien individuel lors des journées d’inscription et d’évaluation en juillet ou en septembre
Lors de l’entretien, votre niveau est déterminé et vous pouvez vous inscrire dans un cours.

Date de début des cours :
25 septembre 2017

À partir de la rentrée 2017, nos cours se dérouleront à l’INL – Luxembourg/ Kirchberg, à l’INL – annexe Mersch, au Lycée Alyne Mayrisch et au Campus Belval (Maison du Savoir) de l’Université du Luxembourg.

Droit d’inscription semestriel :
100 à 250 euros par semestre selon le rythme de cours sélectionné.

Consultez notre site pour connaître l’offre détaillée des cours du semestre d’automne.

Pour plus d’informations :
cours@inll.lu
Téléphone : (+352) 26 44 30-1

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 13.09.2017 à 10.30 heures

Lieu d’ouverture :
Division des travaux neufs (DTN)
21, rue du Chemin de Fer
L-8057 Bertrange
Bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Travaux d’aménagement de couloirs bus de l’échangeur A6/N6 et réhabilitation des ouvrages OA 1007 et OA 1036

Description :
– Déblais généraux : 2 500 m³
– Evacuation des déblais en excès : 2 500 m³
– Terrassement généraux et particulier : 260 m³
– Corps de chaussée HF 0/45 type 1 : 525 m³
– Enrobés 0/16 EF3 : 280 to
– Enrobés 0/12 EF2 : 155 to
– Spilltmastixasphalt : 120 to
– Signalisation horizontale : 4 000 m
– Béton C 30/37, 4LP: 360 m³
– Fourniture et pose de panneau acoustiques en béton de bois : 1 820 m²
– Ouvrage d’art : Réhabilitation et superstructure
Durée prévisible : 360 jours ouvrables
Début prévisible : Début 2018

Conditions d’obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu) ou bien être retirés auprès de l’Administration des ponts et chaussées
Division des travaux neufs
21, rue du Chemin de Fer à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage,
à partir du mercredi 12 juillet 2017 les jours ouvrables de 09.00 à 11.30 heures après commande 2 jours à l’avance et par courriel à l’adresse dtm@pch.etat.lu.
Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu’au mercredi 6 septembre 2017 jusqu’à 11.30 heures.

Réception des offres :
Les offres portant l’inscription « Soumission pour les Travaux d’aménagement de couloirs bus de l’échangeur A6/N6 et réhabilitation des ouvrages OA 1007 et OA 1036 » sont à remettre à l’adresse prévue pour l’ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

Date de publication de l’avis 1701031 sur www.marches-publics.lu :
06.07.2017

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 13.09.2017 à 10.00 heures

Lieu d’ouverture :
Division des travaux neufs (DTN)
21, rue du Chemin de Fer
L-8057 Bertrange
Bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Aéroport de Luxembourg -Findel Lot 21a : Signalisation horizontale (marquage) et grenaillage piste

Description :
– Travaux de grenaillage ~ 150 000 m²

– Travaux de pré-marquage ~ 63 000 m
– Travaux de marquage (lignes discontinues largeur 90 cm) ~ 27 500 m
– Travaux de marquage (lignes continues largeur 90 cm) ~ 35 500 m
– Travaux de marquage (lignes continues largeur 18 cm) ~ 40 000 m
– Travaux de marquage (lignes discontinues largeur 18 cm) ~ 16 400 m
– Travaux en régie
Durée prévisible des travaux : 3 années calendaires
Début prévisible des travaux : septembre 2017

Conditions d’obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu) ou bien être retirés auprès de l’Administration des ponts et chaussées
Division des travaux neufs
21, rue du Chemin de Fer à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage,
à partir du mercredi 12 juillet 2017 les jours ouvrables de 09.00 à 11.30 heures après commande 2 jours à l’avance et par courriel à l’adresse dtm@pch.etat.lu.
Les pièces de soumission ne peuvent être retirées que jusqu’au mercredi 6 septembre 2017 jusqu’à 11.30 heures.
Il ne sera procédé à aucun envoi des documents.

Réception des offres :
Les offres portant l’inscription « Soumission pour l’Aéroport de Luxembourg-Findel Lot 21a Signalisation horizontale (marquage) et grenaillage piste » sont à remettre à l’adresse prévue pour l’ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

Date de publication de l’avis 1701030 sur www.marches-publics.lu :
06.07.2017

Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d’ouverture des offres :
Date : 23.08.2017
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de plâtrerie et plafonnage dans l’intérêt du « Centre pénitentiaire d’Uerschterhaff » à Sanem.

Description succincte du marché :
– Enduit lisse 5 250 m²
– Enduit plâtre 24 000 m²
– Cloison sèche 4 100 m²
– Plafond plaque de plâtre 8 500 m²
– Plafond métallique 2 100 m²
– Cloison coupe-feu 730 m²
La durée prévisible du marché est de 400 jours ouvrables à débiter en juin 2018.

Section IV : Procédure

Conditions d’obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.
La remise électronique est autorisée.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
Les offres portant l’inscription « Soumission pour les travaux de

plâtrerie et plafonnage dans l’intérêt du ‘Centre pénitentiaire d’Uerschterhaff’ » sont à remettre à l’adresse prévue pour l’ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l’ouverture.

Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :
06.07.2017

La version intégrale de l’avis n° 1701044 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Appel de candidature

Le Conseil arbitral de la sécurité sociale, juridiction sociale de première instance du Grand-Duché de Luxembourg,

procède à l’engagement d’un

Médecin-conseil (m/f).

Priorité sera donnée aux candidats pouvant se prévaloir d’une compétence en médecine d’expertise.

Une expérience en médecine interne ou orthopédique constituera un avantage.

Le candidat doit être apte à s’intégrer facilement dans l’équipe médicale existante.

Une première sélection se fera sur dossier.

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur le Président du Conseil arbitral de la sécurité sociale
16, bd de la Foire
L-1528 Luxembourg

Renseignements complémentaires :
Téléphone : 45 32 86-320

d’Lëtzebuerger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983
Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 3,50 € **Abonnement annuel** 120,00 € **Abonnement étudiant/e** 65,00 € **Comptes en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGULLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003



Cinéma

Une partie de campagne

Fränk Grotz

Elle : Agnès Varda (89 ans), réalisatrice mythique de la Nouvelle Vague ou plutôt du cinéma de la Rive Gauche, ainsi que l'écrivain Richard Stanley Roud distinguait les cinéastes comme Resnais, Marker ou donc Varda pour marquer une différence sociologique, politique et artistique avec des réalisateurs comme Godard, Truffaut et Chabrol. Lui : Jean René, « JR » (34 ans), photographe, *artiste*, dont la marque distinctive est le collage de portraits géants sur des bâtiments ou tout autre élément du paysage urbain pour rendre attentif aux histoires et conditions de vie de leurs habitants.

De leur rencontre, initiée par Rosalie Varda, la fille d'Agnès Varda, naît l'idée d'un documentaire pour lequel la réalisatrice veut faire sortir JR du milieu urbain afin de lui faire découvrir les petits villages magiques de la campagne française. Le projet *Visages, Villages*, été accueilli avec scepticisme, d'abord parce deux artistes aussi établis ont cherché son financement à travers une plateforme de *crowdfunding* et ensuite parce l'œuvre de JR n'est pas sans diviser les critiques, certains considérant son approche comme démagogique, loin de l'esprit initial du graffiti et de l'affichage sauvage.

Et c'est effectivement un sentiment que l'on peut avoir dans des moments comme celui où les deux artistes vont dans une petite ville ouvrière du Nord où ils rencontrent une dame âgée, dernière résistante à la démolition des maisons de sa rue. Après avoir collé son portrait en format géant sur sa maison, ils l'accueillent sur le trottoir en face pour lui faire découvrir l'image. Submergée par l'émotion, la dame fond en larmes en répétant quelle ne sait pas quoi dire. Agnès Varda lui répond alors : « On est amies maintenant ! ». Ce moment pénible d'émotion facile, qui n'est pas sans rappeler les émissions tire-larmes dans lesquelles des familles sans moyens se font rénover leurs maisons gratuitement pour zoomer ensuite sur leur visage en pleurs, n'est heureusement pas la norme pour l'intégralité du documentaire et les longues pauses de tournage entre les différents déplacements dans le camion photo de JR, dû à l'âge d'Agnès Varda, ont laissé le temps de réfléchir à la direction d'un film sans canevas précis.



JR et Agnès Varda devant le train avec le collage de l'œil d'Agnès Varda

Au fur et à mesure que le duo improbable investit ses propres émotions et souvenirs dans le film, celui-ci gagne en authenticité et en originalité. Leur œil indubitable pour l'image poétique se révèle véritablement lorsque qu'un lotissement abandonné en pleine construction est orné des portraits d'habitants des villages avoisinants, qui investissent ensuite le lieu le temps d'une fête ou à travers le portrait d'un facteur devenu à la fois confident et homme à tout faire pour les citoyens de son petit hameau.

Pour *Visages, Villages*, les réalisateurs ont accepté « d'engager le hasard comme assistant » pour citer Agnès Varda

Lorsque les sujets prennent de l'envergure, le temps imparti s'avère insuffisant et le discours reste superficiel. C'est le cas par exemple pour cette double escale chez des éleveurs de chèvres. L'un, coupant les cornes aux animaux afin d'éviter d'en perdre dans les bagarres habituelles entre les bêtes, est jugé trop focalisé sur la rentabilité. L'autre, refusant d'enlever les cornes aux animaux et trayant à la main, est érigée en héroïne. Or, le fait que la traite systématique et journalière des animaux est déjà un processus forcé et pas naturel en soi n'intéresse pas les réalisateurs.

Il en est de même pour ce petit détour exceptionnel accordé à JR par sa complice en milieu urbain. Sur les quais du Havre, les artistes veulent rendre hommage à trois femmes de dockers. L'interview que mène Agnès Varda avec les épouses des ouvriers semble viser à leur extraire des témoignages d'une vie éprouvante. Heureusement, l'une d'entre elles s'avère alors être chauffeur de poids lourds, un métier certes assez rare pour une femme, donnant l'occasion d'introduire quelques plans de coupes où elle monte dans son 45 tonnes. Lorsque la même femme déclare être toujours derrière son homme pour le soutenir, Varda la corrige : « A côté de votre homme »... suite à quoi celle-ci répète la phrase sagement.

Pour *Visages, Villages*, les réalisateurs ont accepté « d'engager le hasard comme assistant » pour citer Agnès Varda. Cette manière de travailler crée trois types de moments dans le film. Ceux où ils sont à la hauteur des gens et leur rendent hommage en toute dignité. Ceux, plus pénibles, où ils imposent leurs vues, parfois un peu dépassées, de la petite France, par leur importance d'artistes connus et les moments plus autobiographiques et honnêtes, comme cette rencontre prévue avec Jean-Luc Godard, permettant une belle fermeture de boucle à la fin.

Cinémasteak

Nevada by night

Avec *The Misfits* (*Les Désaxés*, 1961), John Huston (1906-1987) abrège les dernières illusions de l'Ouest américain. Le mythe, très *yankee*, du cow-boy, en prend un sacré coup. S'il conserve virilité et courage en la personne de Clark Gable (Gay Langland), il a en revanche perdu tout prestige et toute fonction sociale. Fantôme errant privé d'épopée, ou « bon-à-rien » comme on peut l'entendre dire au cours du film, la figure du cow-boy ne fait plus rêver. Nul ne pouvait incarner mieux cette icône déchue qu'un acteur parvenu à la fin de sa carrière – et de sa vie, Clark Gable décédant peu après la fin du tournage.

The Misfits est un formidable western décadent. L'échec, en effet, est la chose la mieux partagée par ses personnages. Déçu des hommes, Roslyn (Marylin Monroe) vient à peine de divorcer quand elle rencontre Gay et son compère Guido, le garagiste auquel Eli Wallach prête son regard fourbe. Un autre cow-boy désœuvré intégrera l'aventure, le jeune Perce, amateur de rodéo magnifiquement incarné par Montgomery Clift. Si le cœur de la jeune femme est rapidement conquis par le plus vieux de la bande, les deux autres mâles (s'im-)patientent en coulisses, chacun nourrissant secrètement un désir amoureux à son égard...

***The Misfits* de John Huston est un formidable western décadent**

Les masques sociaux tomberont lors d'une sordide chasse aux mustangs, parmi les plaines désertiques de l'État du Nevada. Au cours de ce moment de vérité se découvrent les fêlures intimes des personnages. Chaleureux au début du film, Guido se révèle froidement opportuniste, mû par son seul intérêt personnel. Pierce, en prenant conscience de sa compulsion autodestructrice, songe à quitter définitivement ses habits de cow-boy. Gay, quant à lui, sort du silence pour laisser enfin éclater toute sa rage : « Tout a changé... Changé du tout au tout. Tout est plein de sang, tout en est barbouillé. Je laisse tout tomber, tout cela m'écœure. » Ces crises et ces conversions – promesses d'une vie nouvelle – sont l'œuvre de la petite Marilyn, dont la fragilité et la sensibilité à fleur de peau affleurent dans le moindre regard, dans la moindre inflexion de voix, souvent proche du chuchotement. Terrifiée par la capture des chevaux sauvages, elle semble assister au spectacle de sa mort prochaine. La présence de cet astre blond élève, ressource, rappelle les hommes à la vie. Telle est la déclaration d'amour que lui adresse son mari, le dramaturge Arthur Miller, scénariste sur le film. C'est ainsi que, même plié par les épreuves, le couple improbable formé par Gay et Roslyn ne rompt pas. Ils reprennent ensemble la voie du bonheur, guidés par une étoile au milieu de la nuit. On songe à Dante Alighieri, dont les trois livres composant *La Comédie* s'achèment vers cette destination céleste. Seule une star comme Marilyn pouvait illuminer cette métaphore amoureuse. Et réconcilier la terre et le ciel. Loïc Millot

The Misfits de John Huston (1961, 120 mn.) sera projeté ce soir, vendredi 7 juillet 2017 à 18h 30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, place du Théâtre.

Sculpture

Femmes, de Giacometti à Cavdarbasha

Lucien Kayser

Alberto Giacometti n'a jamais représenté la Suisse, son pays d'origine, à Venise, bien que son frère cadet Bruno, architecte, y édifiât le pavillon helvétique en 1952. Le sculpteur, né à Borgonovo, dans le val Bregaglia, refusait de se laisser enfermer dans un cadre national. S'il a quand même été présent à Venise, en 1956, à la 28^e biennale, ce fut dans le pavillon français. Une photo le montre, assis par terre, derrière le groupe de six femmes, figures en plâtre, appelées depuis *Femmes de Venise*, portées à neuf après.

Ces *Femmes de Venise*, Alberto Giacometti les a modelées en argile, a fait couler en plâtre les étapes successives de son travail. Elles ont été, pour la vente, coulées en bronze en 1958. Femmes filiformes, dont certaines étaient peintes au départ, en rouge et en noir, détail bien sûr perdu dans le bronze. Elles ont été, dans leur état originel, restaurées tout dernièrement, en partie pour une exposition à Landerneau, du Fonds Hélène et Edouard Leclerc, dans l'ensemble pour celle de la Tate Modern, à Londres, jusqu'au 10 septembre. Elles retourneront après à la Fondation Alberto et Annette Giacometti à Paris ;

Les unes, pétries dans l'argile pour la Sérénissime ; les autres, taillées dans le bois des combats des Balkans

jusqu'à la mort du sculpteur, en 1966, Annette a été son principal modèle féminin.

Fortement ancrées au sol, les *Femmes de Venise* font un peu plus d'un mètre de hauteur. Longilignes, elles en paraissent plus. Ce qui les caractérise justement, c'est leur paradoxe, une ambivalence qui ne peut que toucher, fasciner. Au-delà de la matière, elle-même attrayante au toucher et rugueuse, rocheuse. Si les hommes, chez Giacometti, sont

la plupart du temps en marche, les femmes se tiennent debout, droites, et semblent quand même fragiles, vulnérables. Ces sculptures sont éminemment contemporaines et pourtant, elles ont l'air immémorial ; c'est que tout simplement elles sont intemporelles. De même, les unes et les autres ont leur individualité, elles passent très vite à une signification plus essentielle. Et puis, paradoxe suprême, c'est Sartre qui disait de Giacometti qu'il ne sculpte pas des « sujets », mais la distance qui nous en sépare. Giacometti, sculpteur d'espace.

Pourtant, il est un regard de ces femmes, c'est lui peut-être qui abolit la distance, ou du moins la réduit. Elles, *Women of Lybeniq* ou *Women of Prishtina*, les premières sont posées par terre, blocs de bois grossièrement taillés, les secondes pendant du plafond, attachées à une chaîne, ces femmes-là, réduites quasiment à leur tête, du sculpteur Agim Cavdarbasha, n'ont que des trous à la place des yeux, des trous comme si elles n'avaient eu les yeux que pour pleurer, trop pleurer. Agim Cavdarbasha est un sculpteur kosovar d'origine albanaise. Né dans la ville de Pec, en 1944, il est passé par les académies de Belgrade et de Ljubljana ; son atelier à Pristina a été réduit en cendres lors des émeutes de 2004, lui-même était mort en 1999. Aujourd'hui, on la reconstruit et en a fait un musée.

Les femmes d'Agim Cavdarbasha, elles nous remuent, elles nous ébranlent, telles qu'elles sont là, dans les deux groupes au Museum für Sepulkralkultur, lieu terriblement adapté, à l'occasion de la Documenta de Kassel. Par la taille rude du bois, par ce qu'elles révèlent, dans leur caractère fruste, de blessure profonde.

Elles datent de 1997, et les dates ne concordent donc pas. Mais comment ne pas penser après coup maintenant, à la vue des *Women of Lybeniq*, *Women of Prishtina*, aux *Widowed Women of Kosovo*, « Grate et Veja », du village de Krusha e Madhe, dont les hommes furent massacrés en mars 1999. À elles d'y retourner quand même après leur deuil et de le reconstruire. Les femmes d'Agim Cavdarbasha témoignent elles aussi d'une force, d'une énergie puissantes, au-delà de leur poignante douleur.



Agim Cavdarbasha : *Women of Prishtina*

STIL

Au boulot !

Cyril B.

Rappelez-vous l'époque où vous aviez un agenda. Faut de moyens de communications mobiles et pour éviter les fâcheuses conséquences de tout imprévu, chacun avait un « emploi du temps ». Cela semblera sans doute archaïque à nos petits-enfants, comme pour nous l'époque où il ne suffisait pas de tourner le robinet pour avoir de l'eau ou appuyer sur un bouton pour avoir de la lumière, mais où l'on devait ramener des seaux d'eau et prévoir un stock de bougies et d'allumettes. Pour ceux qui s'en souviennent encore, donc, jusqu'à récemment, il y avait un temps pour le travail et un temps pour les loisirs. Le mardi, c'était film à la télé, le samedi foot à la radio. Le dimanche c'était, selon les croyances familiales, messe, tiercé ou *École des fans*, ou les trois à la suite pour les moins chanceux. Maintenant, plus besoin d'attendre le samedi soir pour voir la suite de *Dallas*, une bonne connexion Internet et un petit abonnement Netflix permettent de regarder l'intégrale de *Mad Men* en un (long) week-end et, sur les chaînes de sport, il y a toujours un match de football à regarder, même si c'est de la deuxième division néo-zélandaise. Avant, à treize heures, c'était le journal de treize heures, à huit heures c'était le journal de huit heures (exception faite pour *De Journal* qui passe toute la nuit sur *RTL*, mais c'est une autre histoire). Puis sont venues les radios et les chaînes télé proposant de l'information en continu. Et, maintenant, pour se tenir informé, on n'a même plus besoin d'allumer quoi que ce soit, on reçoit sans arrêt les notifications sur son *smartphone*, dans un flux permanent qui semble ne jamais se tarir, où se mêlant messages personnels, dépêches de presse, publicités plus ou moins déguisées, traits d'humour, *fake news* et vraies informations.

Avant, on se donnait rendez-vous à une heure précise, en un lieu déterminé à l'avance, pour faire quelque chose qu'on avait prévu. Maintenant, on sait tout le temps ce qu'improvise tout le monde, et, éventuellement on trouve cinq minutes pour y participer, au mieux en personne, au pire via un commentaire ou un *like*. Avant, on planifiait un repas au restaurant pour discuter avec des amis qu'on n'avait plus vu depuis longtemps. Maintenant, on partage son repas au *foodtruck* avec des amis qu'on n'a jamais vus, via Facebook ou Instagram. Cela permet de faire un peu de tout, tout le temps, un peu comme on mange désormais des fraises ou des cerises de mars à novembre, quand on en a envie, alors que nos parents n'avaient pas d'autre choix que de se gaver de clafoutis, de tartes et de *crumbles* pendant les trois semaines de la récolte, pour ensuite être sevrés pendant les 300 jours restants et retrouver l'appétit pour la séance de gavage de l'année suivante.

Il n'y a plus de saison, il n'y a plus de raison. Les soldes n'ont pas commencé il y a une semaine, elles ne se sont jamais arrêtées, entre les ventes privées, les *mid-season clearance* et les offres promotionnelles. À la limite, difficile aussi de déterminer quand commence et se termine votre journée de travail : avec le premier *e-mail* de la journée ? En



Si vous comptez profiter des prochaines semaines pour vous cultiver, il va bien vous falloir potasser un minimum les programmes, à moins que vos goûts ne soient suffisamment éclectiques pour apprécier aussi bien *Antigone* de Sophocle en japonais sous-titré en français qu'un concert de David Guetta massé dans un stade avec 50 000 post-adolescents transpirant de la bière

passant la porte du bureau ? En s'endormant le soir ? Heureusement, il y a les vacances pour redonner un rythme à nos vies. Tout commence par le Tour de France, qui vous permet de caler vos siestes sur le début des après-midi et vos apéritifs sur les cols de première catégorie. Avouons-le, une bonne bière bien fraîche est encore meilleure lorsqu'elle est dégustée devant le spectacle d'un homme transpirant pour gravir une pente à quinze pour cent sous un soleil de plomb. Tous les ans, le parcours change, mais on sait néanmoins qu'on débute par une bonne semaine d'étapes de plaine, celles dont vous pouvez vous passer avant de démarrer vos congés : il vous suffit juste de rentrer un peu plus tôt du travail pour voir l'arrivée au sprint et profiter ainsi des dix meilleures minutes de la journée. C'est seulement ensuite que commencent les choses sérieuses, en même temps que les vacances des enfants (il faut croire que le calendrier scolaire luxembourgeois est calé sur le début des étapes des Alpes).

Mais il n'y a pas que le Tour de France ! Avec les congés va revenir le temps de l'organisation. Où que vous alliez, vous avez besoin d'un minimum de préparation, ne serait-ce que pour savoir quelle est l'heure idéale à laquelle arriver au buffet, ou à la piscine, pour avoir le plus grand choix d'entrées possible (respectivement, une place sur un transat à l'ombre). Si vous partez en club, il va falloir se caler sur la soirée cabaret ou l'aquagym. Si vous comptez profiter des prochaines semaines pour vous cultiver au festival d'Avignon, au Montreux Jazz Festival ou à l'Ultra Music Festival à Split, il va bien vous falloir potasser un minimum les programmes, à moins que vos goûts ne soient suffisamment éclectiques pour apprécier aussi bien *Antigone* de Sophocle en japonais sous-titré en français qu'un concert de David Guetta massé dans un stade avec 50 000 post-adolescents transpirant de la bière. Et même si vous ne faites rien, que vous êtes adeptes des *staycations* (ou « vacances à domicile »), il va bien falloir conco-

cter un semblant de *planning* : un jour à la piscine, l'autre au restaurant, au cinéma, au musée, au golf ou consacré à faire une partie entière de Monopoly avec vos enfants, ou commencer avec eux ce satané puzzle de 3 500 pièces représentant un ours polaire sur la banquise un jour de blizzard.

Le repos, c'est la seule chose qu'on n'a pas encore réussi à découper en petits morceaux, à consommer au fur et à mesure de la journée. Il nous faut encore notre quota de sommeil – si possible à heure fixe et pas par micro-siestes étalées entre les autres activités. Pour les congés, cela semble encore plus évident : autant quitter ses collègues plusieurs jours d'affilée. Quitte à être sur la Costa Brava, tant que les ingénieurs de la Silicon Valley n'ont pas mis au point de moyen efficace de téléportation, autant prendre méthodiquement son quota de soleil, de sable et de cava, avant de se préparer à une dizaine de mois de travail complètement désorganisés...



Das Ding

Bevor Flugreisen für ein breites Publikum erschwinglich wurden, führten die Wochenendausflüge ins Müllerthal oder ins Ösling, statt nach Berlin oder an die Riviera. Mit der **Guide Auto-Pédestre** ausgestattet, ein paar Brote, Äpfel und hart gekochte Eier im Rucksack versuchten Eltern ihren mehr oder weniger wanderfreudigen Kinder, die Schönheit der Luxemburger Natur näherzubringen. Die Editions Guy Binsfeld haben nun mit der freundlichen Unterstützung des Wirtschaftsministeriums eine Neuauflage des Wanderführers aus früheren Tagen in die Buchhandlungen gebracht. Darin sind 201 Wanderwege ausgewiesen, die nach den Regionen Ösling, Müllerthal, Gutland, Mosel und Red Rock eingeteilt sind, aber auch dem Alphabet oder der Länge entsprechend nachgeschlagen werden können – die kürzeste Streck ist 4,3 Kilometer lang, die längste 15,7. Dass das Minett nicht mehr Minett heißt, ist nicht die einzige Neuerung. Wer befürchtet, sich trotz der einzeln aus dem Ordner herausnehmbaren Karten unterwegs zu verlieren, kann die Strecken mittels QR-Code-Scan und Geoportal der Regierung auf den Handy-Bildschirm holen und die Auflösung vergrößern. Der Wanderführer gibt jeweils Aufschluss über die zu überwindenden Höhenmeter. Alle Strecken enden am Ausgangspunkt, so dass man sich keine Gedanken darüber machen muss, wie man nach der Wanderung zurück zu seinem Auto oder Fahrrad kommt. ms

Der Ort

Was macht eine Provinzstadt in einem Land, das für sich beansprucht, den europäischen Fernsehmarkt revolutioniert zu haben und diesen zu dominieren, das führende Weltraumstation sein will, aber nicht einmal über einen Fernsehturm verfügt? Sie erlaubt die Einrichtung eines *Space Needle* für Arme. Für sieben Euro (Erwachsenentarif) kann man derzeit auf der **Place de la Constitution** ein wenig Schueberfouer *light* erleben. Die Firma Skyliner.com bietet dort in 70 Meter Höhe einen Panoramablick über die glorreiche Geschichte Luxemburgs. Danach werden die Fahrgäste gebeten, in der Bar der gleichen Firma einzukehren. Sie bietet, wie die Skyounge, ununterbrochene musikalische Beschallung. Bis zum 6. August ist die Place de la Consitution mit Werbung von Brauereien, Immobilien- und Flugesellschaften sowie Softdrinkherstellern so zugemüllt, dass der Blick in Petrustal und auf die Spuerkeess verdeckt und die Gëlle Fra kaum noch auszumachen ist. Frei zugängliche Sehenswürdigkeiten müssen kostenpflichtigen weichen. Dieses Spektakel setzt einen neuen Standard für die unverschämte Privatisierung des öffentlichen Raums. Deshalb wird es selbstverständlich auf *visitluxembourg.com* als Highlight angepriesen. *Let's make it happen!* ms

